

SPÉCIAL
12 RÉGIONS

LES CAHIERS
DU MATIN

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : MOHAMMED HAITAMI

31 OCTOBRE 2024



VISION 2030

**LE MAROC
PRÉPARE SES
TERRITOIRES**



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank
Croire en vous

580 000

PORTEURS DE PROJET
ET TPE ACCOMPAGNÉS GRATUITEMENT

أنا معاك

Pour **Attijariwafa bank**, **Ana Maak**, c'est bien plus qu'une promesse, c'est un engagement quotidien auprès de tous les porteurs de projet et TPE, clients et non-clients.

Pour vous, **Attijariwafa bank** a créé **Dar Al Moukawil**, un dispositif gratuit de soutien, d'accompagnement, de formation et d'information.

À ce jour, **580 000 porteurs de projet**, commerçants, artisans, très petites entreprises en ont bénéficié gratuitement.

Vous aussi, profitez de notre accompagnement dans **les centres Dar Al Moukawil** ou sur **daralmoukawil.com**



SOMMAIRE

- Vision 2030 : Le Maroc prépare ses territoires **4-7**

- Interview du professeur d'Économie à la Faculté de droit d'Oujda et président de l'Observatoire régional du développement local et régional de l'Oriental **8-14**

Soufiane Bouchakour : «Malgré tous les efforts fournis, nous sommes encore face à une régionalisation administrative et non économique»

- Le marketing territorial indissociable de la régionalisation avancée **16-18**

- Trois questions au directeur général de Casablanca Events et Animation Mohammed Jouahri : «Casablanca Events et Animation mettra en œuvre une stratégie ambitieuse visant à maximiser l'impact du Mondial 2030 sur l'image de la ville» **19**

- Entretien avec la ministre du Tourisme, de l'artisanat, de l'économie sociale et solidaire Fatim-Zahra Ammor : «Nous ambitionnons de positionner le Maroc parmi les 15 premières destinations mondiales d'ici 2030» **20-21**

- Régionalisation avancée : un nouvel élan pour l'emploi à l'horizon **22-24**

- Entretien avec la directrice générale déléguée de la CGEM Samia Terhzaz : «Il est impératif que les instances régionales bénéficient d'une autonomie décisionnelle accrue» **26-28**

- Cap 2030 vers les ODD : l'heure est à l'accélération de la régionalisation avancée **30-33**

- Coupe du Monde 2030 : une opportunité de développement unique pour les régions du Maroc **34-35**

- Entretien avec le président du directoire de la Société nationale de réalisations et de gestion des équipements sportifs (Sonarges) Youssef Belqasmi : «Les investissements totaux pour les chantiers de construction

et de mise à niveau des stades sont compris entre 19 et 20,5 milliards de dirhams sur la période 2023-2028» **36-37**

- Mondial 2030 : transporter le public et les équipes, le nerf de la guerre **38-39**

- Santé, Télécoms : ce qui reste à réformer pour le Mondial 2030 **40**

01 TANGER TETOUAN AL-Hoceima **42-47**

- Tanger-Tétouan-Al Hoceïma : un pôle industriel et agricole en pleine expansion
- Entretien avec Rkia Alaoui, présidente du Conseil régional du tourisme de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma

02 L'ORIENTAL **48-55**

- L'Oriental, 20 ans après le Discours Royal de 2003 à Oujda
- L'Oriental à l'aube d'une nouvelle ère : défis et opportunités jusqu'en 2030

03 FES-MEKNES **56 - 63**

- Fès-Meknès, un potentiel inépuisable
- Un nouveau cap pour 2030
- Entretien avec Moulay Ahmed Sentissi, président du Conseil régional du tourisme de Fès-Meknès

04 RABAT-SALÉ -KÉNITRA **65-75**

- Rabat-Salé-Kénitra : un grand potentiel à exploiter
- Un modèle de croissance économique équilibrée
- Entretien avec El Mehdi Hameda Benchekroun le président du CRT de la région de Rabat-Salé-Kénitra
- Entretien avec Mohcine Benjelloun, du directeur du CRI de Rabat-Salé-Kénitra

05 BENI MELLAL -KHENIFRA **76-81**

- Béni Mellal-Khénifra : une région aux défis socio-économiques marquants
- Une stratégie ambitieuse pour une métamorphose d'ici 2045

06 CASABLANCA- SETTAT **82-99**

- Casablanca-Settat : une région au cœur des transformations économiques du Maroc

- Entretien avec Abdellatif Mazouz, Président du Conseil Régional Casablanca-Settat
- Casablanca, ville hôte du Mondial 2030 : une mise à niveau tentaculaire
- Entretien avec Othmane Chérif Alami, président du CRT de Casablanca-Settat

- Entretien avec Jacques Claudel, directeur général de Mazagan Beach & Golf Resort

07 MARRAKECH -SAFI **100-111**

- Marrakech-Safi : une région aux multiples atouts économiques
- Vers une diversification économique
- Entretien avec Mohamed Amin Sabibi, directeur général par intérim du CRI Marrakech-Safi

08 DRAA-TAFILALET **112-115**

- Drâa-Tafilalet : Une région au carrefour des cultures, engagée dans un développement durable
- Une économie diversifiée

09 SOUSS-MASSA **116-121**

- Souss-Massa : une région aux atouts multiples
- Un exemple de développement intégré

10 GUELMIM-OUED NOUN **122-128**

- Guelmim-Oued Noun : une région riche de sa diversité et de son potentiel
- Une vision intégrée pour un développement durable et inclusif

11 LAAYOUNE-SAKIA EL HAMRA **129 - 133**

- Laâyoune-Sakia El Hamra : un pôle de développement économique en plein essor
- La région accélère la marche vers un avenir prospère

12 DAKHLA-OUED EDDAHAB **137 - 146**

- Dakhla-Oued Eddahab : carrefour stratégique et pôle de croissance
- Dakhla-Oued Eddahab : vers un leadership économique continental d'ici 2030
- Entretien avec Yanja El Khattat, président du Conseil de la région de Dakhla-Oued Eddahab

<https://lematin.ma/q/7792>



Dépôt Légal : 1971/0015 / ISSN : 1114-9205 / Dossier de Presse : QF/010-05

• Directeur Général et de la Publication : Mohammed Haitami

• Directeur Général Adjoint : Kamal El Alami • Directeur Exécutif : Nabil El Khalidi

• Directeur de Développement : Hicham Mekouar • Directeur des Rédactions : Sohail Nhaili

• Ont contribué à ce Spécial : Nadia Benyouref, Najat Mouhssine, Nezha Maachi, Jalal Baazi, Mounia Senhaji

• Responsable Artistique : Mourad Chamseddine • Infographistes : Souhail Essalmani • Correction : Ghita • Photographe : Hassan Sradni

• Éditeur : Groupe Le Matin - Tél. : 0522 48 91 00 • Régie Commerciale : GMS Média - Tél. : 05 22 48 91 58

• Impression : Les Imprimeries du Matin - Bd Chefchaouini Ain Sebaa - Casablanca. Tél. : 0522 35 51 28



Vision 2030 : Le Maroc prépare ses territoires

Avec ses avancées dans des secteurs porteurs tels le digital, le tourisme, les énergies renouvelables, l'industrie et l'agriculture, le Maroc se positionne en force pour relever les défis de l'organisation de la Coupe du monde 2030. Cet événement planétaire ne fait qu'amplifier les ambitions initiales du Royaume, qui visait déjà une transformation durable de son économie et de ses infrastructures à l'horizon 2030. Le rôle des régions est déterminant dans la concrétisation de cette vision.



HÔTELIERS, FAITES BRILLER VOTRE ÉTABLISSEMENT !

CAP
HOSPITALITY

- Jusqu'à **100 millions de DH** pour financer vos projets de rénovation*
- Différé de **2 ans** et **prise en charge** des intérêts par l'Etat**
- Offre **cumulable** avec **GO SIYAH**

EN PARTENARIAT AVEC



صندوق محمد السادس للاستثمار
FONDS MOHAMMED VI
POUR L'INVESTISSEMENT



تمويلكم
TAMWILCOM



Tourism Engineering
and Investment
SMIT MOROCCO

Maroc PMe

Agence Nationale pour la Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise

Vos Ambitions, Nos Solutions

BANKOFAFRICA.MA

* Sur une maturité pouvant atteindre 12 ans
** Remboursement de l'intégralité des intérêts normaux au titre du crédit, par l'Etat selon un échéancier préétabli

Le Maroc, fort de son ambition de devenir un acteur clé sur la scène internationale, s'engage dans une transformation profonde à l'horizon 2030. Cette vision se concrétise à travers des stratégies et politiques publiques ambitieuses dans des domaines variés tels que les infrastructures, l'énergie, l'agriculture, l'industrialisation et la digitalisation.

Chacune des 12 régions est appelée à jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre de ces politiques publiques. Ce dynamisme s'inscrit dans le cadre de la régionalisation avancée, un processus décentralisé qui met en avant le potentiel des territoires pour concrétiser les grandes orientations nationales. Des Schémas régionaux d'aménagement du territoire et des Programmes de développement régionaux (PDR) ont été préparés, et le Maroc est aujourd'hui à la deuxième génération de ces programmes. Cependant, les indicateurs de veille territoriale, tels que les taux de croissance et de chômage, témoignent des limites de ces programmes, qui affichent des taux de réalisation modestes. Les indicateurs territoriaux, notamment l'évolution de la contribution des régions au PIB national, confirment que quatre régions monopolisent la richesse et la création d'emplois (Comptes régionaux du Haut-Commissariat au Plan), tandis que l'économie régionale de huit autres régions demeure fragile.

Bonne gouvernance

D'ailleurs, le rapport du NMD a conclu que les stratégies sectorielles et politiques

publiques sont menées au Maroc en absence d'une vision. Autrement dit, il existe un décalage entre la planification stratégique et la mise opérationnelle des programmes de développement. Une bonne gouvernance s'impose pour le Maroc des régions, objectif stratégique du Nouveau modèle de développement (NMD). Les régions sont encouragées à développer des pôles de compétitivité spécifiques, en fonction de leurs atouts : l'Oriental, par exemple, est appelé à devenir un hub d'offshoring, tandis que Souss-Massa se concentre sur l'agriculture et le tourisme durable. Avec le NMD, le Maroc aspire à devenir, d'ici 2035, un modèle de développement pour l'Afrique, tout en assurant à sa population des conditions de vie dignes et des perspectives d'avenir prometteuses.

Un des catalyseurs majeurs de cette vision est la Coupe du Monde de Football 2030, que le Royaume co-organisera avec l'Espagne et le Portugal. Cet événement planétaire représente une occasion exceptionnelle d'accélérer les réformes et de renforcer le positionnement du Maroc comme hub économique, touristique et sportif.

Capitaliser sur des secteurs stratégiques

Le Royaume mise, en effet, sur cet événement pour accélérer le développement de ses infrastructures, attirer des investissements massifs et renforcer son rayonnement international. La Coupe du Monde constitue une opportunité unique pour capitaliser sur des secteurs stratégiques parmi

lesquels il y a lieu de citer celui du Bâtiment et des travaux publics (BTP) et des transports avec l'accélération du développement d'infrastructures qui vont améliorer la connectivité des régions et leur permettre de faire un bond de compétitivité.

En plus des projets d'extension des aéroports, de l'objectif de 3.000 km d'autoroutes ou encore du développement d'une Ligne à grande vitesse Casablanca-Marrakech et dans un second temps Agadir. Ceci en plus de l'ouverture de liaisons aériennes, notamment via des compagnies low cost, qui vont rapprocher le Maroc du reste du monde.

Par ailleurs, le tourisme jouera un rôle clef dans le développement des régions qui accueillent la Coupe du Monde. Le développement d'unités hôtelières et l'accroissement de la capacité litrière doit s'accompagner d'une amélioration des flux touristiques vers les régions, bien au-delà de 2030. En parallèle au développement du tourisme, il y a les secteurs du commerce et des industries créatives qui seront largement impactés par cet afflux massif et qui eux aussi seront moteurs dans le développement des régions.

Enfin, le secteur des télécoms, avec la mise en place de la 5G, qui est une obligation FIFA. Mais le plus important, c'est que la mise en place de cette technologie permettra la diffusion à plus grande échelle d'innovations comme l'agriculture intelligente, l'internet des objets (IoT).

Il faut dire que bien avant l'annonce de l'accueil du Mondial 2030, le Maroc

s'était déjà lancé dans des plans de développement ambitieux couvrant des secteurs stratégiques, notamment le digital, les infrastructures routières et le tourisme. Ces feuilles de route, articulées autour de la Vision 2030 du Royaume, visaient à doter le pays d'une infrastructure moderne, d'une offre touristique renforcée et d'un écosystème digital avancé. Aujourd'hui, alors que le Maroc se prépare à accueillir cet événement sportif mondial, ces stratégies s'intègrent naturellement dans les préparatifs pour assurer un succès à la hauteur des attentes internationales.

La transformation digitale figure parmi les priorités ma-

jeures du Maroc pour moderniser son économie et améliorer ses services publics. La feuille de route digitale, adoptée sous le nom de «Stratégie Maroc Digital», vise à faire du Royaume un leader africain dans le domaine des technologies de l'information. Les objectifs incluent la promotion de la connectivité, la modernisation de l'administration publique, et le soutien à l'innovation dans les secteurs économiques clés.

Le développement des infrastructures routières constitue aussi l'un des piliers des stratégies marocaines pour améliorer la connectivité intérieure et faciliter les échanges économiques. Si la Société

des autoroutes du Maroc (ADM) a construit depuis 1989 un réseau autoroutier de 1 800 kilomètres, le deuxième plus grand d'Afrique, un nouveau chantier s'ouvre pour 1000 km en direction de la Coupe du monde de 2030. Le gouvernement marocain s'apprête, en effet, à améliorer considérablement ses infrastructures autoroutières, avec un plan d'investissement ambitieux qui devrait atteindre 7,74 milliards de dirhams (environ 735 millions de dollars) entre 2025 et 2027. Une initiative en faveur du secteur touristique doté aussi d'une feuille de route qui aspire à accueillir 26 millions de visiteurs d'ici 2030. ■



Interview du professeur d'Économie à la Faculté de droit d'Oujda et président de l'Observatoire régional du développement local et régional de l'Oriental

Soufiane Bouchakour : «Malgré tous les efforts fournis, nous sommes encore face à une régionalisation administrative et non économique»



En l'absence de mise en œuvre effective de la Charte de la déconcentration administrative, les disparités territoriales et la faiblesse des régions dans leur contribution au développement régional persistent. C'est ce qu'avance le professeur d'Économie à la Faculté de droit d'Oujda et président de l'Observatoire régional du développement local et régional de l'Oriental. Soufiane Bouchakour revient en détail sur cette réalité et propose des pistes pour remédier à la faible attractivité des régions et leur incapacité à attirer des investissements privés.

Le Matin : La région demeure le socle de mise en œuvre des politiques publiques sectorielles et le principal acteur de développement territorial résilient. Comment lui permettre de jouer pleinement son rôle dans la mise en œuvre du nouveau modèle de développement en matière d'investissement, de création de richesse, de formation, d'animation économique et d'emploi ?

Soufiane Bouchakour : Le rapport du nouveau modèle de développement (NMD) a énuméré quatre principaux nœuds à l'origine de l'essoufflement de l'élan de développement au Maroc, à savoir :

- Le manque de convergence verticale entre la vision et les politiques publiques annoncées et aussi de convergence horizontale entre ces politiques.
- La faible priorisation des stratégies et des programmes.
- La non-prise en compte des limites en termes de ressources et de capacités.
- La faible coordination sur les sujets transverses.

La convergence horizontale est caractérisée par l'absence de coordination entre les différents départements sectoriels, ce qui a entraîné un décalage entre les objectifs des programmes sectoriels et les moyens financiers et humains nécessaires à leur exécution. La bonne convergence entre ces projets permettra la mobilisation mutuelle des synergies et moyens, une bonne gestion des derniers publics et une efficacité de coordination.

Le rapport du NMD a conclu que la

convergence verticale est quasiment absente. Les stratégies sectorielles et politiques publiques sont menées au Maroc en absence d'une vision. Autrement dit, il existe un décalage entre la planification stratégique et la mise opérationnelle des programmes de développement.

Le NMD est porteur d'une nouvelle vision sur le rôle des territoires, espaces de co-conception des politiques publiques avec l'État et lieu de leur mise en œuvre réussie (extrait du rapport sur le NMD). La région est le socle territorial favorable pour la mise en œuvre des stratégies et politiques sectorielles, menées depuis des années du centre sans prises en compte des spécificités régionales.

La région est le territoire opportun de la convergence verticale et horizontale et la politique régionale d'aménagement du territoire demeure le moyen. Cette politique, moyennant le Schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT), qui est un document constitutionnel, traçant la vision de développement, à long terme de la région, et proposant les grands axes stratégiques de son développement territorial, assure la convergence des politiques publiques, car le territoire est partagé par les mêmes acteurs et avec l'existence des instances de gouvernance et de leadership de développement territorial résilient. Par ailleurs, une bonne gouvernance s'impose pour le Maroc des régions, objectif stratégique du nouveau modèle de développement. Aujourd'hui, le bilan est loin d'être optimal en matière de développement territorial avec notamment les disparités territoriales et sociales, et s'explique par l'absence de la convergence des politiques publiques et des interventions sectorielles.

...



4 GÉNÉRATIONS ET 100 ANS D'EXPERTISES.

OCP fête ses 100 ans d'existence. Un siècle forgé par des femmes et des hommes d'exception.

Retrouvez leurs réalisations sur :
<https://centenaire.ocpgroup.ma>



OCP

.../...

«Le nouveau modèle de développement prône pour un “Maroc des Régions” pour assurer la convergence et l’efficacité des politiques publiques au niveau des territoires», d’après les recommandations de la Commission du NMD, ce qui nécessite une réforme territoriale de l’État et le renforcement des capacités des acteurs territoriaux.

Pour réussir cette mission de convergence des interventions sectorielles et politiques publiques au niveau régional, le ministère de l’Intérieur a procédé à une nouvelle organisation administrative avec la création potentielle d’un Secrétariat général chargée des affaires régionales (SGAR).

Certes, le renforcement des attributions des walis est une étape intermédiaire importante pour la réussite du chantier de la régionalisation avancée et la garantie d’une meilleure convergence des actions sectorielle. Toutefois, le risque de conflits d’intérêts pourra biaiser la vraie mise en œuvre de la régionalisation avancée. Il est souhaitable que le Secrétariat général de l’action régionale soit une entité indépendante du ministère de l’Intérieur, et ce dans l’objectif de renforcer les régions et favoriser leurs interventions en matière de développement territorial sous contrôle, supervision et accompagnement d’une entité qui n’appartienne pas au même corps administratif. L’objectif est d’éviter «la régionalisation de la déconcentration», mais asseoir une réelle régionalisation qui va de pair avec la déconcentration administrative.

Le Maroc à l’horizon 2030 se prépare à devenir un modèle

de développement durable et inclusif, en s’appuyant sur une stratégie multidimensionnelle englobant l’industrie, les infrastructures, l’énergie, le numérique et la déclinaison régionale. Cette vision ambitieuse repose sur une synergie entre l’État, les régions et les acteurs économiques, est-ce le cas aujourd’hui ?

Malheureusement non, ce qui explique aujourd’hui le bilan des Conseils des régions dans la mise en œuvre de leurs programmes de développement et la réalisation du développement durable escompté dans leurs territoires.

Aujourd’hui, après près d’une décennie depuis l’adoption de la Loi organique 111-14 relative aux régions, qui a conféré aux régions des compétences larges et directes dans le domaine du développement économique, la réalité reste inchangée avec la persistance des disparités territoriales et la faiblesse des régions dans leur contribution au développement régional.

La régionalisation reste incomplète en l’absence de la mise en œuvre effective de la Charte de la déconcentration administrative, ce qui justifie l’incapacité des régions à élaborer et à exécuter des plans de développement sectoriels adaptés aux spécificités des régions. En effet, les plans sectoriels sont encore élaborés de manière centralisée.

La Charte de déconcentration administrative permettra aux administrations territoriales de se voir attribuer ces compétences, et ainsi la région pourra jouer son rôle de coordination territoriale et assurera la conver-

gence des politiques publiques, comme l’a recommandé le rapport sur le nouveau modèle de développement.

Le législateur marocain a confié à la région la compétence d’aménagement du territoire national, à travers l’obligation d’élaborer le Schéma régional d’aménagement du territoire au niveau de la région. Ce SRAT est document de référence constitutionnelle pour l’aménagement et le développement du territoire, selon une vision prospective et convergente.

Cependant, malgré son élaboration, sa mise en œuvre à travers les programmes des régions est biaisée à cause de contraintes liées au capital humain et aux ressources financières.

En effet, la région, qui avec ses larges compétences et ses ressources financières limitées, n’a pas pu réaliser et mettre en œuvre ses programmes de développement régional, en particulier la deuxième génération de ces programmes.

De plus, la dimension régionale est souvent absente de la réflexion des élites au sein des conseils régionaux, tout comme l’innovation, ce qui explique la prédominance de projets à faible valeur ajoutée et créateurs d’emplois suffisants.

Le souci d’appartenance territoriale et politique prime la dimension régionale, ce qui aboutit finalement à des programmes de développement avec une multitude de projets manquant d’innovation et de créativité susceptibles d’améliorer la situation des régions et les conditions de vie des populations.

La stratégie de développement du Maroc à l’horizon 2030 se décline de

.../...

Sonasid, partenaire stratégique des infrastructures du Mondial 2030

Un sidérurgiste est indispensable pour les infrastructures d'une Coupe du Monde. Quel sera le rôle de Sonasid pour le Mondial 2030 ? Pour donner un ordre de grandeur, que représente aujourd'hui la demande en termes de besoins en acier au vu des projets en cours ?

En préparation des événements sportifs majeurs qui seront organisés au Maroc à horizon 2025 et 2030, d'importants efforts sont déployés pour faire rayonner le savoir-faire et l'ingénierie marocaine dans les domaines de l'industrie et de la construction. Ainsi, de grands projets d'infrastructures ont vu le jour ces derniers mois : stades, aéroports, extension de la ligne LGV, autoroutes, capacités hôtelières, ... Le secteur de la construction bénéficie également du renforcement des investissements dans les infrastructures hydrauliques ainsi que des nouveaux dispositifs d'aides au logement. Le Groupe Sonasid en sa qualité de leader du secteur sidérurgique au Maroc avec une capacité de production dépassant 1,1 million de tonnes, joue un rôle central dans la concrétisation de cette dynamique de construction. De ce fait, nous observons une demande croissante en acier pour ces projets en cours comme en témoigne l'évolution de nos volumes de vente en 2024. Dans ce contexte, et grâce à ces différents chantiers, Sonasid anticipe une augmentation moyenne de la demande de 3% dans les prochaines années. Un chiffre qui pourrait être réévalué à la hausse au vu des perspectives positives qui se profilent.

Ce Mondial coïncide avec votre plan stratégique à horizon 2028. Quelles sont vos ambitions ?

L'ampleur de cet événement mondial nécessite des préparatifs à la hauteur des meilleurs standards internationaux. A Sonasid, nous ambitionnons de continuer à développer une industrie à forte valeur ajoutée en mettant l'accent sur le tandem produit-service. L'objectif étant de s'orienter vers une trajectoire de croissance soutenue, au service d'une économie compétitive et inclusive.

A travers notre plan stratégique « Act4Impact », nous restons en effet engagés à promouvoir un modèle économique durable, en capitalisant sur les nouvelles opportunités du marché marocain, tout en poursuivant le développement de produits innovants à faible empreinte carbone. Notre objectif est de réduire davantage le poids des commodities dans notre portefeuille et de limiter notre exposition à la volatilité des prix de l'acier.

Notre stratégie de développement sera ainsi axée sur l'amélioration de la performance opérationnelle, le développement de produits à haute valeur ajoutée et le recyclage. En parallèle, Sonasid a mis en place une politique proactive pour attirer les talents et soutenir le développement de carrière de ses collaborateurs. Sonasid s'engage aussi auprès des communautés riveraines de ses sites de production dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la promotion sociale.



ISMAIL AKALAY
Directeur Général de Sonasid

Sonasid est en pleine diversification de son offre. Pourquoi ce choix ?

Sur les dernières années, Sonasid a décidé de renforcer ses activités par le développement de produits à haute valeur ajoutée, dédiés à des segments de marché à fort potentiel tels que les aciers pour l'automobile, la fibre en acier ou encore le fil précontraint qui sera produit et commercialisé en fin d'année. Notre centre de R&D assure également l'optimisation continue de la production et la valorisation des produits non ferreux. Sonasid est aujourd'hui le premier recycleur du Maroc, par la matière première que nous utilisons mais aussi par la

valorisation des co-produits générés par nos activités et celles d'autres industries. Sonasid se positionne ainsi comme un partenaire de référence sur le plan national, qui sert également une clientèle internationale avec des exportations en Europe, en Afrique, en Amérique du Nord et au Moyen-Orient.

Vous êtes également en collaboration avec le secteur automobile. Que réalisez-vous et quelles ambitions ?

Le Groupe a franchi une nouvelle étape de son plan de développement en lançant avec succès la production d'aciers made in Morocco, à haute valeur ajoutée, destinés au secteur automobile, réputé pour ses exigences élevées en matière de qualité. Depuis fin de 2023, ces produits sont commercialisés auprès de fournisseurs de nombreux constructeurs automobiles. Ils ont été spécifiquement conçus pour être utilisés au niveau des câbles des systèmes de fermeture des portes et coffres des véhicules, ainsi que pour renforcer les sièges automobiles. Pour les années à venir, Sonasid vise à élargir davantage sa gamme de produits à forte valeur ajoutée destinés à ce marché afin de soutenir l'intégration croissante de l'industrie automobile au Maroc.

La consommation d'acier au Maroc est encore faible par rapport à d'autres pays du continent. La ZLECAF est une belle fenêtre d'opportunités ?

Le secteur de la sidérurgie s'attend à une reprise d'envergure. L'adhésion du Maroc à la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF), qui représente un marché de 8 millions de tonnes de rond à béton, pourrait ouvrir de nouveaux débouchés à notre offre nationale. Cette dernière deviendrait plus compétitive grâce à l'élimination des droits de douane qui s'élèvent actuellement à environ 20% et permettrait de faire rayonner l'acier Made in Morocco à l'international. ●



.../...

manière différenciée dans chaque région, en fonction des spécificités et des atouts locaux. La régionalisation avancée, mise en place depuis 2015, permet-elle aux régions d'avoir plus d'autonomie dans la gestion de leurs ressources et dans l'élaboration de leurs propres plans de développement ?

Effectivement, c'est bien la philosophie même du chantier de la régionalisation. La région est tenue d'élaborer de politiques territoriales capables de créer de la richesse et des opportunités d'emploi, en s'appuyant sur les potentialités propres à chaque territoire.

Le législateur impose aux Conseils régionaux durant la première année de leur mandat des plans stratégiques et des programmes de développement régionaux, élaborés selon une approche territoriale prenant en compte à la fois les potentialités et les contraintes de chaque région.

En effet, des Schémas régionaux d'aménagement du territoire et des Programmes de développement régionaux (PDR) ont été préparés, et nous sommes aujourd'hui à la deuxième génération de ces programmes. Cependant, les indicateurs de veille territoriale, tels que les taux de croissance et de chômage, témoignent des limites de ces programmes, qui affichent des taux de réalisation modestes.

Ces résultats mitigés s'expliquent par plusieurs facteurs, dont le principal est la multiplicité des attributions des conseils régionaux (propres, partagées

et transférées), alors que les ressources financières allouées aux régions restent insuffisantes.

Aujourd'hui, face au retard enregistré dans la mise en œuvre de la Charte de déconcentration administrative et dans le transfert des compétences ministérielles vers les administrations territoriales, le gouvernement est tenu de contracter avec les Conseils régionaux pour les renforcer et les accompagner dans la réalisation de leurs programmes de développement.

De plus, les partis politiques doivent fournir aux conseils régionaux des élus compétents, capables d'innover et de proposer de solutions alternatives face aux contraintes du territoire et des conseils.

L'État a mobilisé des investissements importants pour la mise en œuvre de stratégies sectorielles et politiques publiques pour répondre aux enjeux du développement du territoire national. Comment en évaluez-vous les retombées sur la réduction des disparités sociales et territoriales ?
L'investissement public est passé de 189 milliards de DH en 2016 à 335 milliards de DH en 2024 (et à 350 milliards) d'après le Projet de loi des Finances 2025, mais quel bilan sur les territoires ?

Les indicateurs territoriaux, notamment l'évolution de la contribution des régions au PIB national, confirment que

quatre régions monopolisent la richesse et la création d'emplois (Comptes régionaux du Haut-Commissariat au Plan), tandis que l'économie régionale de huit autres régions demeure fragile, n'ayant pas réussi à améliorer leurs indicateurs économiques au cours de la dernière décennie.

Malgré tous les efforts déployés à travers l'investissement public orienté vers les régions, les disparités territoriales persistent, et dans certaines régions, elles se sont même aggravées en raison de la faiblesse de la contribution de l'économie régionale à la création de richesse et d'emplois. On constate également une faible attractivité des régions et leur incapacité à attirer des investissements privés.

La récente hausse du taux de chômage au niveau national est le résultat des circonstances difficiles liées à la sécheresse et à la faible valeur ajoutée de l'agriculture, ce qui est relativement compréhensible puisque le taux de chômage national varie avec les conditions climatiques annuelles. Cependant, la hausse du taux de chômage dans plusieurs régions devient préoccupante, car les chiffres n'ont pas évolué depuis des décennies, ce qui est principalement dû au faible taux de contribution de ces régions à l'économie nationale. Il en ressort que miser uniquement sur le chantier de la régionalisation et les conseils régionaux pour réaliser le développement économique des territoires nécessite une révision, compte tenu des ressources limitées et des nombreuses compétences.

La réalité montre que, malgré tous les efforts fournis, nous sommes encore face à une régionalisation administrative et non économique, ce qui nécessite

.../...

أكديطال 

عناية و علاج لكل المغاربة فيما كانوا.

بوخليق بوشتي

أول مستفيد من
الانتقال من **الراميد**
إلى نظام التأمين الإجباري
عن المرض **AMO**

Akdital.ma



.../...

une série de mesures pour renforcer la contribution des régions au développement économique d'une part, et encourager la localisation des investissements privés dans ces territoires.

Il est vrai qu'il existe une nouvelle charte de l'investissement, qui est en cours de mise en œuvre, mais il semble qu'elle ne soit pas suffisante face au déficit enregistré dans les régions économiquement fragiles, et qu'il soit nécessaire de l'accompagner.

À cet égard, il est proposé de concevoir une cartographie des régions sur la base d'indicateurs économiques et sociaux innovants, ainsi que des indicateurs relatifs aux infrastructures de base, et d'attribuer un code à chaque région pour élaborer des programmes économiques spécifiques à chacune, en lien avec les résultats du nouveau modèle de développement, et de mettre en place des incitations fiscales positives pour certaines régions afin de combler leur déficit et améliorer l'attractivité des autres (discrimination territoriale positive).

L'idée principale est de mettre en place une carte spécifique à chaque région afin d'assurer son décollage économique, et de ne pas se contenter des seuls programmes de développement des régions. Cela pourrait se faire à travers une charte d'investissement plus incitative, qui ne se limiterait pas aux subventions territoriales ou sectorielles, mais proposerait plutôt des exonérations fiscales totales ou partielles.

La réalité sur le terrain ne saurait occulter les grandes réalisations que l'État marocain a

accomplies à travers des interventions volontaires en matière d'investissements orientés vers les régions. Toutefois, l'objectif de renverser la part des investissements publics de l'État de deux tiers à un tiers, tout en ouvrant la voie à l'investissement privé pour atteindre deux tiers du total des investissements, comme l'a recommandé le nouveau modèle de développement, nécessite de doter les régions des infrastructures nécessaires pour lever leur isolement économique et combler leurs déficits dans ce domaine.

En conclusion, combler le déficit de développement territorial dans les régions et renforcer leur attractivité pour jouer leur rôle économique et social dépend de plusieurs facteurs :

- L'élaboration des modèles économiques régionaux garantissant le décollage économique des régions, en lien avec le modèle national de développement. La difficulté réside dans la création de richesse et la contribution des territoires au PIB national. Cela nécessite des plans économiques territoriaux qui tiennent compte des spécificités et des contraintes de chaque territoire, et de ne pas se contenter des programmes régionaux de développement.

- L'accompagnement de la nouvelle charte de l'investissement, qui propose des subventions sectorielles et territoriales à travers des codes régionaux d'investissement, offrant des avantages fiscaux et une discrimination positive pour les régions à faible attractivité économique. Les investisseurs recherchent des opportunités, et il est certain qu'une exonération fiscale de 10 ans ou plus permettrait de localiser des investissements

privés dans des régions économiquement isolées, malgré leurs potentiels de développement.

- La signature des contrats État-Régions pour la réalisation des programmes de développement selon une vision prospective afin de combler le déficit en infrastructures et de créer des conditions propices à l'investissement privé favorable à l'emploi.

- L'établissement d'une carte des régions sous-équipées et des régions à faible attractivité, selon des indicateurs économiques et sociaux, pour concentrer les interventions en matière d'infrastructures et adopter une approche solidaire entre les régions. Il s'agit d'identifier les territoires d'ombre pour mieux cibler les interventions.

- L'allégement de la Charge financière des Conseils régionaux en revoyant certaines de leurs compétences ainsi que leur contribution à divers programmes et fonds, afin de leur laisser une marge de manœuvre financière pour la réalisation de leurs programmes régionaux de développement.

- La territorialisation du Conseil économique, social et environnemental en créant des Conseils régionaux afin de soutenir les régions dans les études et les consultations, garantissant ainsi l'efficacité de la convergence des politiques publiques et la coordination entre les intervenants.

- Le renforcement du rôle du «Secrétariat général aux affaires régionales» au sein des régions afin qu'il joue pleinement son rôle dans la coordination des interventions sectorielles et l'accompagnement des Conseils régionaux. ■

CAISSE DE DÉPÔT ET DE GESTION

UN GROUPE EN ACTION
POUR UN MAROC EN DÉVELOPPEMENT



Institution financière publique, la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) exerce, depuis sa création en 1959, un double mandat :

1/ Collecter et sécuriser l'épargne réglementée (dépôts de la CNSS, de la Caisse d'Épargne Nationale, des professions juridiques, consignations)

2/ Canaliser l'épargne de long terme vers des investissements utiles et générateurs de croissance socioéconomique.

En sécurisant et en fructifiant, d'une part, l'épargne des déposants et en appuyant, d'autre part, la stratégie nationale de développement à travers des projets créateurs d'externalités positives, le Groupe CDG joue pleinement son rôle de tiers de confiance et de créateur de valeur réelle au service des enjeux de développement socioéconomique du Royaume.



صندوق الإيداع والتدبير
+٩٦٥١٤٢١ ١ ٠٠٠٠ ٨ ٠٠٤٨٨٨
CAISSE DE DÉPÔT ET DE GESTION



Le marketing territorial indissociable de la régionalisation avancée

Tout le monde s'accorde aujourd'hui à dire que le développement régional passe indéniablement par l'investissement dans le marketing territorial. Un investissement en mesure d'apporter les réponses adaptées aux enjeux de la régionalisation avancée. Comment mettre en œuvre une stratégie de marketing territorial efficace ? Quels en sont les leviers à activer et les défis à relever ? Tour d'horizon de cette approche devenue incontournable pour booster l'attractivité et la compétitivité régionales.

Pour se démarquer et valoriser leur identité, les régions sont dans l'obligation de mettre en place de véritables politiques de visibilité, d'attractivité et de compétitivité. C'est tout l'intérêt du Marketing territorial qui repose sur l'idée de valoriser et de mettre en avant les caractéristiques et les atouts distinctifs d'une région. Résultat : séduire non seulement les résidents, mais aussi les touristes, les in-

vestisseurs, les entreprises ainsi que les talents. Mais à condition que ce branding territorial soit visible, évalué et reconnu. Cela implique une présence active sur les canaux digitaux pertinents de communication.

C'est ce qu'affirme au journal «Matin» Hicham Echatabi, enseignant chercheur à l'Université Cadi Ayyad : «Le marketing territorial, lorsqu'il est bien compris, bien exécuté et bien évalué, se révèle être un

levier puissant pour valoriser l'ensemble des atouts d'un territoire, qu'ils soient humains, économiques, naturels ou culturels».

Mais encore faut-il faire preuve d'intelligence collective tout en mettant en commun des compétences, des connaissances, des réflexions et des innovations... pour servir une cause commune. «L'un des aspects essentiels de cette discipline réside dans la coordination des acteurs locaux et l'implication des citoyens. Elle réunit un groupe diversifié de parties prenantes, intéressées, mais autrement dissociées ou même concurrentes, en les informant des faiblesses et des forces de la ville ou de la région, et en les tenant au courant des actions des autres. Cette stimulation de la coopération mul-

ti-acteurs conduit probablement au développement de nouveaux projets et initiatives, ainsi qu'à l'élaboration de politiques bénéfiques pour l'ensemble du territoire», affirme ce spécialiste en marketing territorial

Ce qu'il faut bien retenir des explications de notre interlocuteur c'est que «le marketing territorial, ou plus précisément le branding territorial, ne se résume pas à la création d'un simple slogan ou logo pour une ville ou une région, ni à la participation à des événements ou salons. Il s'agit, au contraire, d'un travail de longue haleine».

C'est pour dire que cette démarche inclut plusieurs objectifs clés : «Améliorer la perception d'un territoire en construisant une image positive et distinctive ; Attirer des investissements en créant un environnement favorable pour inciter les investisseurs à s'implanter dans la région ; Dynamiser l'économie locale en favorisant le développement d'activités économiques et de services qui bénéficient à la communauté ; Renforcer le sentiment d'appartenance des résidents en promouvant une identité locale forte et inclusive, etc.». Toujours de l'avis de Hicham Echattabi, cette approche intègre également des dimensions essentielles telles que la politique publique, la gestion des parties prenantes et la promotion de la compétitivité à l'échelle mondiale. Plus concrètement, les régions et les villes doivent aller bien au-delà des actions opérationnelles à court terme. Dans ce cadre, l'expert recommande de créer un véritable projet de territoire qui mobilise non seulement les ressources humaines, mais aussi les infrastructures économiques et digitales et les éléments naturels qui font l'uni-

été de chaque lieu. En un mot, «il s'agit de construire une offre territoriale différenciée et diversifiée».

Les défis du branding territorial

Bien que le marketing territorial constitue un levier efficace pour valoriser l'ensemble des atouts d'un territoire – qu'ils soient humains, économiques, naturels ou culturels –, il reste néanmoins confronté à plusieurs défis. «Les défis sont nombreux et varient d'une région à l'autre. Cependant, l'un des plus importants reste la concurrence interterritoriale. Les territoires sont aujourd'hui en compétition pour attirer des ressources rares,

notamment les capitaux», met en garde l'enseignant-chercheur qui insiste sur la mise en avant des atouts spécifiques tout en s'adaptant aux besoins des différents publics cibles.

Le second défi majeur, toujours selon notre source, est la gestion des attentes et des perceptions. «Il faut éviter les écarts trop importants entre l'image que l'on projette du territoire et la réalité vécue par les résidents et les visiteurs. Si l'expérience réelle n'est pas à la hauteur des promesses, cela peut non seulement compromettre la stratégie de marketing territorial, mais aussi affecter la réputation du territoire à long terme», poursuit-il. *.../...*



...

Un autre défi majeur et non des moindres, rappelons-le, concerne la concertation et la coopération entre toutes les parties prenantes concernées, directement ou indirectement, en particulier les habitants, car, en fin de compte, ils sont les premiers concernés. En guise de conclusion, l'expert assure qu'une stratégie de marketing territorial bien structurée peut consolider

la régionalisation avancée en attirant des investisseurs, des multinationales ainsi que de hauts profils de compétences. Ainsi, les projets structurants lancés au Maroc, tels que le projet de la Ligne à grande vitesse (LGV) reliant Tanger à Casablanca, et très prochainement à Marrakech, voire à Agadir, le port Tanger Med, l'autoroute Marrakech-Agadir, les Centrales

solaires Noor à Ouarzazate, l'autoroute express Tiznit-Dakhla, qui implique le doublement et l'élargissement de la Route nationale n° 1 sur 1.055 km, ainsi que le Port Atlantique de Dakhla, permettent aux régions de les intégrer dans leur offre territoriale, et par conséquent, de mettre en place une stratégie de marketing territorial réussie. ●

Point de vue

Hicham Echattabi, enseignant-chercheur en marketing territorial

«La Coupe du Monde 2030 représente pour le Maroc bien plus qu'un simple défi sportif. Elle constitue une opportunité exceptionnelle pour renforcer son image à l'échelle mondiale et consolider une offre territoriale attractive, tant au niveau national que régional. Cependant, pour maximiser l'impact de cet événement, il est indispensable d'accompagner cette promotion par des stratégies de nation branding



et de marketing territorial solides, tant au niveau central que régional. Ces stratégies doivent aller au-delà de la simple préparation de l'événement et s'inscrire dans un processus continu, dépassant la seule période de la compétition. Cela permettra non seulement de capitaliser sur l'événement en tant que tel, mais aussi de pérenniser ses effets en termes d'attractivité et de compétitivité territoriales à long terme. En effet, les méga-événements sportifs comme la Coupe du Monde de la FIFA ou les Jeux olympiques (JO) sont des vitrines mondiales, mais il serait une erreur de se reposer uniquement sur cet effet temporaire. Une stratégie pérenne doit être fondée sur des actions concrètes et durables. Les pays qui aspirent à renforcer leur attrac-

tivité, que ce soit pour attirer des talents, des investisseurs, des touristes, ou améliorer la qualité de vie de leurs résidents, doivent élaborer une offre territoriale cohérente et engageante, reposant sur des initiatives concrètes et cela avant et après ces événements. Il est également essentiel de bien planifier les infrastructures, tant pour l'événement que pour l'après-événement.

L'exemple de Barcelone, qui a amorcé sa préparation des JO de 1992 dès 1986, illustre parfaitement cette approche. Grâce à une planification à long terme et la modernisation qui ont suivi l'événement, la ville a su transformer durablement son image et renforcer son attractivité. Barcelone est ainsi passée d'une ville européenne perçue comme "locale" à une destination touristique majeure sur la scène internationale. De la même manière, le Maroc ainsi que ses régions et ses villes, notamment les villes hôtes, doivent saisir l'opportunité offerte par la Coupe du Monde 2030 pour mettre en avant leurs atouts, tant au niveau national que régional, et opérer un véritable décollage qui permettra de poursuivre la dynamique déjà amorcée.»

Mohammed Jouahri : «Casablanca Events et Animation mettra en œuvre une stratégie ambitieuse visant à maximiser l'impact du Mondial 2030 sur l'image de la ville»



Derrière «WeCasablanca», c'est tout un plan d'action à moyen et long terme. À l'horizon 2030, la marque promet de renforcer l'image de la ville comme un pôle culturel et économique incontournable en Afrique et dans le monde. En mobilisant les jeunes et les citoyens autour d'événements majeurs tels que la Coupe du Monde 2030. Le point.

Le Matin : Que promet la marque «WeCasablanca» à l'horizon 2030 ?

Mohammed Jouahri : En tant que pilote de la stratégie d'attractivité «WeCasablanca», Casablanca Events et Animation joue un rôle central dans le développement du sentiment d'attachement au territoire et dans l'implication des citoyens dans les événements qui mettent en lumière Casablanca. À l'horizon 2030, «We-Casablanca» promet de renforcer l'image de la ville comme un pôle culturel et économique incontournable en Afrique et dans le monde. En mobilisant les jeunes et les citoyens autour d'événements majeurs tels que la Coupe du Monde 2030, nous leur offrons l'opportunité de s'approprier ces manifestations et de contribuer à la promotion des valeurs culturelles et sociales du pays. Ces initiatives visent à renforcer le sentiment d'appartenance tout en favorisant les échanges interculturels, et à inscrire Casablanca dans une dynamique d'ouverture et d'attractivité internationale.

Quelle stratégie d'attraction pour assurer davantage la promotion du territoire ?

Notre stratégie repose sur un triple levier : l'attractivité économique, touristique, et culturelle. Casablanca Events et Animation s'engage pleinement dans la promotion du territoire en travaillant en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes du territoire, qu'elles soient publiques, privées ou institutionnelles. Nous orchestrerons des événements d'envergure qui mettent en avant les forces économiques, culturelles et touristiques de Casablanca, avec une approche

stratégique qui vise à renforcer son attractivité.

Cet engagement se traduit par une mobilisation continue des ressources et des compétences locales pour faire de la ville un centre d'intérêt majeur, tant pour les investisseurs que pour les visiteurs. Nos initiatives, soutenues par des campagnes de communication ciblées, reflètent notre volonté de positionner Casablanca comme une destination incontournable en Afrique.

Que comptez-vous offrir aux visiteurs à l'occasion du Mondial 2030 ?

À travers son programme de marketing et de promotion territoriale «We-Casablanca», Casablanca Events et Animation mettra en œuvre une stratégie ambitieuse visant à maximiser l'impact du Mondial 2030 sur l'image de la ville. Notre priorité sera de valoriser l'identité unique de Casablanca en offrant aux visiteurs une expérience mémorable, mettant en avant ses valeurs culturelles, historiques et sociales.

Nous jouerons un rôle essentiel dans la conception et la coordination d'événements sportifs, culturels et artistiques parallèles à la compétition, afin de proposer une offre variée et captivante.

Par ailleurs, nos actions de communication mettront en lumière la position de Casablanca en tant que carrefour dynamique de rencontres interculturelles et hub incontournable en Afrique. Grâce à cette approche, nous nous engageons à offrir aux visiteurs un événement inoubliable, tout en impliquant activement les citoyens, notamment les jeunes, dans ce moment historique. ●

Entretien avec la ministre du Tourisme, de l'artisanat, de l'économie sociale et solidaire

Fatim-Zahra Ammor : «Nous ambitionnons de positionner le Maroc parmi les 15 premières destinations mondiales d'ici 2030»

Dans un contexte où le Maroc s'apprête à accueillir la Coupe du Monde 2030, la ministre du Tourisme, de l'artisanat, de l'économie sociale et solidaire, Fatim-Zahra Ammor, nous dévoile sa vision ambitieuse pour l'avenir du secteur au Maroc, avec l'objectif clairement affiché de propulser le pays dans le Top 15 des destinations touristiques mondiales d'ici 2030. La ministre met en lumière les priorités de son ministère et les initiatives concrètes mises en place pour stimuler un tourisme responsable et inclusif.

Le Matin : Dans quelle mesure la stratégie ou la vision du ministère du Tourisme s'intègre-t-elle à la vision de la régionalisation avancée et aux stratégies de développement à l'horizon 2030 ?

Fatim-Zahra Ammor : La vision du ministère du Tourisme s'intègre parfaitement à la stratégie de régionalisation avancée et aux objectifs de développement à l'horizon 2030 du Maroc. Notre ambition est claire : positionner le Maroc parmi les 15 premières destinations touristiques mondiales, en accueillant 26 millions de visiteurs d'ici 2030.

Comme première étape vers cette vision, nous avons lancé notre feuille de route 2023-2026, où chaque région joue un rôle crucial. Dans chaque région, nous avons lancé des laboratoires d'impulsion qui rassemblent les acteurs locaux du tourisme pour identifier les besoins et les projets potentiels.

Nous avons ensemble décliné notre feuille de route nationale en contrats d'application régionaux. À ce jour, nous avons signé 8 contrats sur 12 avec les Wilayas et les Régions, en parfait alignement avec leurs plans de développement régionaux. Des commissions de suivi, présidées par les walis, assurent l'exécution efficace de ces plans.

Pour permettre à chaque région de profiter de ses potentialités touristiques, nous avons identifié 14 filières touristiques qui permettent de mettre en avant

de nouvelles expériences dans les 12 régions. Pour stimuler l'investissement dans l'animation, notre programme «Go Siyaha» a été déployé à travers 50 événements régionaux de promotion et de recrutement, en partenariat avec les acteurs locaux. Aussi, nous investissons massivement dans la formation. Avec l'OFPPPT, nous allons créer 12 centres Cap Excellence répartis sur tout le territoire.

Dans le cadre de cette vision, quels types de projets sont priorités ?

Notre feuille de route priorise deux axes d'investissement majeurs : d'un côté, le produit touristique – hébergement et offre d'animation – et de l'autre, le capital humain.

Pour l'hébergement, nous avons un objectif ambitieux : 100.000 à 150.000 lits supplémentaires d'ici 2030. C'est essentiel pour répondre à la demande croissante et préparer le Maroc aux grands événements mondiaux. En 2023, nous avons ouvert 135 nouvelles unités et nous collaborons activement avec des investisseurs pour accélérer cette croissance.

Nos objectifs sont à la fois quantitatifs, à travers l'augmentation de la capacité d'accueil, et qualitatifs via la modernisation du parc hôtelier existant. Notre programme «Cap Hospitality» va permettre la mise à niveau de 25.000 chambres d'hôtel grâce à des prêts de rénovation soutenus par l'État.



Concernant l'animation, nous prévoyons des projets-locomotives à travers le Maroc : parcs d'attractions, zones de montgolfières, centres d'exposition, et aussi plusieurs programmes pour stimuler le développement de TPME régionales dans l'animation et le divertissement pour améliorer l'expérience des visiteurs et augmenter les taux de retour.

Par ailleurs, je tiens à souligner que le tourisme durable est une priorité absolue pour nous. Nous sommes pleinement conscients des enjeux environnementaux et de leur importance cruciale pour l'avenir de notre secteur. C'est pourquoi nous investissons dans les infrastructures écologiques et les solutions d'efficacité énergétique, à travers le programme «Go Siyaha».

Enfin, concernant les ressources humaines, nous avons mis en place deux programmes clés : Le programme de formation en partenariat avec l'OFPPPT et les professionnels du secteur, ainsi que le programme «Kafaa» pour la certification des acquis professionnels des acteurs du tourisme. Ces deux initiatives importantes nous permettront de disposer de talents hautement qualifiés et motivés, capables d'offrir des services d'excellence à nos visiteurs.

Justement, où en est le déploiement des structures régionales du tourisme, les «SDR Tourisme» ?

Le déploiement des Sociétés de développement régional Tourisme avance à bon rythme. Ce projet de création des SDR s'étend sur 11 régions, avec la région de Rabat-Salé-Kénitra qui dispose déjà d'une so-

ciété en place pour mettre en œuvre les projets. À ce jour, trois SDR sont pleinement opérationnelles : la SDR Souss-Massa, la SDR Atlas Touristique de Béni Mellal-Khénifra, et la SDR Tanger-Tétouan-El Hoceïma, pour laquelle le processus de recrutement d'un directeur général est en cours.

De plus, une quatrième SDR, celle

de Guelmim-Oued Noun, est déjà créée et en cours d'opérationnalisation. Pour les sept autres régions, les SDR sont actuellement en phase de création. Nous sommes déterminés à accélérer la mise en place de ces structures, qui devraient nous permettre de mieux cibler les investissements, d'adapter nos actions aux réalités de chaque territoire et de maximiser l'impact de nos initiatives. ●

Feuille de route pour le tourisme : le détail des contrats d'application régionaux

Les contrats d'application régionaux de notre feuille de route sont conçus pour s'adapter aux spécificités de chaque région. Ils s'articulent autour de neuf filières thématiques et cinq filières transverses, réparties selon les potentialités touristiques de chaque région. Nous avons classé les projets en quatre catégories :

1. Pré-requis d'animation : ce sont des projets impulsés par l'État pour améliorer l'offre d'animation touristique.
2. Projets «Locomotive» : de grands projets à forte visibilité pour lancer des destinations.
3. Projets «Pull» : des projets privés, soutenus par une ingénierie touristique et un cadre incitatif.
4. Pré-requis transverses : des projets liés à la réglementation, aux infrastructures et au capital humain.

Voici un aperçu des projets programmés dans les contrats signés pour quelques régions :

1. Béni Mellal-Khénifra :
 - Projets phares : Téléphériques aux Cascades Ouzoud et Ksar Ain Asserdoun, Dino Parc, Station Touristique Verte à Khénifra.
 - Autres initiatives : dispositif de santé et sécurité en montagne, mise en valeur touristique d'une zone pilote, plan de promotion régional.
2. Tanger-Tétouan-Al Hoceïma :
 - Projets phares : Institut du Monde méditerranéen, ville d'attraction et de loisirs à Tétouan.
 - Autres initiatives : mise en tourisme de sites à Tanger, valorisation des médinas de Chefchaouen, Ouezzane, Larache et Asilah.
3. Drâa-Tafilalet :
 - Projets phares : valorisation des Gorges de Toudgha, création d'espaces d'animation autour du cinéma et du Casbah de Taourirt.
 - Autres initiatives : Centres d'interprétation

des oasis, du désert et de la montagne, mise à niveau d'hébergement rural.

4. Dakhla-Oued Eddahab :

- Projets phares : Programme de développement intégré du tourisme rural et de nature, école de sports de glisse à Dakhla.
- Autres initiatives : Charte d'identité visuelle pour un quartier pilote, plan de promotion régional.

5. Rabat-Salé-Kénitra :

- Projets phares : Centres d'interprétation du Patrimoine culturel à Rabat et Salé, Parc d'exposition de Rabat.
- Autres initiatives : Valorisation de la Casbah des Oudayas, bus touristiques, animations artistiques diverses.

6. Oriental :

- Projets phares : Repositionnement de la station Saïdia, train du désert «Oriental Express».
- Autres initiatives : Valorisation des médinas de Debdou, Figuig et Oujda, mécanisme d'appui à l'investissement.

7. Fès-Meknès :

- Projets phares : Valorisation du site de Volubilis, création d'un incubateur national dédié à la gastronomie marocaine.
- Autres initiatives : Centres d'interprétation du patrimoine à Fès et Meknès, valorisation du Parc national d'Ifrane.

Ces projets reflètent une volonté commune de développer un tourisme diversifié, respectueux des spécificités locales et créateur de valeur pour chaque région. Ils combinent la valorisation du patrimoine, le développement d'infrastructures modernes, et la création d'expériences uniques pour les visiteurs.

Portail Mme Fatim-Zahra Ammor



Régionalisation avancée : un nouvel élan pour l'emploi à l'horizon 2030

La régionalisation avancée s'impose comme une solution innovante pour relever les défis de l'emploi d'ici 2030. En adaptant les politiques économiques aux spécificités de chaque région, elle ouvre la voie à des opportunités professionnelles, notamment dans des secteurs clés en plein essor tels que les énergies renouvelables, le tourisme durable, l'industrie ou encore les nouvelles technologies. Avec l'organisation de la Coupe du Monde 2030, cet élan pourrait s'accélérer, créant un cadre propice à l'intégration socioéconomique des jeunes et à la transformation des territoires.

Pour atteindre ses objectifs de développement à l'horizon 2030, le Maroc fait de la région la locomotive du développement intégré et durable. Le Royaume est plus que jamais conscient du fait que le territoire joue aussi un rôle d'avant-garde dans la création de l'emploi et participe ainsi à la résorption du chômage. Plusieurs régions ont désormais pris leur envol grâce à la politique de régionalisation avancée, développant leurs propres spécificités sectorielles en s'appuyant sur leur potentiel humain. Cela est encore vrai avec la co-organisation de la Coupe du Monde 2030 qui jouera un rôle significatif dans l'amélioration de l'attractivité territoriale du Maroc.

Diversification des investissements

En mettant en avant ses infrastructures, sa culture et son accueil, cet événement peut attirer davantage d'Investissements directs étrangers (IDE). Cela pourrait également dynamiser le marché de l'emploi, en particulier pour les jeunes, grâce à la création d'emplois liés à l'événement, à l'essor du secteur touristique et à la nécessité de développer des services associés. Parallèlement, des investisseurs se tourneront vers des secteurs stratégiques comme les énergies renouvelables, où le Maroc a déjà pris de l'avance, et le dessalement de l'eau, une solution essentielle face aux défis de l'eau dans la région. Le potentiel minier du pays, avec ses ressources variées, offre également des opportunités d'investissement intéressantes. Cette diversification des investissements est cruciale pour renforcer la résilience économique du Maroc. En attirant des fonds dans différents secteurs, le pays peut mieux se préparer aux fluctuations économiques et réduire sa dépendance à un nombre limité d'industries. De plus, cela contribuera à dynamiser le marché de l'emploi, en créant de nouvelles opportunités pour les jeunes et en développant des compétences dans des secteurs d'avenir.

Un «Plan Marshall Compétences 2030»

De l'avis de Jamal Belahrach, expert en capital humain et DG de Deo Conseil International, les projets structurants en cours de lancement au Maroc nécessitent une large gamme de compétences, allant au-delà de la simple main-d'œuvre. Pour garantir leur succès, il est essentiel de disposer de profils qualifiés capables d'accompagner ces initiatives. Cela inclut des compétences techniques pour la mise en œuvre des projets, des compétences financières pour gérer les budgets, ainsi que des aptitudes numériques pour s'adapter aux nouvelles technologies. De plus, des compétences humaines et sociales sont cruciales pour favoriser la collaboration et l'engagement des équipes, tandis que des compétences commerciales seront nécessaires pour développer des stratégies de marché et assurer la viabilité des projets. Une approche intégrée



LA CRÉATION DURABLE D'EMPLOIS PASSE SOUVENT PAR LA PROMOTION D'UNE TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'ÉCONOMIE.

dans la formation et le développement des talents sera donc essentielle pour répondre à ces besoins variés. Selon l'expert, l'idée d'un «Plan Marshall Compétences 2030» est très pertinente. En mobilisant les entreprises pour qu'elles participent activement à ce plan, le Maroc pourrait renforcer son capital humain de manière significative. Les entreprises, en tant qu'acteurs clés de l'économie, peuvent jouer un rôle crucial dans la formation et le développement des compétences adaptées aux besoins du marché. Ce plan pourrait inclure des initiatives telles que les partenariats avec des établissements d'enseignement ; l'investissement dans des programmes de formation continue, l'investissement dans la recherche et l'innovation ainsi que la promotion d'une culture d'adaptabilité au sein des entreprises pour répondre rapidement aux évolutions du marché. Une telle approche pourrait non seulement renforcer la compétitivité des entreprises, mais aussi favoriser une économie plus dynamique et inclusive, en préparant les jeunes et les travailleurs actuels aux défis de demain. «Il serait judicieux à ce sujet, de mettre en place un observatoire de l'emploi des compétences 2030 pour répondre à cette nouvelle dynamique qui pourrait être initiée», recommande notre interlocuteur. L'expérience d'autres pays souligne que la création durable d'emplois passe souvent par la promotion d'une transformation structurelle de l'économie. Cela implique une attractivité territoriale, généralement assimilée à la capacité d'un territoire à attirer des investissements, mais aussi à développer des compétences. En développant ces aspects, une région peut améliorer la qualité de vie de ses habitants tout en créant un environnement où les entreprises peuvent prospérer. Cela favorise un cercle vertueux de croissance, d'innovation et de bien-être pour tous. ●

Questions à Jamal Belahrach, expert en capital humain et DG
de Deo Conseil International

«Un observatoire de l'emploi et des compétences 2030, une urgence»

Le Matin : Comment la Coupe du Monde 2030 au Maroc pourrait-elle offrir une opportunité d'emploi significative pour les jeunes diplômés ?

Jamal Belahrach : La Coupe du Monde est une magnifique opportunité pour le pays. Toutefois, la question que vous posez est cruciale et nous devons bien poser l'enjeu de manière précise. L'enjeu est un sujet de compétence d'abord et non de diplômes.

En effet, les projets structurants qui sont en cours de lancement auront tous besoin de compétences, et ce dans tous les secteurs. Il ne s'agit pas que de besoin de bras, mais également de profils en capacité d'accompagner des projets avec des compétences techniques, financières, numériques, humaines, sociales et commerciales. Il nous faudra des talents capables d'accueillir des millions de personnes dans nos hôtels et dans nos restaurants sans compter les stades, bien sûr. Alors quand on voit l'ensemble de ces besoins, clairement, nous pourrions donner du travail à toute une jeunesse y compris les fameux NEET (jeunes sans éducation, ni emploi, ni formation) dont on parle sans cesse.

Toutefois, il y a une condition sine qua non. Il s'agit de se mettre en ordre de marche en extrême urgence pour bien former le maximum de jeunes et les doter des compétences nécessaires pour relever ce défi que nous sommes capables et que nous devons relever devant les yeux du monde entier qui nous regardera. C'est un autre modèle audacieux qu'il faut mettre en place pour y arriver.

Comment les entreprises pourront-elles tirer profit de la Coupe du Monde en termes de recrutement des compétences ?

Avant de parler de la manière d'en tirer profit, les entreprises doivent participer activement à un «Plan Marshall Compétences 2030».



Le moment est tellement inédit, que l'on ne peut compter seulement sur l'État. En effet, les opérateurs économiques doivent se mobiliser aux côtés de toutes les parties prenantes (Ofppt, Anapec, écoles, universités) pour co-construire une feuille de route en fonction des besoins exprimés.

Il serait judicieux à ce sujet, de mettre en place un Observatoire de l'emploi des compétences 2030 pour répondre à cette nouvelle dynamique qui pourrait être initiée.

Bien évidemment, il sera nécessaire d'allouer les budgets nécessaires et, également, profiter de ce «Plan Marshall Compétences» pour revoir l'ensemble du système de financement de la formation continue, car il est résolument caduc, mais crucial pour ce projet. C'est uniquement en mobilisant nos énergies sur ce futur dispositif que les entreprises pourront tirer profit comme vous le dites de ces compétences qui seront prêtes à contribuer à l'État social pour bâtir ce Maroc inclusif qui se dessine.

Quel est l'impact de la Coupe du Monde sur l'émergence de l'écosystème entrepreneuriale notamment les startups ?

Clairement, c'est un formidable booster pour le développement de notre écosystème de startups, qui malheureusement tarde à se mettre en place. Notamment, l'aspect «Financement». En effet, nous avons tous les talents et les experts pour initier un torrent de créativité et d'innovation pour répondre à l'ensemble des besoins de ces événements. Là également, il est impératif que les infrastructures technologiques se mettent en place au bon rythme pour permettre à nos startups d'innover dans de bonnes conditions.

À terme, notre pays pourra jouir de toutes les innovations qui seront mises en œuvre pour la réussite de notre Agenda 2030. Nous pouvons et devons surprendre le monde entier, car notre jeunesse est créative et c'est son moment !



Désormais,

TOUS LES MAROCAINS

SONT COUVERTS PAR L'AMO

ET PEUVENT BÉNÉFICIER,
DES MÊMES SERVICES ET PRESTATIONS



Cnss Maroc



@CnssMaroc



@cnssmaroc



www.cnss.ma



Cnss Maroc



Cnss.maroc@



@CNSS.Officiel



cnss.maroc

POUR PLUS
D'INFORMATIONS
APPELEZ



3939

Entretien avec la directrice générale déléguée de la CGEM

Samia Terhzaz : «Il est impératif que les instances régionales bénéficient d'une autonomie décisionnelle accrue»

La Confédération générale des entreprises du Maroc porte la voix du secteur privé en le représentant, en défendant ses intérêts aux niveaux régional, national et international et en œuvrant pour un climat des affaires favorable à l'acte d'entreprendre. Dans cet entretien, Samia Terhzaz, directrice générale déléguée de la CGEM, explique comment cette organisation patronale accompagne ses membres pour bien gérer leurs activités à travers les territoires. Elle revient aussi sur les mesures prises pour renforcer les investissements dans le cadre de la régionalisation avancée.

Le Matin : Quels sont les défis que rencontrent les entreprises marocaines dans le processus de régionalisation avancée, et comment la CGEM les aide-t-elle à les surmonter ?

Samia Terhzaz : Le chantier de la régionalisation avancée occupe une place centrale dans les politiques publiques, mettant en avant le rôle crucial des régions dans leur propre développement territorial. Les chefs d'entreprise rencontrent certains défis en fonction de la région.

Dans certaines zones, les entreprises peinent à trouver du



foncier adapté, tandis que dans d'autres, elles rencontrent des difficultés à recruter des profils compétents. Lorsque ces entreprises réussissent à embaucher, elles peuvent éprouver des problèmes de rétention des talents. Des défis communs à toutes les régions se posent aussi, tels que l'accès à la commande publique et la nécessité de surmonter des procédures administratives complexes, impliquant de nombreux intervenants avec très souvent des administrations régionales qui ont très peu de marges de manœuvre pour traiter les requêtes des entreprises locales. Les centres régionaux d'investissement, initialement conçus comme des guichets uniques pour les investisseurs, gèrent une partie des formalités administratives.

Un autre aspect fondamental

est l'accès au financement. Les petites et moyennes entreprises (TPME), notamment dans les régions les plus enclavées, rencontrent fréquemment des difficultés à obtenir les fonds nécessaires à leur croissance, ce qui limite leur potentiel d'expansion.

À la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), nous soutenons nos membres grâce aux relations établies avec diverses administrations et institutions. Par l'intermédiaire de nos services de corridors, nous mettons en relation nos membres avec les administrations, les banques et autres institutions partenaires, afin de faciliter le traitement de leurs demandes auprès d'organismes tels que la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), «Tamwlicom», la Direction générale des impôts (DGI) ou le Centre marocain de médiation bancaire (CMMB), et ce dans toutes les régions.

Nous proposons également des formations dans plusieurs domaines, notamment en relations sociales à travers l'Académie sociale, avec des cycles de formation en partenariat avec des organismes internationaux. Ces initiatives visent à doter les chefs d'entreprise d'outils leur permettant de mieux gérer leurs activités. Enfin, nous accompagnons nos entreprises dans leur démarche de labellisation (RSE, «Thcine» et «Tamyiz»), les inci-

tant ainsi à mesurer leurs progrès et à valoriser leurs performances. Enfin, la CGEM a mis en place une plateforme digitale, «Intaliq By CGEM», dans le but d'accompagner les porteurs de projets et les entrepreneurs marocains dans la création, le développement et la gestion de leurs sociétés.

Comment la CGEM prévoit-elle de renforcer les investissements dans le cadre de la régionalisation avancée ?

Ce sujet constitue un point central dans tous les plans d'action des CGEM Régions. Pour renforcer les investissements dans les régions du Maroc, une approche multifacette s'avère nécessaire. D'une part, la CGEM à travers ses CGEM Régions encourage ses entreprises membres à investir et s'engage à les accompagner dans leurs démarches. D'autre part, elle reste mobilisée pour l'amélioration constante du climat des affaires de manière homogène à travers les territoires.

Le climat des affaires englobe plusieurs aspects essentiels. Parmi ceux-ci, la simplification des procédures administratives revêt une importance primordiale. Le ministère de l'Investissement, de la convergence et de l'évaluation des politiques publiques travaille à l'optimisation du parcours de l'investisseur et à la réforme des Centres régionaux d'investissement (CRI), tandis que le ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration a présenté sa stratégie digitale. La CGEM est activement impliquée dans le déploiement du chantier de fluidification et

de l'optimisation du parcours de l'investisseur et est mobilisée pour une mise en œuvre rapide.

Le second aspect est lié aux incitations fiscales et financières qui encouragent les investissements. Bien que la Charte d'investissement propose des primes à l'investissement, des incitations fiscales supplémentaires pourraient favoriser le développement des entreprises, notamment par le biais de mesures incitatives liées au recrutement et à l'innovation. À cet égard, la CGEM formule chaque année des propositions à intégrer dans la Loi de Finances pour aider les entreprises marocaines à améliorer leur compétitivité.

Le renforcement de la formation professionnelle constitue également un levier fondamental au niveau régional. La CGEM est pleinement mobilisée pour la refonte du système de formation et plaide pour la mise en place des Instituts de gestion déléguée.

Dans le contexte actuel, caractérisé par une volonté de créer plus d'emplois et de valeur ajoutée, il est essentiel que les secteurs public et privé unissent leurs efforts en adoptant des partenariats public-privé pour faire face à ces défis et multiplier les investissements en région.

Comment la Charte de l'investissement et les réformes récentes peuvent-elles contribuer à l'essor des entreprises locales dans le cadre de cette vision de régionalisation ?

La nouvelle «charte d'investissement» guide les investisseurs vers les priorités stratégiques et propose un cadre incitatif attrayant. Parmi ses objectifs

majeurs figure la réduction des disparités territoriales. Ainsi, en sus des primes communes à l'investissement ou de la prime sectorielle, une prime territoriale a été introduite pour encourager l'implantation de projets dans des provinces ou des préfectures dont les niveaux d'investissements restent faibles. Ce mécanisme encouragera les porteurs de projets locaux ou ceux désirant se développer dans d'autres régions à investir en dehors de l'axe Tanger-Kénitra.

L'adoption du dispositif d'encouragement à l'investissement destiné aux TPME accélérerait indéniablement la cadence des investissements en région puisque le tissu entrepreneurial est majoritairement constitué de TPME.

Quels sont les principaux secteurs économiques que vous identifiez comme moteurs de développement pour les régions accueillant des infrastructures liées à la Coupe du Monde 2030 ?

L'organisation d'un événement de l'ampleur de la Coupe du Monde est un sujet qui mobilise le secteur privé dans son intégralité. Par exemple, et ce n'est pas le premier secteur qui me vient à l'esprit, l'économie numérique devra se mettre à niveau d'ici 2030 pour accueillir l'événement dans un Maroc beaucoup plus digitalisé.

Pour ce qui est des secteurs moteurs de développement des régions, il y a bien sûr le BTP et les Transports avec l'accélération du développement d'infrastructures qui vont améliorer la

.../...



connectivité de nos régions et leur permettre de faire un bond de compétitivité. Je pense aux différents projets d'expansion des aéroports, de l'objectif d'atteindre 3.000 km d'autoroutes ou encore du développement d'une Ligne à grande vitesse Casablanca-Marrakech et dans un second temps Agadir. Je pense aussi à l'ouverture de liaisons aériennes, notamment via des compagnies low cost, qui vont rapprocher notre pays du reste du monde. Par ailleurs, le Tourisme jouera un rôle clef dans le développement des régions qui accueillent la Coupe du Monde.

Le développement d'unités hôtelières et l'accroissement de notre capacité litère doit s'accompagner d'une amélioration des flux touristiques vers nos régions, bien au-delà de 2030. Et c'est quelque chose qu'il faut préparer. Si je prends l'exemple de Benslimane, nous aurons le plus beau stade du monde, dans une ville qui sera extrêmement bien connectée au reste du pays. L'objectif sera de développer des offres touristiques qui s'appuient

sur le potentiel de la région et sur ces nouvelles infrastructures, pour accueillir des touristes au-delà de 2030.

En parallèle au développement du tourisme, il y a les secteurs du commerce et des industries créatives qui seront largement impactés par cet afflux massif et qui eux aussi seront moteurs dans le développement des régions.

Enfin, le secteur des Télécoms, avec la mise en place de la 5G, qui est une obligation FIFA, permettra d'améliorer la vitesse d'internet sur nos téléphones. Mais le plus important, c'est que la mise en place de cette technologie dans notre pays permettra la diffusion à plus grande échelle d'innovations comme l'agriculture intelligente, l'internet des objets (IoT).

Quelles sont les priorités de la CGEM en matière de décentralisation des décisions économiques au niveau régional pour favoriser une meilleure compétitivité des entreprises ?

Les priorités de la CGEM en matière de décentralisation des décisions économiques au niveau régional visent à favoriser une meilleure compétitivité des entreprises. En premier lieu, il est impératif que les instances régionales bénéficient d'une autonomie décisionnelle accrue, leur permettant de prendre des décisions économiques adaptées aux spécificités locales. En outre, comme précité, le secteur privé plaide pour la simplification des démarches administratives et la réduction des délais pour l'obtention des autorisations.

Les CREA constituent une expérience très positive pour certaines régions. Il faut donc encourager les régions à renforcer ces comités et impliquer fortement le secteur privé dans les processus de décision et de planification. Un autre axe de priorité concerne l'accès au financement local. Le secteur privé appelle à la promotion de mécanismes de financement régional adaptés, tels que des fonds d'investissement locaux. Nous avons appris, il y a quelques semaines, la création d'un fonds régional d'investissement dans la région de Casablanca et le lancement d'un projet, «Campus Tech», destiné à soutenir les startups spécialisées dans les technologies modernes. Il nous faut dupliquer des initiatives similaires dans toutes les régions du Maroc et monitorer leur rendement. Aussi, la promotion de l'entrepreneuriat local constitue une priorité. La CGEM plaide pour la mise en place de mesures concrètes visant à encourager la création et le développement d'entreprises locales, tout en valorisant les produits locaux et en lançant des programmes d'incubation en région. ●



Nador West Med et port de Cotonou : De nouveaux horizons s'ouvrent pour Marsa Maroc

Le Groupe Marsa Maroc est le leader national de la gestion de terminaux portuaires, gérant 25 terminaux dans 11 ports de commerce au Maroc. Forte de son expertise avérée et de son adossement au Groupe Tanger Med, Marsa Maroc affiche une croissance remarquable avec un trafic annuel de 57 millions de tonnes en 2023, renforçant ainsi son leadership sur le marché portuaire marocain.

Une vision stratégique axée sur la croissance

Marsa Maroc soutient un rythme régulier de progression grâce à une vision claire axée sur la croissance et le renforcement de sa position de marché. Marsa Maroc a fixé fin 2023 un nouveau cap stratégique qui s'articule autour de 6 axes de croissance parmi lesquels l'acquisition de nouvelles concessions au Maroc et l'internationalisation de ses activités. La société a depuis entamé la concrétisation de ses chantiers et a annoncé ses premières réalisations. Marsa Maroc a ainsi enregistré une croissance de son chiffre d'affaires consolidé de 17% au premier semestre 2024, atteignant 2,48 milliards de dirhams, tandis que l'excédent brut d'exploitation affiche une hausse de 30% à 1,3 milliard de dirhams au 30 juin 2024.

Nador West Med, pour renforcer le positionnement du Groupe sur le marché du transbordement

En juin dernier, Marsa Maroc a franchi une nouvelle étape dans le développement de son portefeuille de concessions en signant la convention de concession du Terminal à Conteneurs Est de Nador West Med. Doté d'une capacité de 3,4 millions d'EVP, ce nouveau terminal permettra à Marsa Maroc de répondre à la croissance soutenue du trafic conteneurisé dans la région, de renforcer son positionnement sur le marché du transbordement des conteneurs en Méditerranée tout en confortant son leadership sur le marché portuaire national. L'expérience acquise par Marsa Maroc à travers l'exploitation, en partenariat avec Hapag Lloyd, Eurogate International GmbH et Contship Italia S.p.A., du Terminal à Conteneurs 3 de Tanger Med, qui a atteint en trois ans sa pleine capacité de 1,5 million d'EVP, sera un atout majeur pour la réussite de ce nouveau projet. Avec la



mise en service de ce nouveau terminal en 2027, Marsa Maroc portera sa capacité globale de traitement des conteneurs à 6,5 millions d'EVP, dont près de 5 millions d'EVP dédiés au transbordement.

Le Port de Cotonou, un nouveau défi à relever

Forte de son succès au Maroc, Marsa Maroc poursuit sa dynamique de croissance en s'implantant à l'international. La récente attribution de la gestion déléguée des Terminaux 1 et 5 du Port de Cotonou au Bénin en témoigne. Ce nouveau partenariat stratégique s'inscrit dans la continuité de l'ambitieux plan de développement de l'opérateur portuaire marocain, qui vise à renforcer sa présence à l'international, notamment en Afrique, et à consolider sa position d'acteur de référence dans le secteur portuaire au niveau national et régional. En apportant son expertise éprouvée en matière de gestion portuaire et en s'appuyant sur l'expertise de ses équipes et ses relations avec les compagnies maritimes internationales, Marsa Maroc contribuera à renforcer la compétitivité du Port de Cotonou, à favoriser son positionnement comme hub régional et à développer les corridors logistiques dans la région.

Cette nouvelle concrétisation amorce l'internationalisation de Marsa Maroc qui s'affirme de plus en plus comme un acteur incontournable du secteur portuaire et logistique au Maroc et dans la région. Afin de se donner les moyens de son ambition, la société a mobilisé une importante enveloppe d'investissement de l'ordre de 5 milliards de dirhams sur les cinq prochaines années, dont près de 2,3 milliards consacrés au projet Nador West Med. ●

Cap 2030 vers les ODD : l'heure est à l'accélération de la régionalisation avancée



À l'approche de 2030, il est impératif d'accélérer le processus de régionalisation avancée pour favoriser l'atteinte des Objectifs de développement durable. Ce parcours nécessite une mobilisation collective des acteurs locaux, une intégration des bonnes pratiques et un engagement fort en faveur de la durabilité.

Nous puisons dans
nos racines...



MOSAÏK

... pour conquérir l'avenir

Depuis plus d'un demi-siècle, Holmarcom n'a cessé d'évoluer et de se renouveler. Fort de ses racines et porté par une stratégie de croissance entreprenante, le Groupe poursuit sa politique d'investissement dans des secteurs stratégiques pour l'essor durable du Maroc et s'ouvre à de nouveaux défis dans le continent africain.

Maroc - Sénégal - Bénin - Côte d'Ivoire - Burkina Faso

www.holmarcom.ma



HOLMARCOM
GROUP

Le Maroc s'engage plus que jamais à poser les fondements d'un avenir plus durable, résilient et inclusif. Conscient des défis posés par les changements climatiques et de leurs effets sur le développement économique et social, le Royaume a élaboré plusieurs stratégies pour protéger l'environnement. Citons à titre d'exemple la Stratégie nationale de l'eau (SNE), la Stratégie nationale du développement durable (SNDD) et le Plan Maroc Vert qui s'inscrivent en droite ligne avec la Vision Royale. Elles posent les fondations des politiques visant à sauvegarder l'environnement tout en promouvant un développement durable. Pour ce faire, il est crucial que les régions collaborent avec l'État, en raison de leur rôle central dans la conception et le suivi des programmes de développement régional et des schémas d'aménagement du territoire. Les actions ambitieuses pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030 engagent tant l'État que les Régions. C'est ainsi que l'action environnementale régionale trouve sa légitimité dans les textes juridiques. Dans ce cadre, la Loi-Cadre 99-12 portant Charte nationale de l'environnement et du développement durable prévoit des mesures qui renforcent l'action environnementale régionale, en partenariat avec l'État, dans le cadre d'une cogestion basée sur les principes de responsabilisation et de cohérence. Dans cette perspective, les 12 régions du Royaume sont appelées à se réinventer en misant sur une approche environnementale dans leurs divers projets de développement, afin d'atteindre



les objectifs de durabilité et de protéger l'écosystème. Bien entendu, en adoptant une approche verte, les Régions peuvent assurer un avenir plus prospère. Elle permettra ainsi d'améliorer la qualité de vie en réduisant les rejets toxiques dans l'air, l'eau et le sol, en économisant les ressources et en favorisant l'utilisation d'énergies renouvelables. L'État doit également allouer des ressources financières, humaines et techniques plus importantes aux régions pour garantir le succès de cette approche. Dans cette dynamique, la Coupe du Monde 2030 ne pourra qu'accélérer les avancées en matière d'ODD et contribuer à relever les défis qui y sont liés. Avec la réduction de l'impact environnemental des infrastructures grâce à une conception durable incluant des économies de matériaux, ciments alternatifs, et la prise en compte de l'efficacité des ressources, de la circularité, des déchets

et de la gestion de l'énergie, le Maroc s'apprête à accueillir la plus grande compétition mondiale et offrir une expérience mémorable à ses visiteurs. Le Maroc se mobilise ainsi, aux côtés de l'Espagne et du Portugal, pour mettre en valeur leurs réalisations respectives dans ces domaines. L'objectif est d'intégrer les bonnes pratiques dans l'organisation de ce mondial, tout en les adaptant au contexte régional. Parmi les projets phares prévus pour ce rendez-vous mondial figure le Grand Stade Hassan II, situé dans la province de Benslimane. Conforme aux normes de la FIFA, cette œuvre architecturale exceptionnelle sera impressionnante sous tous les aspects. Elle deviendra le plus grand et le meilleur stade de football au monde, tout en valorisant le patrimoine culturel du Royaume et en respectant les principes de durabilité environnementale. ●

Avis d'expert

Salima Belemkaddem, ingénieure-paysagiste et militante pour l'environnement

«La Coupe du Monde 2030 serait-elle plus durable que ses précédentes ? Possible. Voyons ces 4 paramètres les plus populaires en termes de durabilité. D'abord, elle se jouera dans 3 pays différents, Maroc Portugal Espagne, ce qui réduira certainement l'empreinte carbone pour notre pays ! Et d'après les médias, l'un des points forts de la candidature du Mondial 2030 réside dans l'utilisation intensive des énergies renouvelables. Sur le plan de la mobilité, les trois pays s'engagent dans l'intensification du réseau ferroviaire à grande vitesse et dans les moyens de transport commun.

Investir dans les transports communs est rassurant, mais le train à grande vitesse reste discutable sur tous les plans et mérite l'établissement d'un bilan économico-environnemental non encore fait, par n'importe quel pays. Et en termes de gestion de déchets, un ensemble de projets et de solutions ont été proposés au niveau des décharges des villes qui accueilleront la Coupe du monde 2030, dans le cadre de la nouvelle vision pour une gestion intégrée et durable des déchets ménagers, a affirmé la ministre de la Transition énergétique et du développement durable, Leila Benali.

À ce niveau-là, ça serait un bonus pour notre pays, mais qu'il faudrait généraliser sur toutes les villes marocaines en principe. Et, enfin, pour ce qui est du secteur le plus polluant, le bâtiment, le Grand Stade Hassan II de Benslimane poursuit des certifications environnementales de renommée mondiale telles que le lit Gold, intégrant des panneaux solaires et utiliseront du ciment et de l'acier verts et mettant en œuvre des techniques de gestion énergétique efficace. Personnellement, en tant qu'ingénieure-paysagiste et militante écologiste pour un Maroc 2050 intelligent et résilient, je conçois que ce Mondial doit être considéré un Mondial de résilience des villes, non



seulement des communes hôtes, mais toutes, à l'horizon 2030, mais surtout à l'horizon 2050, afin que les travaux de remise à niveau, de requalification et de revitalisation soient exécutés en bonne et due forme et dans les règles de l'art et de la technique. Transformons le nécessaire en urgence et non l'inverse, telle serait la meilleure attitude à entreprendre pour un Mondial durable et humain.

Ce qui rejoindrait indéniablement les contrats et l'accord que doivent signer les six villes marocaines hôtes des tournois avec la FIFA, sur des engagements, à savoir le respect des droits de l'Homme notamment ce qui concerne la sécurité, les droits des travailleurs, les droits de l'enfant et la liberté d'expression et le respect de l'environnement et des ressources naturelles».

Coupe du Monde 2030 : une opportunité de développement unique pour les régions du Maroc

La Coupe du Monde 2030 constitue une opportunité unique pour le Maroc non seulement de briller sur la scène internationale, mais également d'accélérer son développement régional. En adoptant une approche inclusive, stratégique et durable, le Royaume pourrait tirer parti de cet événement planétaire pour renforcer le tissu économique et social de ses 12 régions tout en consolidant sa position géopolitique. Le défi reste de conjuguer un développement homogène avec l'exigence d'accueil d'événements d'envergure mondiale, tout en assurant que chaque partie du pays puisse bénéficier des retombées d'un tel projet. L'expert Yassine El Yattoui affirme que si le Maroc joue ses cartes correctement, cette compétition pourrait résolument changer le visage de son développement territorial. Le point.



La désignation des villes hôtes pour la Coupe du Monde de la FIFA 2030 est bien plus qu'une simple organisation sportive. Elle constitue une manœuvre stratégique et politique, s'inscrivant parfaitement dans la vision de régionalisation avancée portée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Cette approche reflète une volonté ferme de modernisation et de décentralisation, destinée à stimuler le développement économique et social à travers l'ensemble du territoire marocain.

Une répartition stratégique des stades

«La répartition des stades pour la Coupe du Monde 2030 est un choix réfléchi qui illustre la régionalisation avancée du Maroc. Elle témoigne de l'ambition du Royaume d'affirmer sa présence sur la scène internationale tout en mettant en avant ses pôles urbains majeurs», souligne Yassine El Yattoui, expert en relations internationales et secrétaire général de NejMaroc. En choisissant des centres économiques comme Tanger, Casablanca, Rabat et Marrakech, le Maroc met en lumière ses principaux moteurs économiques. Ces villes, déjà dotées d'infrastructures modernes et d'une capacité d'accueil adéquate, répondent également aux

normes de la FIFA en matière d'accessibilité et de qualité des installations nécessaires à un événement d'une telle magnitude.

Impact économique et social

Cet événement sportif majeur pourrait servir de catalyseur pour accélérer le processus de régionalisation, avec un afflux massif d'investissements dans des régions moins développées. «Des études ont montré que la régionalisation pourrait augmenter les revenus des régions accueillant des investissements liés à des événements d'une telle dimension de 25 à 30%. Par conséquent, des villes comme Marrakech, Fès ou Agadir pourraient connaître une transformation économique et sociale durable», indique M. El Yattoui.

Pour soutenir cette dynamique, le gouvernement marocain a déjà prévu d'allouer plus de 15 milliards de dirhams (environ 1,4 milliard d'euros) à la modernisation des infrastructures dans les villes hôtes. Ces investissements, qui incluront la construction de nouvelles routes, d'aéroports, d'hôtels et de stades, devraient générer une hausse du PIB régional de 4 à 5%, selon les données de



LA RÉPARTITION DES STADES TÉMOIGNE DE L'AMBITION DU ROYAUME D'AFFIRMER SA PRÉSENCE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE TOUT EN METTANT EN AVANT SES PÔLES URBAINS MAJEURS.

la Banque africaine de développement.

Selon M. El Yattoui, les expériences précédentes révèlent que l'organisation d'événements sportifs de grande envergure peut engendrer d'importantes retombées financières. «Selon PwC (2023), les investissements directs étrangers dans les pays hôtes de tels événements augmentent en moyenne de 10 à 15% au cours des cinq années suivant l'événement», précise-t-il. Cette dynamique devrait également profiter aux secteurs clés comme le tourisme et les technologies vertes. De plus, l'organisation de la Coupe du Monde devrait bénéficier aux populations locales. Une étude de l'Université Hassan II révèle que ce genre d'événements peut générer une augmentation de 8 à 10% de l'emploi dans les secteurs de la construction, du tourisme et des services.

En outre, l'événement devrait renforcer la cohésion sociale en atténuant les disparités régionales. «La régionalisation avancée vise justement à redistribuer les ressources de manière plus équitable, et la Coupe du Monde est une occasion pour montrer que ces principes peuvent être mis en pratique», précise-t-il. «Le Maroc doit donc mettre en place des politiques inclusives pour que ces bénéfices se répercutent dans toutes les régions, et non seulement dans les grandes métropoles», insiste l'expert. De la symbolique de Laâyoune Selon Yassine El

Yattoui, l'intégration de la ville de Laâyoune dans le réseau des villes hôtes aurait été une décision des plus marquantes, avec un fort poids symbolique. M. El Yattoui note que, sur le plan géopolitique, cet ajout enverrait un message fort à la communauté internationale concernant l'intégrité territoriale du Maroc. «En projetant un événement d'une telle ampleur dans cette ville, le Maroc démontre son engagement envers le développement des régions du Sud», insiste-t-il. À cet égard, il juge intéressant de comparer le choix du Maroc avec celui de l'Espagne, qui a décidé d'inclure les îles Canaries dans le projet en intégrant le stade de Las Palmas. Bien qu'éloignées du continent, ces îles représentent une composante essentielle de l'identité espagnole et jouent un rôle crucial dans la stratégie géopolitique de l'État. En incluant ces territoires périphériques, l'Espagne montre, selon lui, une volonté d'intégration et de reconnaissance de sa diversité, tout en soulignant l'importance de chaque région dans le cadre d'un événement global.

Les défis à surmonter

Plusieurs défis doivent être surmontés pour que les bénéfices de la Coupe du Monde soient équitablement répartis. «L'un des défis majeurs consiste à s'assurer que les infrastructures construites soient viables et utilisées durablement après l'événement», avertit M. El Yattoui. Il rappelle l'exemple de la Coupe du Monde 2010 en Afrique

du Sud, où les infrastructures sont restées sous-utilisées après l'événement. «À cet effet, le Maroc devra veiller à ce que les stades et autres infrastructures soient utilisés pour des événements futurs, qu'ils soient sportifs ou culturels», préconise-t-il. Pour maximiser les retombées économiques, un soutien à long terme, y compris des partenariats public-privé, ainsi que la création d'un Institut national du sport seront cruciaux. Cet institut pourrait devenir un centre d'excellence pour plusieurs sports, au-delà du football, afin d'élever le niveau de performance du Maroc sur la scène internationale.

Une autre préoccupation est d'ordre écologique, sachant que l'organisation d'événements de grande ampleur a un impact écologique considérable. «La Coupe du Monde pourrait offrir une opportunité pour que le Maroc prouve son engagement envers la durabilité. Avec d'importants investissements dans les énergies renouvelables, le pays pourrait alimenter ses infrastructures sportives par des sources d'énergie propres», recommande-t-il.

Les Jeux olympiques au Maroc ?

En s'inspirant des leçons tirées des précédents Jeux olympiques et d'autres événements sportifs, le Maroc pourrait envisager un projet ambitieux : devenir le premier pays africain à accueillir les Jeux olympiques et paralympiques, avec le stade Benslimane comme pierre angulaire. Cette infrastructure, en cours de construction, sera l'une des plus grandes enceintes sportives du monde. «Accueillir un tel événement renforcerait le statut du Maroc en tant que leader africain et démontrerait son engagement à promouvoir les liens avec ses partenaires sur le continent», conclut M. El Yattoui. ●

Entretien avec le président du directoire de la Société nationale de réalisation et de gestion des équipements sportifs (Sonarges)

Youssef Belqasmi : «Les investissements totaux pour les chantiers de construction et de mise à niveau des stades sont compris entre 19 et 20,5 milliards de dirhams sur la période 2023-2028»



En première ligne dans la gestion, la construction, la réhabilitation et la rénovation de stades devant abriter les matchs de Coupe du Monde, la Sonarges est sur de multiples fronts. Dans cet entretien accordé au journal «Le Matin», le président de son directoire, Youssef Belqasmi, nous dresse un bilan d'étape sur les travaux en cours de réalisation et ceux à venir.



«LES PARTIES PRENANTES SE SONT ENGAGÉES DANS UN PROCESSUS RIGOREUX VISANT LA MISE À NIVEAU DE 6 STADES AINSI QUE LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU GRAND STADE DE CASABLANCA. IL SERA LE PLUS GRAND DU MONDE AVEC 115.000 PLACES.»

Le Matin : Où en est aujourd'hui la Sonarges dans l'état d'avancement des travaux de construction et de réhabilitation des 6 stades devant accueillir la Coupe du Monde 2030 ?

Youssef Belqasmi : Suite aux Hautes Directives de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu L'assiste et dans le cadre des préparatifs de la Coupe d'Afrique de Nations 2025 et de la Coupe du Monde 2030, toutes les parties prenantes, à savoir l'État représenté par le ministère de l'Éducation nationale, du préscolaire et du sport et le ministère de l'Économie et des finances ainsi que la Société nationale de réalisation et de gestion des équipements sportifs (Sonarges), l'Agence nationale des équipements publics et la Fédération Royale marocaine de football (FRMF), se sont engagées dans un processus rigoureux visant la mise à niveau de 6 stades ainsi que la construction du Nouveau Grand Stade de Casablanca.

La rénovation des stades, notamment le Grand Stade de Marrakech, le Grand Stade d'Agadir et le Complexe sportif de Fès, passera par deux étapes. La première phase consiste à se conformer aux normes de la Confédération africaine de football (CAF) d'ici 2025. Alors que la deuxième phase dont le lancement est prévu après la Coupe

d'Afrique des Nations (CAN), aura pour objectifs de se conformer aux normes de la Fédération internationale de football association (FIFA) et s'étalera jusqu'au 2028. Le Complexe sportif Prince Moulay Abdellah et le Grand Stade de Tanger seront rénovés simultanément pour être prêts directement pour la Coupe du Monde 2030. Le Complexe sportif Prince Moulay Abdellah progresse rapidement dans son processus de reconstruction, avec pour objectif principal l'amélioration de ses installations. Dans cette perspective, sa piste d'athlétisme a été retirée pour permettre une augmentation significative de sa capacité d'accueil, passant de 46.000 à plus de 65.000 personnes. Cette expansion sera accompagnée d'un bon nombre d'infrastructures complémentaires ainsi que des parkings souterrains et de multiples accès routiers, afin de répondre aux besoins croissants de l'enceinte sportive.

Les travaux au Grand Stade de Tanger sont en cours et ont pour objectif principal d'augmenter sa capacité d'accueil, visant à atteindre 85.000 places. La suppression de la piste d'athlétisme a largement contribué à cette expansion. Les travaux comprennent également la rénovation de la pelouse. De plus, une structure de toit est en cours d'installation pour couvrir entièrement le Grand Stade de Tanger. Parallèlement, les espaces

VIP et la tribune d'honneur seront agrandis conformément aux exigences de la FIFA.

En ce qui concerne le Grand Stade de Marrakech, le Grand Stade d'Agadir et le Complexe sportif de Fès, les travaux en cours sont spécifiquement axés sur la modernisation des infrastructures intérieures pour garantir une expérience optimale aux spectateurs et aux sportifs. Cela comprend un réaménagement complet des vestiaires pour offrir des installations plus fonctionnelles et confortables. De plus, les gradins seront améliorés afin d'assurer une vue optimale depuis toutes les places, tout en garantissant la sécurité des spectateurs. En ce qui concerne les aspects techniques, d'importants travaux sont en cours sur les systèmes de fluides et d'électricité pour garantir leur fiabilité et leur efficacité. Cela inclut la mise à niveau des réseaux d'alimentation en eau, d'électricité et de drainage, ainsi que l'installation de systèmes modernes de climatisation et de ventilation pour assurer un confort optimal pendant les événements. À l'extérieur des stades, des travaux de rénovation sont prévus pour améliorer l'esthétique et la sécurité des environs. Cela inclut le réaménagement des murs des stades ainsi que l'optimisation des parkings pour les spectateurs VIP et le grand public. L'objectif est de créer un environnement accueillant et fonctionnel pour tous les visiteurs des stades, contribuant ainsi à une expérience globale positive lors des événements sportifs.

Concernant le Grand Stade de Casablanca, il a été conçu pour accueillir jusqu'à 115.000 spectateurs, et sera le plus grand du monde en termes de capacité. Il sera conforme aux normes in-

ternationales et aux exigences de la FIFA, garantissant ainsi sa capacité à accueillir la finale ou la cérémonie officielle d'ouverture de la Coupe du Monde 2030.

La collaboration de la Sonarges avec les différentes parties prenantes avance de manière constructive depuis la signature de la convention de financement en octobre dernier. Nous restons résolument déterminés à faire de ce stade un joyau architectural et fonctionnel qui reflète l'excellence du Royaume du Maroc en matière d'infrastructures sportives.

Autres informations :

- Stade situé à 38 km de Casablanca et à 18 km de Mohammedia.

- Résultat du concours architectural : Groupement Tarik Oualalou Architecte – Populous Limited – M-E Engineers Ltd – Maffei Engineering SPA – Rider Levett Bucknall UK Limited.

- Coût du projet : 5 milliards de DH. Dans l'ensemble, ces initiatives visent à renforcer l'infrastructure sportive du Maroc et à préparer le pays à accueillir avec succès la Coupe du Monde de la FIFA et la CAN 2025, en s'investissant pleinement dans la réussite de cet événement d'envergure mondiale, que ce soit en termes d'organisation, de logistique ou de valorisation de l'image du Maroc en tant que destination sportive de premier plan.

Ces infrastructures font-elles appel à une expertise marocaine ou internationale ?

L'ensemble des partenaires engagés dans ces chantiers est majoritairement constitué de Marocains, ce qui témoigne de la richesse des compétences locales

dans les domaines du génie civil, de l'ingénierie, de l'architecture et de la gestion de projets.

Cette compétence est renforcée par des initiatives visant à promouvoir le développement des talents locaux, à travers des partenariats avec des institutions internationales.

Ainsi, la prédominance des partenaires marocains dans ces chantiers illustre non seulement leurs compétences techniques et de gestion, mais aussi l'effort collectif pour bâtir un avenir prospère et durable pour le pays.

Peut-on avoir une estimation de l'enveloppe budgétaire consacrée à ces chantiers ?

L'estimation de l'enveloppe budgétaire pour les chantiers de construction et de mise à niveau des stades au Maroc est la suivante : la construction du nouveau Grand Stade de Casablanca à Benslimane coûtera environ 5 milliards de dirhams et se déroulera sur la période 2025-2028.

En parallèle, un budget de 9,5 milliards de dirhams sera alloué à la mise à niveau des stades existants pour se conformer aux normes de la Confédération africaine de football entre 2023 et 2025.

Une deuxième phase de mise à niveau, visant à respecter les normes de la Fédération internationale de football association, est prévue pour la période 2025-2028, avec un budget compris entre 4,5 et 6 milliards de dirhams.

En somme, les investissements totaux pour ces projets s'élèvent à une fourchette comprise entre 19 et 20,5 milliards de dirhams sur la période 2023-2028. Source : Sonarges . ●



Mondial 2030 : transporter le public et les équipes, le nerf de la guerre

Développer le transport public pour une mobilité optimale des équipes et du public attendu lors de la Coupe du Monde 2030 est l'un des chantiers d'envergure que le Maroc prend à bras le corps. Les différents chantiers en cours ou programmés dans ce cadre mettent le turbo pour être prêts à temps.

C'est en mai dernier que le ministre de l'Équipement et de l'eau, Nizar Baraka, a mis en lumière le rôle significatif de son secteur dans la préparation d'événements sportifs et culturels majeurs attendus au Maroc tels que la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN) 2025 et la Coupe du Monde de football 2030, et ce à travers l'Agence nationale des équipements publics (ANEP). Au niveau des infrastructures routières, selon la même source, le design national des infrastructures routières dans le cadre du SNIR (Schéma national des infrastructures routières) 2040 a d'ores et déjà été adopté. Il s'agira d'élargir, de moderniser, de réparer et de réhabiliter le réseau routier conformément aux Directives Royales visant à étendre le réseau de près de 3.000 km d'ici l'échéance 2030. Un chantier qui relève d'un double enjeu, car il s'agit aussi de répondre aux normes internationales et aux exigences de l'instance mondiale du ballon rond, la FIFA.

Une feuille de route en matière d'infrastructures a également été mise en place pour réussir l'organisation par le

Maroc de la Coupe du Monde 2030. Elle porte non seulement sur la mise à niveau des stades, mais aussi sur les autoroutes et routes qui seront réalisées pour garantir un accès fluide aux stades. L'extension de la ligne TGV est également évoquée. Le ministre de tutelle a, également, évoqué plusieurs grands projets routiers, notamment le projet de l'autoroute continentale reliant Rabat à Casablanca qui devrait être achevée d'ici 2030. Elle sera adjacente au futur Grand Stade Hassan II de Benslimane, plus grand d'Afrique. Nizar Baraka a également présenté une série de projets routiers en cours : l'autoroute reliant Guercif à Nador, le projet d'autoroute Casablanca-Berrechid, ainsi que la route reliant Tit Mellil à Berrechid. Les études relatives au projet de l'autoroute entre Fès et Marrakech, via Béni Mellal et Khénifra, sont pour leur part terminées.

Extension des aéroports

Les liaisons et l'infrastructure portuaire revêtent aussi une importance capitale. Le gouvernement a signé un nouveau contrat de programme avec Royal Air Maroc pour renforcer la connectivité internationale du royaume. La compagnie aérienne travaille à augmenter sa flotte de 50 à 200 avions d'ici 2037. Certaines compagnies aériennes comme Air Arabia Maroc ont signé des accords de partenariat avec certaines régions, dont celle de Casablanca, pour relancer les vols domestiques. Côté chiffres, rappelons que le trafic aérien domestique a atteint 2,6 millions de passagers en 2023, alors qu'il était

de 1,3 million en 2012. Des licences ont par ailleurs été accordées à 52 compagnies aériennes qui vont opérer 2.060 vols réguliers hebdomadaires vers le Maroc depuis 135 aéroports internationaux, représentant ainsi une augmentation de 15% par rapport à l'été 2023. Entre-temps, les travaux d'agrandissement des aéroports de Marrakech, d'Agadir, de Tanger et de Tétouan seront réalisés pour un montant d'environ 5 milliards de dirhams.

Le stade doit être facile d'accès

L'organisation de la Coupe du Monde 2030 au Maroc va aussi donner un coup d'accélérateur à d'autres grands projets d'infrastructures de transport avec un focus attendu sur la Ligne à grande vitesse (LGV) Kénitra-Marrakech et le développement d'un Réseau express régional (RER) autour de Casablanca, Rabat et Marrakech. Le transport ferroviaire est amené à jouer un rôle crucial dans le transport de centaines de milliers de visiteurs pendant le déroulement de la compétition et pourrait ainsi répondre aux problématiques liées aux pics d'affluence.

Le plan Rail Maroc comprend 1.300 km de lignes à grande vitesse à long terme, avec une composante atlantique reliant Tanger à Agadir et un axe trans-maghrébin entre Oujda et Casablanca. Tous ces éléments, avec la connexion des aéroports, sont amenés à former un ensemble cohérent pour permettre d'accueillir les visiteurs dans les meilleures conditions. ●

Santé, Télécoms : ce qui reste à réformer pour le Mondial 2030

Les préparatifs des services de santé en prévision du Mondial 2030 au Maroc ont d'ores et déjà été lancés. L'événement interplanétaire pose de nombreux défis sanitaires pour les trois pays hôtes. Les challenges inhérents au Mondial sont aussi technologiques. D'ici le coup d'envoi de la Coupe du Monde, le Maroc devra avoir déployé la 5G sur son territoire.

Mai dernier, Genève, 77ème Assemblée mondiale de la santé : les délégations du Maroc et de l'Espagne font le point sur les préparatifs dans le domaine de la santé en prévision de la Coupe du Monde. Son organisation suppose des défis sanitaires potentiels d'où l'importance d'une coordination préalable pour veiller à l'état de préparation des services de santé et d'urgence, selon les deux parties. La mise en place d'un système de santé solide, capable de faire face à toute urgence, est un facteur clé pour assurer le succès de cet événement sportif majeur, selon la tutelle. L'échange d'expertises et d'expériences entre les trois pays sera donc crucial pour offrir une expérience sûre et confortable aux supporters et aux équipes sportives.

Au chapitre des défis, le renforcement de l'infrastructure sanitaire dans les six villes hôtes. Il s'agira aussi de développer des programmes de formation conjoints pour le personnel de

santé pour le préparer à faire face à toute urgence. Selon les pouvoirs publics ibères, la coordination entre l'Espagne, le Maroc et le Portugal dans le domaine de la santé est un pas important vers l'organisation d'un événement mondial sûr et intégré, à travers l'élaboration de stratégies sanitaires efficaces en vue d'offrir les meilleurs services aussi bien aux supporters qu'aux sportifs.

Connectivité, où en est-on ?

Autre chantier à déployer et non des moindres, celui de la 5G. A fin 2023, elle couvrait déjà près de 40% de la population mondiale. Cette technologie est déjà déployée en Espagne et au Portugal. Son déploiement au Maroc fait partie de la Stratégie Maroc Digital 2030. Les pouvoirs avaient annoncé l'adoption officielle de la 5G avant l'organisation du Mondial. Elle est d'ores et déjà considérée comme une condition pour garantir une

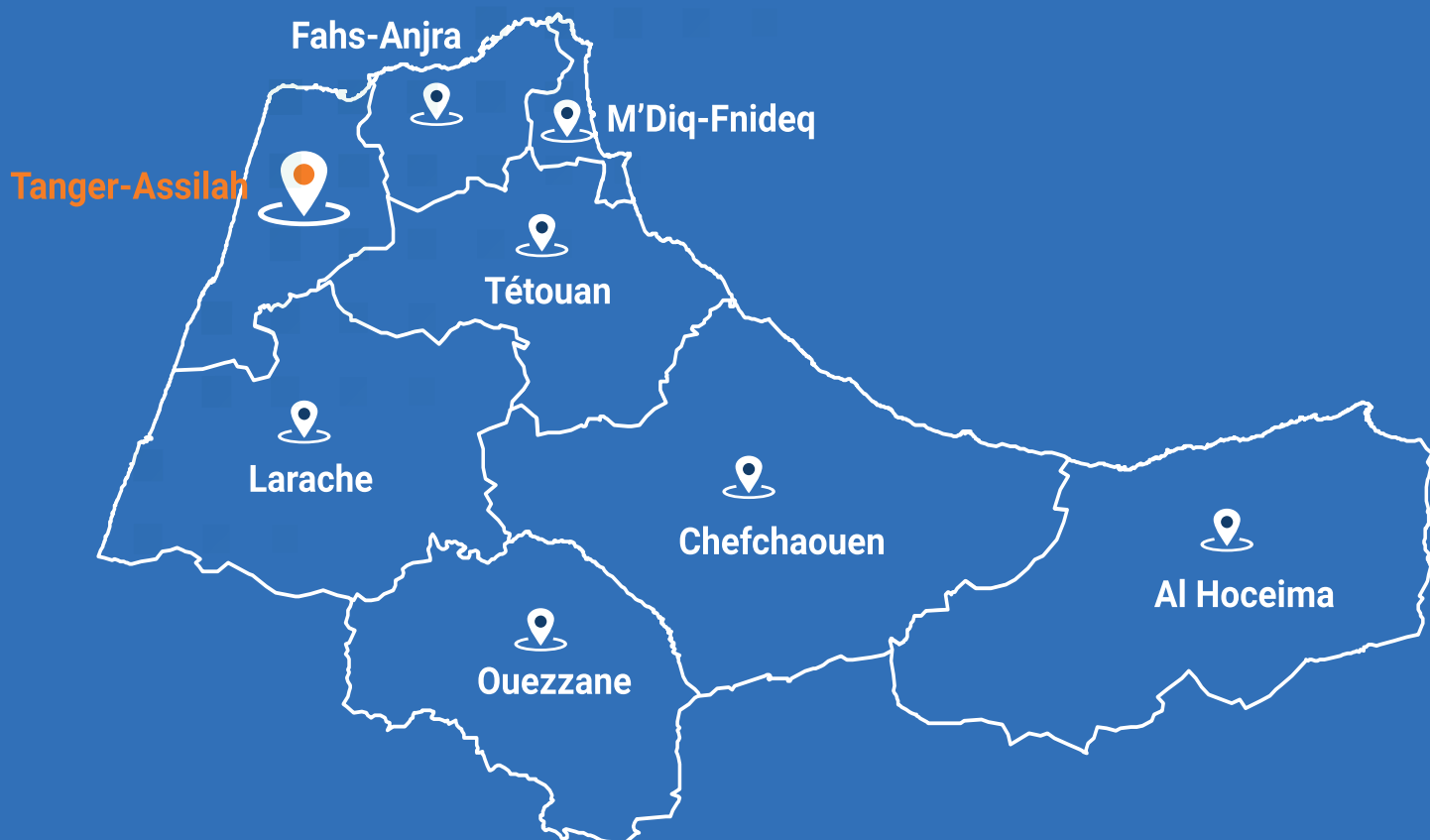
expérience spectateur réussie.

En théorie, ladite stratégie ambitionne également de développer les services cloud et de généraliser la couverture internet dans l'ensemble du territoire national, notamment via la fibre optique, en plus de la 5G. L'extension du réseau fibre optique représente en lui-même un défi. Un des objectifs fixés est d'atteindre 5 millions de connexions d'ici 2025. A ce jour, les préparatifs actuels pour déployer la 5G incluent la reconfiguration du spectre de fréquences et la libération des bandes de fréquences nécessaires. Les sites des Stations d'émetteur-récepteur de Base (BTS) sont en cours de connexion avec des liaisons en fibre optique pour assurer une infrastructure adéquate. Introduire cette technologie nécessite de repenser les modèles économiques actuels, indiquent la tutelle. Les investissements requis sont significatifs, et l'infrastructure doit être adaptée pour supporter la 5G. ●





L'AMEE ACCOMPAGNE LES TERRITOIRES DANS
LEUR TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



— 01 —

TANGER TETOUAN AL-HOCEIMA

Tanger-Tétouan-Al Hoceïma : un pôle industriel, touristique et agricole en pleine expansion

Jouissant d'une situation géographique stratégique à la porte de l'Europe, Tanger-Tétouan-Al Hoceïma est l'une des régions les plus dynamiques du Maroc. Elle bénéficie d'une industrialisation rapide, d'un développement touristique croissant et d'une agriculture variée.

S''étendant sur une superficie de 17.262 km², la région compte environ 3,6 millions d'habitants (2022). Sa contribution au PIB national est de 10%. Son PIB régional est estimé à environ 130 milliards de dirhams, faisant de cette région l'une des principales contributions à l'économie nationale.

Pour son développement, la région peut compter sur des secteurs prioritaires. Ainsi, et grâce entre autres à la Zone Franche de Tanger et au Port Tanger Med, l'un des plus grands ports d'Afrique, la région est devenue un pôle industriel majeur du Maroc. Cette zone abrite plus de 900 entreprises dans les secteurs de l'automobile, l'aéronautique, le textile, et l'électronique. La région est un hub automobile mondial avec la présence de Renault Tanger Med. Des projets d'expansion sont en cours pour accueillir d'autres équipements automobiles.

Pour répondre au développement économique de la région et du pays, des extensions du port Tanger Med ont été programmées pour atteindre une capacité de 12 millions de conteneurs par an. À cela s'ajoute



le développement de nouvelles zones industrielles à Tétouan et Al Hoceïma pour attirer les investisseurs étrangers.

Le secteur touristique connaît un fort développement dans cette région côtière, avec des atouts naturels et culturels majeurs comme Tanger, Tétouan, et Al Hoceïma. Mais la capacité hôtelière actuelle reste concentrée principalement à Tanger, Tétouan et Al Hoceïma.

L'agriculture est un secteur clé, en particulier dans les plaines fertiles du Loukkos et des montagnes du Rif. La surface agricole utile est d'environ 950.000 hectares, dont 200.000 hectares sont irrigués. La région est un important producteur d'olives, avec une production annuelle de 150.000 tonnes. Elle produit aussi près de 300.000 tonnes de fruits et légumes et 700.000 tonnes de céréales annuellement (bien entendu, il faut compter avec la période sécheresse) La région a également

un potentiel énergétique, avec des projets dans le domaine des énergies renouvelables.

En 2024, le taux de chômage dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma s'établit à environ 10,1%, soit une légère augmentation par rapport aux années précédentes, bien que ce taux demeure inférieur à la moyenne nationale, qui avoisine 13,7%. Malgré les investissements, des efforts sont nécessaires pour mieux adapter la formation professionnelle aux besoins industriels. Les secteurs clés, comme l'industrie automobile et le tourisme, nécessitent des compétences techniques précises qui font parfois défaut.

Le développement économique se concentre principalement autour de Tanger et de Tanger Med, tandis que les zones rurales et éloignées nécessitent davantage d'infrastructures et de services pour équilibrer la croissance régionale. ●

Entretien avec la présidente du Conseil régional du tourisme de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma

Rkia Alaoui : «Les objectifs seront encore plus ambitieux à l'horizon 2030, avec une prévision de dépasser le million de visiteurs dans la région»

À l'horizon 2030, l'objectif du Conseil régional du tourisme de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma est de faire de cette région une destination incontournable au Maroc, reconnue à l'international pour la diversité de ses offres, son authenticité et son engagement pour un tourisme durable. Pour la concrétisation de cette ambition, une stratégie a été mise en place par le CRT. Sa présidente, Rkia Alaoui, revient en détail sur cette feuille de route ainsi que sur les moyens de sa mise en œuvre.

Le Matin : Comment se décline la stratégie du CRT pour positionner la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma comme une destination touristique de premier plan à l'horizon 2030 ?

Rkia Alaoui : La stratégie du Conseil régional du tourisme de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma (CRT-TTA) pour positionner cette région comme une destination touristique de premier plan à l'horizon 2030 repose sur plusieurs axes clés.

La région dispose d'un patrimoine culturel et historique unique à travers les différentes provinces et le CRT-TTA mise donc sur la promotion de ces aspects pour attirer un public international à la recherche d'authenticité. Le CRT met également en avant l'écotourisme et le tourisme de nature de la région qui peut compter sur des atouts comme ses plages sur la Méditerranée et l'Atlantique, ses montagnes et ses parcs naturels (comme le Parc national de Talassemtane).

Concernant l'axe de la digita-

lisation et de la promotion de la région, le CRT-TTA mise sur la création de campagnes digitales ciblées sur les réseaux sociaux, la création du site web et le développement d'applications mobiles facilitant l'expérience des touristes.

Il est aussi question de développement de partenariats stratégiques notamment à travers la collaboration avec des influenceurs et des blogueurs de voyage pour accroître la visibilité de la région.

En parallèle, le CRT développe des campagnes internationales dans les marchés émetteurs clés pour attirer des touristes à haut pouvoir d'achat. Cela inclut une participation plus active aux foires touristiques internationales, des collaborations avec des agences de voyages pour faciliter les accès à la région.

À l'horizon 2030, l'objectif du Conseil régional du tourisme de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma est de faire de cette région une destination incontournable au Maroc, reconnue à l'international pour la diversité de ses



offres, son authenticité et son engagement pour un tourisme durable.

Avec la Feuille de route, la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma a pour objectif d'accueillir 700.000 touristes d'ici 2026. Comment cet objectif sera-t-il atteint ? Qu'en est-il des prévisions pour 2030 ?

La région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma est un pôle touristique important au Maroc, et la feuille de route récemment mise

en place vise à booster davantage le secteur pour atteindre des objectifs ambitieux, dont celui d'accueillir 700.000 touristes d'ici 2026.

Pour atteindre cet objectif, il est prévu de procéder à la modernisation des routes, l'amélioration des accès aux plages, et le développement des transports (par exemple, l'expansion des lignes de trains et l'amélioration des aéroports comme celui de Tanger) sont essentiels pour faciliter l'accès à la région. Un effort est en cours pour augmenter la capacité hôtelière, en rénivant les structures existantes et en encourageant l'investissement dans de nouveaux établissements touristiques. Tanger, Tétouan, Chefchaouen et Al Hoceïma sont riches en patrimoines culturels. La mise en valeur des médinas, des monuments historiques et des festivals est un levier important pour attirer les touristes.

De même, des projets d'écotourisme sont encouragés pour attirer des visiteurs en quête de tourisme durable.

S'agissant du volet digitalisation et marketing digital, il est prévu de renforcer la visibilité de la région à travers des campagnes digitales ciblées sur les marchés internationaux et les réseaux sociaux. Cela inclut l'amélioration des sites web des destinations et l'utilisation d'outils de réalité virtuelle pour offrir un avant-goût des expériences locales.

Le CRT prévoit, aussi, des collaborations avec des influenceurs de voyage pour promouvoir les points forts de la région.

La diversification de l'offre touristique se fait à travers l'encouragement du tourisme balnéaire et sportif et du tourisme culturel et gastronomique. La

région mise également sur sa cuisine et ses festivals locaux pour diversifier les offres touristiques, avec une promotion particulière des circuits culinaires.

En outre, le développement de compétences pour améliorer la qualité des services touristiques est un enjeu majeur, ceci en plus de l'encouragement des PME et des startups locales à se lancer dans des projets liés au tourisme, avec des incitations économiques. D'ici 2030, les objectifs seront encore plus ambitieux, avec une prévision de dépasser le million de visiteurs dans la région. Pour cela, nous allons nous appuyer sur les succès de la Feuille de route de 2026, avec des extensions dans la digitalisation, l'infrastructure, et la diversification. Pour le renforcement du tourisme durable, l'accent sera mis sur la préservation de l'environnement et la promotion du tourisme responsable pour s'adapter aux nouvelles attentes des voyageurs internationaux. Ceci sans oublier l'ouverture sur d'autres marchés. Le Maroc vise à élargir sa base de touristes en ciblant davantage de pays, notamment en Afrique, en Asie et en Amérique du Nord, grâce à des accords de promotion et de coopération internationale.

Comment le CRT aborde-t-il le volet promotion de la région, tant au niveau local que sur les marchés internationaux ?

Le Conseil régional du tourisme de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma met un accent particulier sur la promotion de la région, tant à l'échelle locale qu'internationale. Cela se traduit par la production de documents touristiques tels que des brochures et

des cartes de ville, ainsi que par la réalisation de capsules vidéo et de photos mettant en valeur toutes les provinces de la région.

En parallèle, la région est activement promue sur les réseaux sociaux, un levier important pour attirer une audience nationale et internationale.

De plus, il est aussi important de souligner la participation du CRT-TTA aux salons internationaux.

Comment le CRT se prépare-t-il pour l'organisation de la Coupe du Monde 2030 ?

La Coupe du Monde 2030 est événement qui représente une opportunité majeure pour promouvoir la région à l'échelle mondiale. Aussi, il y a des idées qui peuvent maximiser l'impact touristique et améliorer l'infrastructure régionale en vue de cet événement. Tout d'abord, il faut une amélioration des infrastructures touristiques et sportives à travers la modernisation des infrastructures hôtelières, le développement des infrastructures sportives et l'amélioration des accès et des transports. Il faut également renforcer la promotion de la région via des campagnes de promotion ciblées et la participation à des salons internationaux. La mise en place d'offres touristiques adaptées, notamment les circuits touristiques dédiés, et la proposition de forfaits touristiques spéciaux sont nécessaires. La collaboration avec les acteurs locaux et nationaux et l'amélioration de la sécurité et des services d'accueil à travers le renforcement de la sécurité et la formation des professionnels du tourisme sont aussi importantes. .../...



... En résumé, le CRT-TTA se mobilise pour transformer la Coupe du Monde 2030 en un tremplin pour le développement touristique et économique de la région, en mettant l'accent sur l'amélioration des infrastructures.

Quels sont les projets prioritaires pour améliorer les infrastructures touristiques et renforcer la connectivité de la région avec le reste du Maroc et à l'international ?

La région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma met en place plusieurs projets prioritaires pour améliorer ses infrastructures touristiques et renforcer sa connectivité avec le reste du Maroc et à l'international.

Parmi les initiatives majeures, la modernisation des routes et autoroutes, ainsi que le développement du réseau des transports publics qui visent à faciliter les déplacements intra-régionaux et nationaux. Le renforcement des infrastructures aéroportuaires est également une priorité. Cela pourrait impliquer l'extension de l'aéroport de Tanger pour

accueillir davantage de vols internationaux et améliorer les services offerts aux passagers. De plus, la mise en place de liaisons ferroviaires modernes et efficaces entre Tanger et d'autres grandes villes du Maroc, ainsi qu'avec des destinations internationales, pourrait considérablement améliorer la connectivité.

L'augmentation de la capacité hôtelière, avec la création de nouveaux hôtels et complexes touristiques, est également une priorité, tout comme la réhabilitation des médinas historiques et l'aménagement des zones côtières. Parallèlement, la connec-



tivité numérique est renforcée avec le déploiement de la fibre optique et la digitalisation des services touristiques.

Ces efforts visent à positionner la région comme une destination touristique moderne, durable et bien connectée. Ces projets structurants sont essentiels pour améliorer la compétitivité touristique de la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, en facilitant l'accès des visiteurs et en leur offrant des infrastructures modernes et durables. Le développement d'une connectivité efficace, tant nationale qu'internationale, est un pilier central pour assurer une croissance soutenue du secteur touristique.

Comment le Conseil collabore-t-il avec les acteurs locaux et internationaux pour soutenir le secteur touristique et intégrer les innovations numériques dans l'offre touristique de la région ?

Le Conseil régional du tourisme de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma collabore activement avec divers acteurs locaux et internationaux pour soutenir le secteur touristique et intégrer les innovations numériques dans son offre. En partenariat avec l'Office national marocain du tourisme (ONMT), un

plan d'action est mis en place annuellement, incluant un volet important dédié aux outils de promotion digitale et aux campagnes de communication pour renforcer la visibilité de la région à l'échelle nationale et internationale. Cette collaboration s'étend également au Conseil de la région et à la Chambre de commerce, avec lesquels le CRT coordonne les efforts pour développer des stratégies communes, améliorer les infrastructures touristiques et promouvoir l'innovation numérique dans le secteur. Ces partenariats permettent de dynamiser l'offre touristique et de mieux répondre aux attentes des visiteurs à l'ère du digital. ●



– 02 –

L'ORIENTAL

L'Oriental, 20 ans après le Discours Royal de 2003 à Oujda



La montée en puissance de la région de l'Oriental ne se dément pas. Elle est, en effet, en pleine transformation depuis le Discours historique prononcé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI le 18 mars 2003 à Oujda. Les indicateurs d'amélioration sont visibles 20 ans après.

Le Discours Royal du 18 mars 2003 constitue un tournant majeur pour l'Oriental. Il a, en effet, marqué le lancement de l'Initiative Royale pour le développement de cette région, une Feuille de route ambitieuse visant à revitaliser cette région, à la fois sur le plan économique et social.

Dans ce Discours, le Roi a exprimé la volonté de trans-

former l'Oriental en un pôle de développement capable de contribuer au dynamisme économique du pays. Il a mis en lumière les besoins urgents de la région, tels que la lutte contre le chômage, l'amélioration des infrastructures, et le renforcement de la cohésion sociale. Ce Discours a non seulement insufflé une nouvelle dynamique à la région, mais il a également souligné l'import-

...

.../...

tance de la solidarité nationale et de l'inclusion territoriale.

Pour mémoire, ce Discours se résume en quatre grandes orientations. Il s'agit d'abord de la réduction des disparités territoriales. Le Roi a appelé à une action décisive pour combler les lacunes en matière d'infrastructures et de développement humain dans la région de l'Oriental. À cette époque, la région souffrait d'un isolement économique, notamment en raison de l'absence de grands projets structurants. Ensuite, la diversification économique. Le Souverain a insisté sur l'importance de diversifier les activités économiques de la région, qui reposaient principalement sur

afin de réduire la pauvreté et l'exclusion sociale. La mise en place de programmes de formation professionnelle et le développement des petites et moyennes entreprises (PME) ont été encouragés pour soutenir ces efforts.

Nette croissance du secteur tertiaire

Depuis ce Discours, la région de l'Oriental, qui s'étend sur 90.130 km², soit 12,7% du territoire national, a connu une profonde transformation, tant sur le plan des infrastructures que de l'attractivité économique. Ainsi, 20 ans après, les retombées positives des investissements réalisés sont

teur tertiaire, soutenue par un commerce florissant et un tourisme en développement. La région accueille également une industrie florissante, particulièrement dans les secteurs de l'offshoring et du digital. Par ailleurs, l'agriculture, l'aquaculture et la pêche jouent un rôle crucial dans la diversification de l'économie locale. D'ailleurs, en 2023, à l'occasion de la célébration du vingtième anniversaire du lancement de cette Initiative Royale, l'ex-wali de la région de l'Oriental, gouverneur de la préfecture d'Oujda-Angad, Mouaad Jamaï, avait indiqué que si la première décennie a été marquée par la construction et l'édification, et la deuxième décennie par la consolidation de tous les secteurs, la troisième phase actuelle doit capitaliser sur ces acquis en lançant une nouvelle génération de projets productifs, en stimulant l'investissement et en créant des opportunités d'emploi pour la population, en particulier les jeunes, dans toutes les collectivités territoriales.

Le développement de l'Oriental, avec une population de plus de 2,4 millions d'habitants, soit près de 7% de celle du Royaume, repose sur une gouvernance structurée, rassemblant les acteurs clés de la région, comme le Centre régional d'investissement (CRI), les collectivités locales et le Conseil de la région. Cette coopération est guidée par le Programme de développement régional (PDR) 2022-2027 et le Schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT) à l'horizon 2045, conçus en ligne avec le nouveau modèle de développement du Maroc. ●



L'HEURE EST À LA CAPITALISATION SUR LES ACQUIS EN LANÇANT UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE PROJETS PRODUCTIFS, EN STIMULANT L'INVESTISSEMENT ET EN CRÉANT DES OPPORTUNITÉS D'EMPLOI POUR LA POPULATION.

l'agriculture. Le renforcement de secteurs tels que l'industrie, les services, les énergies renouvelables et le tourisme faisaient partie des priorités. Après l'accent a été mis sur le développement des infrastructures. Il concernait la modernisation des infrastructures, non seulement pour relier l'Oriental aux autres régions du Maroc, mais aussi pour renforcer ses capacités logistiques. Ce point a jeté les bases pour la réalisation de projets structurants, comme l'autoroute Fès-Oujda et plus récemment le port Nador West Med. Enfin, la lutte contre le chômage et l'exclusion sociale. Le Discours a mis en lumière la nécessité de créer des emplois, notamment pour les jeunes,

visibles, avec de premiers indicateurs d'amélioration tangibles. L'Oriental a enregistré un renforcement de ses infrastructures, notamment avec le développement du Port Nador West Med, un hub industriel-portuaire en Méditerranée. Ce projet, accompagné d'une amélioration des infrastructures routières (L'autoroute Fès-Oujda, la voie expresse Oujda-Nador ou encore de la Rocade méditerranéenne, qui dessert plus de 200 km de plages et relie 8 villes, de Saïdia à Tanger) et ferroviaires, a renforcé la connectivité de la région à l'échelle nationale et internationale. La région se distingue aussi par une nette croissance de son sec-



L'Oriental à l'aube d'une nouvelle ère : défis et opportunités jusqu'en 2030

La région de l'Oriental est confrontée à des défis significatifs qui nécessitent une approche intégrée pour son développement économique, social et environnemental. En améliorant sa connectivité et en optimisant la gouvernance locale, l'Oriental aspire à devenir un pôle de croissance durable. Des infrastructures modernisées, une diversification économique et une attractivité accrue à l'échelle nationale et internationale sont les piliers de la transformation d'ici 2030.

L'Initiative Royale pour l'Oriental s'aligne parfaitement avec les objectifs de la Vision à l'horizon 2030, qui vise à renforcer le rôle des régions dans la dynamique de développement national. L'Oriental, avec ses atouts géostratégiques, est appelé à jouer un rôle central dans le processus de régionalisation avancée.

D'ici 2030, l'Oriental doit surmonter des défis majeurs liés à son développement économique, social et environnemental. Pour réussir ce pari, la région doit capitaliser sur ses atouts, tout en améliorant sa connectivité et en renforçant la gouvernance locale. En d'autres termes, devenir un pôle de croissance durable nécessite le renforcement des infras-

tructures routières, ferroviaires et portuaires. Cela implique aussi une diversification économique pour renforcer l'attractivité de la région.

La connectivité en expansion

La région de l'Oriental au Maroc est marquée par une transformation majeure grâce à une stratégie d'investissement dans les infrastructures de transport. Les autorités marocaines, en partenariat avec les acteurs régionaux, ont mis en place des projets ambitieux dans les domaines routier, ferroviaire et aérien pour renforcer l'attractivité de la région et faciliter la mobilité de biens et de personnes. Le réseau routier de la région de l'Oriental s'est considéra- .../...

...

blement amélioré au cours des dernières décennies, permettant une meilleure connectivité intra-régionale et nationale. Notons à cet égard l'autoroute Fès-Oujda qui a considérablement amélioré la connectivité de la région avec le reste du pays, facilitant les échanges commerciaux et la mobilité des personnes. La liaison Fès-Oujda qui prolonge l'autoroute Rabat-Meknès-Fès a permis de former un grand axe structurant est-ouest. La région est d'ailleurs appelée à s'inscrire dans la vision 2030 pour le développement et la modernisation du réseau routier. Car ces infrastructures routières participent à l'aménagement équilibré du territoire et permettent le désenclavement des populations rurales et le soutien des investissements.

Pour ce qui est du secteur ferroviaire dans l'Oriental, il commence à bénéficier de l'attention des autorités pour une meilleure intégration au réseau national. La ligne ferroviaire reliant Oujda à Fès constitue l'épine dorsale de la connexion ferroviaire de la région. L'Office national des chemins de fer (ONCF) envisage des projets de modernisation de cette ligne, avec une amélioration de la vitesse et de la capacité de transport. D'ailleurs, pour accompagner la mise en service du nouveau port Nador West Med, l'ONCF prévoit de lancer le chantier de construction de la ligne ferroviaire qui desservira cette méga-infrastructure portuaire. D'une longueur d'environ 52 kilomètres, cette nouvelle ligne ferroviaire à voie unique reliera Selouane au nouveau port Nador West Med, pouvant accueillir un trafic à 160 km/h. Le projet prévoit également le branchement avec le réseau



existant au niveau de la gare de Selouane, la gare de triage du port Nador West Med et ses installations terminales. À noter que ce complexe portuaire, qui constitue l'une des réalisations les plus emblématiques post-Discours Royal de mars 2003 à Oujda, est dans la dernière ligne droite pour la finalisation de la construction de son premier module. L'achèvement des travaux de cette infrastructure portuaire, première phase du projet, est prévu avant la fin de l'année en cours. Pour la seconde phase du projet qui prévoit de mettre en place une zone d'accélération industrielle, son financement est bouclé. Ce port constitue la pierre angulaire du programme de développement de la région de l'Oriental. Il bénéficiera de la position stratégique du Maroc et en particulier de la région de l'Oriental, caractérisée par d'importants flux commerciaux Est-Ouest et Nord-Ouest.

Le renforcement de la connec-

tivité aérienne est l'un des piliers de la stratégie de développement de la région en droite ligne avec les ambitions de la feuille de route touristique à l'horizon 2026. L'aéroport international d'Oujda-Angads est le principal aéroport de l'Oriental, avec une capacité annuelle de plusieurs centaines de milliers de passagers. Il dessert des destinations nationales comme Casablanca, et internationales comme Paris, Bruxelles et d'autres villes européennes, répondant ainsi à la demande des Marocains résidant à l'étranger et des touristes.

Le tourisme : un enjeu stratégique d'ici 2030

Alignée sur les principes de la régionalisation avancée et sur la Feuille de route nationale du tourisme à l'horizon 2026, la région de l'Oriental, riche en paysages diversifiés et en patrimoine culturel unique, vise à devenir une destination touristique de choix au Maroc. Sa vision straté-



gique pour le secteur repose sur la mise en valeur de ses atouts naturels et culturels, l'amélioration des infrastructures, et la promotion d'un tourisme durable.

Elle jouit de tous les ingrédients pour gagner ce pari. Les chantiers touristiques diversifiés, l'accessibilité logistique optimisée, les richesses naturelles et culturelles variées, les programmes de soutien institutionnels... autant de facteurs qui favorisent son développement touristique. Aujourd'hui, la région compte plus de 100 établissements touristiques, dont près d'un tiers sont des hôtels cinq étoiles. Un nombre appelé à augmenter dans les années à venir afin de renforcer l'offre hôtelière de la région, surtout avec l'organisation du Mondial 2030 dans une ville hôte comme Fès. En effet, avec la proximité de cette ville, Oujda s'inscrit comme un relais touristique de choix pour les visiteurs qui souhaitent prolonger leur séjour et découvrir d'autres

facettes du Maroc. Cet événement représente une opportunité économique pour Oujda et sa région, grâce aux retombées attendues dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, et des services touristiques.

Pour soutenir cette diversification, des initiatives de financement ont été prévues, telles que le Fonds d'investissement de la région de l'Oriental, dont le capital a été porté à 300 millions de DH en août 2023, ainsi que les programmes étatiques comme «Go Siyaha» et «Moussanada Siyaha». D'autres initiatives ont été aussi lancées notamment, suite à la signature, en juin 2024, du contrat d'application régional de l'Oriental se rapportant à 26 projets ciblant la valorisation des plages et médinas de l'ensemble de la région. Parallèlement, la création récente de la Société de développement régional du tourisme de l'Oriental constitue une avancée significative dans cette dynamique puisque cette

entité se positionne comme le bras opérationnel de la région, endossant les rôles d'aménageur-développeur, de promoteur d'investissements privés et d'accompagnateur technique des entreprises touristiques. Elle vient ainsi compléter et renforcer l'action des institutions existantes telles que le Centre régional d'investissement, la Société marocaine d'ingénierie touristique et l'Agence de l'Oriental.

L'Oriental, acteur clé de la vision numérique à l'horizon 2030

La région de l'Oriental, créée dans une dynamique de développement et de modernisation, s'inscrit pleinement dans la stratégie «Maroc Numérique». Grâce à des initiatives locales ambitieuses et un soutien national accru, elle vise à renforcer son intégration dans l'économie numérique et à développer des écosystèmes technologiques de pointe, contribuant ainsi aux objectifs nationaux de transformation digitale.

Les autorités de la région de l'Oriental, en collaboration avec des acteurs publics et privés, travaillent à l'élaboration d'un cadre favorable à l'innovation technologique. Des projets de hubs numériques, incubateurs de startups, et formations spécialisées voient le jour, créant un environnement propice à l'entrepreneuriat digital. La Technopole d'Oujda joue un rôle central dans cette transformation, accueillant des entreprises spécialisées dans les technologies de l'information et les énergies renouvelables, avec des espaces de coworking et des centres de recherche favorisant la collaboration et l'innovation.

...



...

L'alignement de la région sur la stratégie «Maroc Numérique» repose également sur un effort de formation et d'inclusion numérique. En partenariat avec des établissements d'enseignement supérieur et des centres de formation professionnelle, des cursus en technologie de l'information, développement web, et cybersécurité sont proposés, répondant aux besoins croissants de main-d'œuvre qualifiée dans le domaine digital.

Offshoring : l'Oriental s'aligne sur la vision 2030

Alors que l'offshoring connaît un essor au Maroc, la région de l'Oriental se positionne comme un acteur de choix, attirant de plus en plus d'investisseurs étrangers et locaux. Avec l'amélioration continue des infrastructures, des connexions de transport et des incitations à l'investisse-

ment, l'Oriental est en passe de devenir un pilier majeur de l'offshoring marocain. La région s'aligne ainsi sur la Vision 2030 du Royaume, qui ambitionne de faire du Maroc un hub régional des services et des nouvelles technologies.

La proximité avec l'Europe permet à la région d'offrir des prestations compétitives pour les clients européens, notamment dans les secteurs des centres d'appels, des services informatiques, et du développement de logiciels. Dans ce sillage, il y a lieu de noter l'importance de la technopole d'Oujda qui constitue un hub d'innovation. Inaugurée en 2013, la Technopole d'Oujda propose un cadre dédié aux activités de l'offshoring, bénéficiant d'infrastructures modernes et de services adaptés aux entreprises. À ce jour, plusieurs entreprises y sont installées, générant des em-

ploi pour les jeunes talents de la région. Grâce à son incubateur et à ses espaces de coworking, la Technopole joue un rôle clé dans l'encouragement de l'innovation locale et l'attrait de l'investissement.

Le renforcement de la formation des ressources humaines positionne l'Oriental comme une région compétitive et attractive pour les investisseurs, surtout dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre qualifiée. Cette stratégie de formation contribue à la réduction du chômage chez les jeunes, et améliore l'offre locale de talents, capable de répondre aux exigences des entreprises nationales et internationales.

L'essor industriel pour une économie diversifiée

La Région de l'Oriental affiche une transformation industrielle



techniques et professionnelles adaptées aux besoins du marché.

La formation : un atout pour l'attractivité de l'Oriental

Le renforcement de la formation des ressources humaines positionne l'Oriental comme une région compétitive et attractive pour les investisseurs, surtout dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre qualifiée. Cette stratégie de formation contribue non seulement à la réduction du chômage chez les jeunes, mais elle améliore également l'offre locale de talents, capable de répondre aux exigences des entreprises nationales et internationales. Aujourd'hui, sur les 22 centres programmés, 14 sont déjà opérationnels et 6 autres sont en cours de construction.

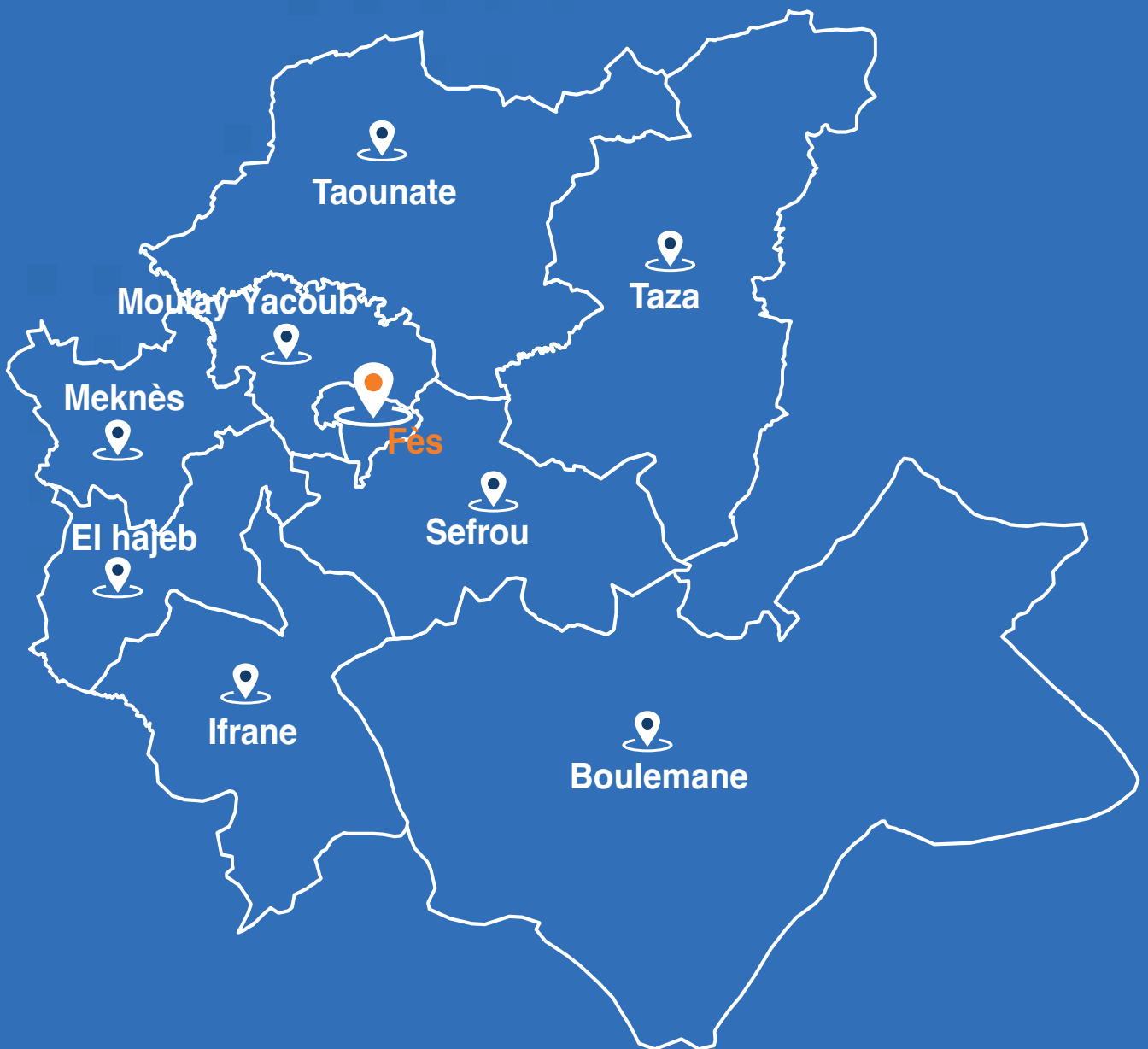
Pour ne citer que la Cité des Métiers et des Compétences à Nador inaugurée en octobre 2022, elle a été un jalon important pour attirer les investisseurs à la recherche de jeunes qualifiés, car elle propose une offre de formation en adéquation avec les caractéristiques territoriales et répond aux besoins des professionnels des différents secteurs porteurs de la région, tels le tourisme, les nouvelles technologies et l'offshoring.

Ces formations spécialisées visent à doter les jeunes diplômés de compétences techniques et pratiques, ce qui les rend directement opérationnels sur le marché du travail. En outre, la Technopole d'Oujda, fer de lance de l'innovation régionale, joue un rôle clé dans l'intégration des jeunes dans des formations en technologie et en gestion de projets, en phase avec les exigences du secteur des TIC et des services partagés. ●

qui contribue à la diversification de son économie. Pour ce faire, elle abrite plusieurs zones industrielles, dont la Technopole d'Oujda, qui est au cœur de la stratégie de développement industriel de la région. Cette technopole attire des entreprises dans les secteurs des technologies de l'information, de la logistique, et de l'offshoring. Elle propose des infrastructures modernes et un environnement propice aux entreprises innovantes. D'autres zones, comme celles de Berkane et de Nador, accueillent des industries agroalimentaires et manufacturières, renforçant ainsi l'économie régionale.

La stimulation des investissements, l'un des quatre axes de l'Initiative Royale pour le développement de la région de l'Oriental, demeure le grand défi que les acteurs et responsables locaux et nationaux as-

pirent à relever, en s'appuyant sur les acquis de cette stratégie royale de développement, qui a fait de la région un pôle de développement prometteur et un espace propice pour attirer les investissements afin de créer des opportunités d'emploi et d'améliorer les conditions de vie de la population. Ces défis ont déjà commencé à être relevés avec l'installation en 2023 du premier groupe industriel spécialisé dans la conception et la fabrication d'équipements pour l'automobile, «APTIV», dans la technopole d'Oujda, avec un investissement de 394 millions de dirhams. Ces zones industrielles jouent un rôle essentiel dans l'attraction des investissements, notamment étrangers, en proposant des incitations fiscales, un accès facilité aux services logistiques et une main-d'œuvre qualifiée, issue des formations



— 03 —

FES-MEKNES

Fès-Meknès, un potentiel inépuisable



Au cœur du Maroc, la région de Fès-Meknès se distingue par sa richesse historique, son dynamisme économique et ses ambitions futures. Alliant tradition et modernité, elle aspire à devenir un modèle de développement régional d'ici 2030, en s'appuyant sur ses pôles agricoles, industriels et touristiques.

Située au centre du Maroc, Fès-Meknès a été créée en 2015 suite au découpage régional, regroupant les anciennes régions de Fès-Boulemane, Meknès-Tafilalet et Taza-Al Hoceïma-Taounate. Elle constitue une manne démographique importante au niveau national avec un effectif de 4,2 millions d'habitants, soit 12,5% de la population totale.

En plus de ces sites principaux, la région recèle d'atouts naturels qui lui offre un paysage morphologique impressionnant.

Un nombre important de sites attrayants recélant des qualités paysagères d'une rare beauté sont répartis sur l'ensemble du territoire de la région : des sources, des cascades, des vallées et des grottes innombrables qui attirent des centaines de visiteurs.

Bénéficiant d'un milieu naturel propice au développement et d'un climat favorable, la région connaît une belle dynamique grâce aux efforts initiés dans le cadre des déclinaisons régionales des stratégies nationales dédiées à des secteurs à forte valeur ajoutée. Aujourd'hui, la région réalise de belles performances qui lui permettent d'être leader national dans certaines filières.

La région bénéficie également d'un capital humain performant soutenu par une offre de formation compétitive regroupant des universités et des écoles d'ingénieurs et de commerce reconnues telles l'ENSAF (École nationale des sciences appliquées

de Fès), l'ENSAM (École nationale supérieure d'art et métiers) et l'ESI2A (École supérieure d'ingénierie automobile et aéronautique).

Notons également la présence de la première école d'ingénierie digitale et d'intelligence artificielle en Afrique, ainsi que la Cité des métiers et des compétences (CMC).

La région se distingue comme l'une des zones les plus dynamiques du Maroc, grâce à son emplacement stratégique et à ses infrastructures modernes. Avec un réseau routier représentant 21% du réseau routier national, un réseau ferroviaire de 200 kilomètres et son aéroport international Fès-Saïss d'une capacité d'accueil de trois millions de passagers, Fès-Meknès s'affirme ainsi comme un carrefour incontournable pour le commerce et l'attractivité du Maroc sur la scène nationale et internationale. D'ailleurs, dans le cadre de la régionalisation avancée, la région de Fès-Meknès met en place des projets pour diversifier son économie et renforcer son attractivité à l'horizon 2030. Les axes stratégiques incluent le développement des infrastructures de transport pour améliorer la connectivité, la valorisation de l'agriculture durable et la transformation des produits agricoles et l'essor du secteur touristique, avec la préservation du patrimoine et le développement d'un tourisme culturel et écologique. En plus de la promotion de l'investissement dans les industries de pointe et les technologies vertes. ●

Fès-Meknès : un nouveau cap pour 2030



Positionner la région en un hub économique générateur d'emploi et de richesses. Telle est l'ambition de la région de Fès-Meknès, qui s'engage à développer le potentiel d'innovation et de croissance en se tournant vers de nouvelles filières et des secteurs à forte valeur ajoutée. Tout cela dans un esprit de convergence des énergies, conformément aux recommandations du nouveau modèle de développement. À l'horizon 2030, la région aspire à franchir un nouveau cap dans son développement.

La région de Fès-Meknès, forte de son patrimoine historique et culturel, s'inscrit dans une dynamique ambitieuse de développement dans le cadre de la régionalisation avancée, processus visant à renforcer le rôle des régions dans la mise en œuvre des stratégies nationales, en particulier à l'horizon 2030. La région s'appuie sur ses atouts, notamment son positionnement géographique, son capital humain qualifié et ses infrastruc-

tures modernes, pour attirer les investissements et favoriser la création d'emplois. Sans oublier le Mondial de football 2030, dont la ville de Fès sera l'une des villes hôtes, qui constitue une opportunité unique pour la région. Cet événement mondial, qui devrait attirer des milliers de visiteurs, renforcera le rayonnement international de la ville et de la région dans son ensemble. Les autorités locales et régionales travaillent déjà à améliorer les infrastructures sportives,

hôtelières et de transport afin de répondre aux exigences de cet événement de grande envergure. Les ministères, le Centre régional d'investissement (CRI), les fédérations, les offices, les Agences de développement, la wilaya, le Conseil régional, les Chambres professionnelles, la CGEM, la société civile... tous les acteurs sont mobilisés pour relever ce défi. À noter qu'une vision de développement a été élaborée pour la région de Fès-Meknès. L'objectif est de définir un positionnement stratégique sur des écosystèmes à fort potentiel d'ici 2035, en identifiant les secteurs et écosystèmes prioritaires à forte valeur ajoutée, en tenant compte des atouts de la région, des attentes des investisseurs nationaux et internationaux, ainsi que des potentialités intrinsèques de Fès-Meknès. Il

s'agit notamment du Tourisme & Artisanat, de l'Agriculture & Agroalimentaire ainsi que de l'industrie (mobilité, automobile, ferroviaire, créativité et digital). Dans cette même perspective, le 27 octobre 2024, le ministre de l'Intérieur, Abdelouafi Laftit, a annoncé, lors de la cérémonie d'installation de Mouaad Jamaï, que le Roi Mohammed VI a nommé wali de la région Fès-Meknès, gouverneur de la préfecture de Fès, le lancement de projets structurants d'une valeur de plus de 12 milliards de DH à Fès-Meknès et qui devront ériger la région en pôle économique et touristique de premier

tendance qui sera renforcée par des événements majeurs à venir, telle que la Coupe du monde en 2030. Au cœur de cette dynamique, la région de Fès-Meknès occupe une place singulière. Reconnue pour ses merveilles historiques, culturelles et architecturales, elle a plus d'un atout pour séduire ses visiteurs. Dotée d'un riche patrimoine culturel (4 Médinas historiques ; un site archéologique ; des monuments historiques ; des Moussems et festivals culturels...), la région se positionne en tant que destination touristique distinguée par son produit touristique singulier.

Dans la Feuille de route du tourisme 2026-2030, la région de Fès-Meknès joue un rôle important, notamment dans les filières liées au tourisme culturel et au tourisme de nature, à savoir «Circuits

culturels», «Nature, Trekking et Hiking» pour les touristes internationaux et «Nature & Découverte» pour le tourisme interne. Fès a également le potentiel de devenir une vraie destination de tourisme urbain d'où son positionnement dans la filière «City Break». Le savoir-faire artisanal ancestral renforce encore la position concurrentielle de la région qui se distingue par son authenticité, notamment dans les domaines de l'art du bois, du tissage, du cuir, de la céramique et des pierres taillées. Tous ces métiers sont valorisés grâce à des initiatives comme les Salons thématiques organisés par la Chambre d'artisanat de la région de Fès-Meknès (CARFM), qui œuvrent à promouvoir l'artisanat local et à soutenir les arti-

sans. Le bi-pôle de Fès-Meknès s'affirme également comme un centre de transmission des savoirs ancestraux. Des ateliers sont organisés pour préserver et transmettre les compétences artisanales aux jeunes générations, assurant ainsi la pérennité de cet héritage culturel unique.

Dans cette région, le passé et le présent se rencontrent, alliant authenticité et modernité. C'est cette harmonie qui fait et qui fera de Fès-Meknès une destination incontournable pour les touristes ou les amateurs de football dans le cadre de la Coupe du monde 2030. Entre tradition et innovation, la région promet une expérience unique aux supporters du monde entier, alliant son riche patrimoine à des infrastructures ultramodernes.

Agriculture et agro-industrie : à la conquête de nouveaux horizons. Le secteur agricole de Fès-Meknès connaît une dynamique de développement remarquable, soutenue par les déclinaisons régionales des stratégies nationales en l'occurrence le Plan Maroc Vert (PMV), principal vecteur de développement du secteur de l'agriculture dans la région. Aujourd'hui, Fès-Meknès se positionne comme le deuxième pôle agricole du Royaume, avec des performances notables dans certaines filières. Elle vise, cependant, à renforcer sa position en agro-business, avec l'ambition de devenir le premier pôle agricole pluridisciplinaire. Pour ce faire, elle adopte une approche axée sur plusieurs axes stratégiques, tels que l'introduction de nouvelles techniques de production, l'extension des terres irriguées et la spécialisation dans des produits à forte valeur ajoutée en lien avec l'agro-industrie.

.../...



FÈS-MEKNÈS EST L'UNE DES PRINCIPALES ZONES INDUSTRIELLES DU MAROC, COMPTANT 1.619 UNITÉS EXTRACTIVES ET MANUFACTURIÈRES QUI EMPLOIENT ENVIRON 43.000 PERSONNES.

plan au niveau national. Le ministre a précisé que ces chantiers se déclinent en deux volets dont le premier concerne des projets structurants avec un coût total dépassant 11 milliards de dirhams, ajoutant que le second volet du programme stratégique pour la mise en valeur de la région comprend des projets de développement et de réhabilitation de la médina de Fès, dans l'objectif d'améliorer son attractivité pour la période 2025-2029, pour un montant total de 1,26 milliard de dirhams.

Tourisme & Artisanat, piliers économiques

Le secteur touristique national a connu un rebond vigoureux ces dernières années, une

.../...

Elle encourage également l'investissement agricole, le développement de l'élevage et des coopératives régionales, la valorisation des produits du terroir, ainsi que l'amélioration des capacités de stockage et de réfrigération des produits agricoles, notamment par la création de zones dédiées. La promotion de l'innovation et de la recherche agricole fait partie intégrante de cette stratégie. C'est pour dire que la région de Fès-Meknès est un important producteur à l'échelle nationale de plusieurs produits agricoles grâce à son expertise, ses atouts en termes climatiques et géographiques. En effet, grâce à la proximité des bassins de production de la matière première, la disponibilité de l'infrastructure industrielle (Agropôle de Meknès) et le développement de nouveaux procédés

technologiques de production, la région a pu développer le secteur de l'agroalimentaire jusqu'à atteindre de meilleurs classements en termes d'exportations.

De nos jours, la région se caractérise par une riche diversité de cultures, se distinguant particulièrement dans les filières oléicole, céréalière, viticole, des rosacées et des viandes rouges. Cette variété témoigne d'un savoir-faire agricole solidement ancré et d'un climat idéal pour la culture des produits de qualité.

Pour soutenir le développement de la filière agro-industrielle, la région a lancé plusieurs projets d'envergure. Parmi ceux-ci, le projet d'aménagement hydro-agricole de la plaine de Saïss, qui vise à combler le déficit

de la nappe phréatique et à préserver l'agriculture irriguée dans cette zone. De plus, la région est dotée d'un Centre d'innovation en agro-alimentaire, «Cenam Innovation», situé dans l'agropôle de Meknès. Objectif : Former les compétences de demain et accompagner les porteurs de projets, tout en soutenant l'incubation de startups et l'innovation pour les agro-industriels.

Parmi les projets phares figure l'inauguration de la halle technologique alimentaire au niveau du «Qualipôle Alimentation de Meknès». Il s'agit d'un bâtiment industriel qui vise l'accompagnement de l'innovation et le transfert des savoirs et des techniques à travers la recherche, l'innovation et la formation dans son volet technique et technologique. Ce projet a pour objectif de dévelop-



per des produits des entreprises agro-alimentaires, notamment les startups incubées. Il soutient également les innovations dans le domaine des industries agroalimentaires, ce qui devrait permettre d'accroître la compétitivité des entreprises de ce secteur aux niveaux national, africain et extérieur en général.

À l'horizon de 2035, la région ambitionne de se transformer en un pôle agro-industriel majeur au niveau national, exploitant les synergies entre ses provinces et préfectures.

Industrie : la région mise sur les filières porteuses

Fès-Meknès est l'une des principales zones industrielles du Maroc, comptant 1.619 unités extractives et manufacturières qui emploient environ 43.000 per-

sonnes. Pour revitaliser son secteur industriel, la région bi-pôle de Fès et Meknès a lancé d'ambitieux projets de parcs industriels, soutenus par un Plan de développement régional (PDR). Parmi ces initiatives, le Parc industriel de Aïn Cheggag (PIAC) et la Zone d'accélération industrielle (ZAI) qui se distinguent par leur capacité à répondre à des enjeux socio-économiques et environnementaux variés.

Aujourd'hui, la région a mis le paquet sur la redynamisation de son tissu industriel en encourageant le développement des filières à fort potentiel de croissance, dont les industries créatives et digitales qui contribuent de manière significative à la croissance économique et à l'innovation, et stimulent l'entrepreneuriat. En effet, l'écosystème des industries créatives et digitales figure parmi les 5 écosystèmes porteurs de la Région, identifiés dans le cadre de la stratégie de positionnement et de développement économique de la Région à l'horizon 2035. Il s'agit d'un secteur qui a besoin d'être valorisé pour qu'il bénéficie d'une vision et de synergies fortes. Au niveau de la dynamique régionale, il est important que la Région saisisse ses atouts pour développer son plein potentiel et faire de cette branche un levier de développement. Pour atteindre cet objectif, la région prévoit de se doter d'infrastructures modernes et adaptées, favorisant l'innovation. Elle promeut la création de parcs technologiques et d'incubateurs d'entreprises pour

soutenir les startups et les projets innovants. Et pour répondre aux besoins croissants du marché, des centres de formation spécialisés dans les métiers créatifs et numériques seront mis en place. Sans oublier la mise en place des espaces Collaboratifs et Coworking et l'organisation d'événements permettant de présenter l'offre territoriale proposée par la Région en matière d'innovations dans ces industries auprès des investisseurs potentiels et de favoriser l'échange entre les startups régionales opérant dans cet écosystème.

Sur le volet incitatif, de nombreux mécanismes ont été mis en place, et ont également contribué à renforcer l'attractivité de la région et améliorer le climat des affaires, ce qui a permis d'attirer d'importants investissements industriels. Le ministère de l'Industrie et du commerce se penche actuellement sur l'élaboration d'une nouvelle stratégie industrielle en concertation avec les opérateurs et les régions. Cette nouvelle stratégie aura pour mot d'ordre le territoire, avec ses opportunités et compétences et les domaines à développer en partenariat avec les autorités locales.

Banque de projets, Charte de l'investissement, «Stratégie Digital Morocco 2030» ou encore les partenariats font partie, aujourd'hui, des mécanismes, outils et incitations mis en place pour attirer les investisseurs. L'enjeu consiste à faire de cette région un pôle d'investissement, en favorisant le développement d'une économie locale dynamique qui crée des emplois et des richesses. ●



Entretien avec le président du Conseil régional du tourisme de Fès-Meknès

Moulay Ahmed Sentissi : «Notre objectif est de repositionner notre région parmi les trois premières destinations touristiques du Royaume»



La région de Fès-Meknès se prépare activement pour la Coupe du Monde de Football 2030. Sa ville principale étant une ville hôte de cet événement planétaire. Plus de détails sur ces préparatifs avec le président du Conseil régional du tourisme de Fès-Meknès, Moulay Ahmed Sentissi, qui vante les atouts de la région et met en lumière la stratégie de rayonnement de la destination.

Le Matin : Quels sont les atouts majeurs de la région de Fès-Meknès, lui conférant le statut de destination incontournable, tant à l'échelle nationale qu'internationale, à l'horizon 2030 ?

Moulay Ahmed Sentissi : Permettez-moi tout d'abord de vous remercier pour cette opportunité de présenter les richesses de notre région, qui est sans nul doute l'une des plus magnifiques du Royaume, si ce n'est la plus exceptionnelle. La région a l'honneur d'abriter

deux villes impériales, Fès et Meknès, inscrites au Patrimoine culturel mondial. Cette double identité impériale confère à Fès-Meknès la plus grande concentration de monuments historiques du pays, notamment l'Université Al Quaraouiyyine, la plus ancienne au monde, jouissant d'une renommée internationale.

En complément de ce patrimoine culturel d'exception, notre région offre une nature d'une rare beauté, avec des parcs emblématiques tels que celui d'Ifrane, surnommée la «Petite Suisse» marocaine, avec sa majestueuse forêt de cèdres. À cela s'ajoute le parc de Tazekka, véritable trésor naturel, avec des sites remarquables tels que les célèbres grottes de Friouato, particulièrement prisées des amateurs de spéléologie. La région recèle également des sites exceptionnels, comme les cascades de Boulmane, combinant patrimoine historique, traces paléontologiques et produits locaux, ainsi que la plus grande station thermale du Maroc et d'Afrique, Vichy Moulay Yacoub. Enfin, notre région s'illustre par une riche programmation culturelle et des événements d'envergure mondiale, tels que le Festival des musiques sacrées de Fès, reconnu comme l'un des rendez-vous culturels les plus prestigieux au monde. Il y a aussi d'autres événements qui sont très connus, comme le Festival des cerises et le Festival du safran.

Grâce à ces atouts exceptionnels, la région de Fès-Meknès a été classée en 2024 comme la quatrième destination culturelle mondiale. Ces éléments constituent des fondements solides pour attirer des visiteurs en quête de tourisme culturel, naturel, de bien-être et spirituel, à l'image de la Ziyarat Tijaniya. Le sanctuaire de Moulay de Sidi Ahmed Tijani est un lieu de pèlerinage pour des mil-

lions d'adeptes à travers le monde.

Comment se décline votre stratégie de promotion pour positionner cette région comme une destination incontournable, aussi bien pour les visiteurs nationaux qu'internationaux ?

Notre stratégie de promotion de la destination repose sur plusieurs axes complémentaires. Tout d'abord, il est impératif de lever certains obstacles, notamment en matière de connectivité aérienne. Bien que des avancées aient été réalisées, il reste beaucoup à faire pour améliorer les liaisons aériennes, indispensables pour développer le tourisme. Cette année, l'aéroport de Fès-Saïss a accueilli environ 1,9 million de passagers, bien que sa capacité soit de 2,5 millions. Des projets d'extension sont en cours, en vue notamment de la Coupe du Monde, ce qui devrait améliorer l'accessibilité aérienne de la région. Nous avons mis en place une stratégie de marketing territorial, commercial et de communication. Pour la première fois, la région de Fès-Meknès a été mise à l'honneur au Salon international du tourisme à Paris, en septembre dernier, ce qui a permis d'établir des partenariats avec plusieurs aéroports français et de renforcer notre collaboration avec des tour-opérateurs et la presse internationale. Dans ce cadre, nous organisons des voyages de presse et des ateliers pour faire découvrir notre région et mieux la promouvoir à l'étranger. Ces initiatives visent à renforcer la notoriété de Fès-Meknès et attirer davantage de visiteurs.

Parmi les événements majeurs que nous préparons, figure la CRT Gulf Cup, une compétition de golf organi-

sée par le Conseil régional du tourisme (CRT), qui se déroulera du 17 au 21 novembre. Cet événement réunira environ 60 tour-opérateurs, présidents d'associations de golf, journalistes internationaux, ainsi que des personnalités influentes de l'étranger. Il s'agira d'une opportunité unique de promouvoir la région à travers le golf et de partager les attraits de notre territoire. Par ailleurs, nous préparons également la Foire internationale du tourisme de Meknès, un Salon de portée nationale et internationale, qui permettra aux provinces de la région de présenter leurs nombreux atouts. Ce Salon est co-organisé par le Conseil régional du tourisme en partenariat avec l'association Ismailia Al Kobra. Nous planifions d'autres initiatives en collaboration avec l'Office national marocain du tourisme (ONMT), les institutions régionales et les autorités locales. Dans ce cadre, un Salon du thermalisme est prévu pour début 2025. Par ailleurs, nous lancerons des cartes touristiques par province, en collaboration avec les autorités locales, et développerons des sites web et plans d'offres dédiés. Une connaissance fine de l'offre locale est essentielle pour une promotion efficace.

Notre souhait est que cette magnifique région regagne la visibilité qu'elle mérite. Sur le plan des relations publiques, nous accueillons régulièrement des journalistes et équipes de télévision internationales. En partenariat avec l'ONMT, nous avons déjà diffusé deux capsules vidéo, notamment sur «Euronews», sur les parcours de golf de la région. Ce média a une audience de plus de 400 millions de téléspectateurs dans le monde, ce qui est une excellente visibilité pour notre région.

Sous l'Égide de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, la région aura le privilège d'accueillir des événements d'envergure tels que la Coupe d'Afrique des Nations en 2025, et elle se prépare activement à la Coupe du Monde 2030. La ville principale de la région est en pleine transformation pour accueillir ces manifestations structurantes. Toutefois, une autoroute Fès-Tanger serait un atout précieux pour compléter ce développement.

Comment se décline votre stratégie marketing ?

Actuellement, la durée moyenne de séjour dans la région n'excède pas deux jours, et notre objectif est de l'allonger à trois jours et demi, voire davantage. La région compte environ 420 établissements hôteliers classés, et nous aspirons à attirer de grandes enseignes internationales ; plusieurs négociations sont d'ailleurs en cours. Pour le tourisme national, des villes comme Ifrane, pour le tourisme de montagne, et Moulay Yacoub, pour le tourisme thermal, constituent des pôles d'attraction majeurs. Nous travaillons également au développement de circuits intra-régionaux pour diversifier l'offre et encourager les visiteurs à prolonger leur séjour. Il est également question de mettre en place des circuits équestres pour renforcer l'attractivité de la région.

L'autre sujet important aujourd'hui est la digitalisation. Comment le CRT aborde-t-il ce volet ?

Nous travaillons en étroite collaboration avec le ministère du Tourisme pour développer des programmes de soutien à la digitalisation, permettant aux opérateurs de bénéficier de primes pour digitaliser leurs services, y compris dans la restauration et l'animation touristique. Nous espérons que davantage de professionnels adopteront ces technologies pour se moderniser.

Qu'en est-il du volet animation, un aspect qui manque à la destination ?

Nous collaborons étroitement avec le ministère du Tourisme pour lancer des projets d'animation. Actuellement, il nous manque une offre d'animation suffisante, notamment en hôtels club pour accueillir des familles durant la haute saison. Le ministère du Tourisme a initié des programmes tels que «Go Siyaha», qui a permis au Conseil régional du tourisme d'organiser un séminaire rassemblant 180 professionnels. Par ailleurs, le projet

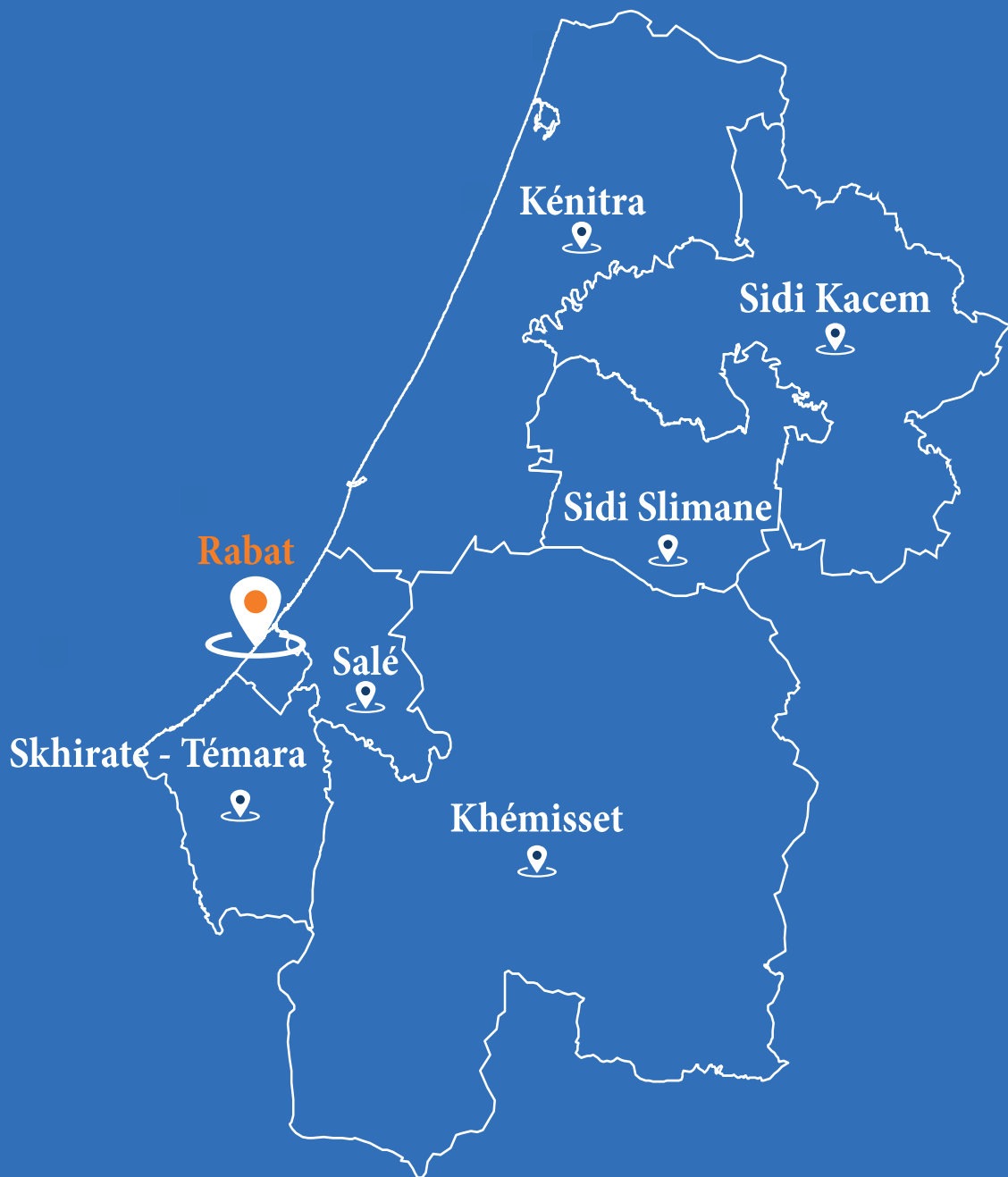
«Cap Hospitality», en partenariat avec des banques régionales, facilite la rénovation des hôtels et riads grâce à des prêts garantis par l'État sans intérêt, allant de 3 à 100 millions de dirhams, remboursables sur 12 ans.

Comment évaluez-vous les programmes «Go Siyaha» et «Cap Hospitality» ?

Nous sommes très optimistes. «Go Siyaha» est bien accueilli, car toute initiative favorisant l'animation et le développement est la bienvenue. Cependant, il est aussi essentiel de moderniser notre parc hôtelier vieillissant. «Cap Hospitality» offre une opportunité unique d'investir dans cette région à fort potentiel, riche en histoire et tournée vers l'avenir. Nous souhaitons qu'elle retrouve sa place parmi les destinations les plus prisées, tant au niveau national qu'international.

Quid du développement durable et de la formation ?

Nous favorisons également le développement durable, en encourageant l'installation de panneaux solaires et les solutions d'économie d'eau. La région doit tendre vers un tourisme responsable, préservant ses ressources tout en valorisant son authenticité. Le projet «Kafaa», cher à nos yeux, rend hommage aux professionnels du tourisme ayant acquis leurs compétences sur le terrain sans avoir eu la chance de poursuivre des études. Des sessions ont été organisées pour régulariser leur statut et leur permettre de recevoir des diplômes reconnus. La formation est un pilier essentiel pour préparer l'avenir. Il faut former non seulement des cuisiniers, des réceptionnistes, mais aussi des guides touristiques et des transporteurs. Tout cela fait partie de notre plan de préparation pour 2030. Enfin, il est crucial de valoriser les produits du terroir, car la région de Fès-Meknès est l'une des plus riches en matière de gastronomie, non seulement au niveau national, mais aussi international. La mise en avant de ces produits exceptionnels est une composante essentielle de notre offre touristique. ●



— 04 —

RABAT-SALÉ
-KÉNITRA

Rabat-Salé-Kénitra : un grand potentiel à exploiter



Avec une forte urbanisation et une croissance démographique notable, la région de Rabat-Salé-Kénitra se positionne comme un acteur clé de l'économie nationale, contribuant significativement au PIB du pays grâce à ses secteurs tertiaire et agricole.

Créée suite au redécoupage territorial de 2015, la région de Rabat-Salé-Kénitra est le fruit de la fusion entre l'ancienne région de Rabat-Salé-Zemmour-Zaër et celle de Gharb-Chrarda-Beni Hssen. Elle est délimitée au nord par la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, au sud-est par Fès-Meknès, au sud par Casablanca-Settat et Béni Mellal-Khénifra, et bordée à l'ouest par l'océan Atlantique. S'étendant sur 17.570 km², soit 2,5% de la superficie totale du Royaume, la région comprend trois préfectures et quatre provinces : Rabat (118 km²), Salé (672 km²), Skhirate-Témara

(485 km²), Khémisset (8.305 km²), Kénitra (3.052 km²), Sidi Kacem (3.113 km²) et Sidi Slimane (1.825 km²). D'après le recensement de 2014, la région abrite 4.580.866 habitants, soit 13,5% de la population marocaine. Elle se classe ainsi au second rang national derrière Casablanca-Settat. Sa population est passée de 4.023.217 habitants en 2004 à 4.580.866 en 2014, marquant un taux de croissance annuel moyen de 1,31%, légèrement supérieur à la moyenne nationale (1,25%). La région se classe au sixième rang des régions en termes de croissance démographique. La répartition par genre est pratiquement équilibrée avec un

rapport de masculinité de 101. La population urbaine atteint 3.198.712 habitants, soit un taux d'urbanisation de 69,8%, contre 1.382.154 en milieu rural. Cette urbanisation, en hausse de 4 points par rapport à 2004 (65,6%), traduit une dynamique urbaine plus marquée que celle observée à l'échelle nationale, où le taux d'urbanisation a progressé de 5 points. Dans les zones rurales, la population est quasiment stable, voire en légère diminution. Entre 2004 et 2014, la population urbaine a crû de 2.637.404 à 3.198.712 habitants, avec un taux de croissance annuel moyen de 1,9%, alors que la population rurale a légèrement diminué passant de 1.385.813 à 1.382.154 habitants, soit un taux de croissance annuel négatif de -0,03%.

...



.../...

En 2014, le produit intérieur brut (PIB) de la région s'élevait en 2014 à 150,7 milliards de dirhams, enregistrant une augmentation de 7,1% par rapport à 2013. Cette contribution représentait 16,3% du PIB national. En 2019, le PIB de la région a évolué à 195.215 milliards de dirhams, soit 15,3% du PIB national. En 2022, et selon les chiffres du HCP relatif à la Contribution régionale à la création du PIB en valeur, la région de Rabat-Salé-Kénitra, a eu un apport estimé à plus de 16,1% se classant en deuxième position derrière la région Casablanca Settat.

L'économie régionale se caractérise par une forte contribution du secteur tertiaire, qui génère 64,8% de la valeur ajoutée de la région, représentant 19,8% de la valeur ajoutée nationale du secteur tertiaire en 2014.

Le secteur agricole constitue le principal moteur de l'économie de la région de Rabat-Salé-Kénitra. La région détient 11% de la surface agricole utile du pays.

La contribution de la région à la production céréalière nationale est d'une grande importance dépassant les 15 millions de quintaux, et représente ainsi environ 15% de la production nationale. Mais, avec la sécheresse qui frappe le Maroc, il faut s'attendre à une baisse de cette contribution.

Parallèlement à l'agriculture, la région est connue par l'élevage intensif des ovins, des bovins, des caprins et des équidés, en plus de la basse-cour et de l'apiculture.

L'économie de la région dépend également du secteur industriel qui occupe la deuxième position dans l'économie de la région de par son importance.

Concernant le marché du travail, selon le HCP, la région a affiché, au deuxième trimestre 2024, un taux de chômage de 13,3%.

En termes d'infrastructures, la région dispose d'un réseau routier de 5.725 km (dont 78,7% de route revêtue) réparti entre routes nationales (482,2 km), régionales (991 km) et provinciales (3.922 km). La région dispose d'une voie de contournement express de 53 km de longueur. La densité de ce réseau reste relativement importante par rapport à la moyenne nationale (12 km de routes pour 100 km² contre 8,6 km au niveau national).

S'appuyant sur son potentiel touristique très important, la région est la sixième destination touristique marocaine, avec une part prédominante de la ville de Rabat qui totalise près de 80% de l'offre touristique de la région. ●

Rabat-Salé-Kénitra : un modèle de croissance économique équilibrée



La stratégie à long terme de la région de Rabat-Salé-Kénitra confirme son ambition de se positionner comme acteur clé de l'économie marocaine à l'horizon 2030. Mais la région doit relever les défis liés entre autres au développement durable et aux disparités sociales et géographiques.

Deuxième plus grand contributeur dans le PIB national, la région de Rabat-Salé-Kénitra affiche aujourd'hui une certaine robustesse économique. Depuis sa création en 2015, à la faveur du redécoupage territorial, elle s'est imposée comme l'une des plaques tournantes de l'économie marocaine. En 2022, et selon les chiffres du Haut-Commissariat au Plan (HCP) relatifs

à la contribution régionale à la création du PIB en valeur, la région de Rabat-Salé-Kénitra, a eu un apport estimé à plus de 16,1% se classant en deuxième position derrière la région de Casablanca Settat

Avec une structure économique dominée par le secteur tertiaire, qui représente 64,8% de sa valeur ajoutée, Rabat-Salé-Kénitra renforce sa position de pôle majeur de services et de développement urbain.

L'infrastructure y occupe un rôle stratégique. La Ligne à grande vitesse (LGV), reliant Kénitra à Casablanca, a significativement amélioré les déplacements, réduisant les temps de trajet et facilitant le transport des marchandises. Cela sans oublier un réseau routier de 5.725 km (dont 78,7% de route revêtue). À cela s'ajoute la zone

franche de Kénitra, véritable moteur d'exportations. En 2023, les exportations de cette zone ont enregistré une augmentation de 12%, tirées par une demande internationale accrue pour les produits du secteur industriel, particulièrement l'automobile. Le complexe industriel PSA Peugeot Citroën, implanté en 2019 à Kénitra, traduit bien l'essor de ce secteur dans la région, avec une capacité de production de 200.000 véhicules par an et un chiffre d'affaires atteignant 35 milliards de dirhams en 2023, soit 25% des exportations régionales. Cette filière emploie directement plus de 3.500 personnes et crée des centaines d'emplois indirects, illustrant l'impact socio-économique de l'industrie automobile régionale.

.../...

...

Dans le domaine agricole, la région bénéficie d'une superficie de terres arables d'environ un million d'hectares, contribuant pour 20% à la production agricole nationale, particulièrement pour les céréales, les fruits et les légumes. Mais, avec les temps de sécheresse qui courent, il faut bien compter quelques baisses.

Tourisme : la stratégie en pleine accélération pour les objectifs de 2030

Le tourisme constitue l'un des axes majeurs de développement, avec une stratégie qui valorise le patrimoine culturel et historique. Inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, Rabat attire des milliers de visiteurs chaque année. Comme de nombreuses régions du Royaume, elle fait la part belle au développement d'un nouveau chantier ; celui du tourisme durable. Et avec la mise en œuvre du Contrat d'application régional de la Feuille de route 2023-2026, qui prévoit 13 projets spécifiques, dont la construction d'un Parc d'exposition, il est question de dynamiser l'offre touristique et positionner la région sur quatre filières thématiques : «Tourisme d'affaires», «Circuits culturels», «Tourisme interne : Bord de Mer» et «Tourisme interne : Nature et Découverte». Le déploiement de cette stratégie sera accéléré avec l'organisation de la Coupe du Monde en 2030, Rabat étant une ville hôte de cet événement auquel se prépare la région. Plusieurs projets d'infrastructures touristiques et urbaines de grande envergure sont actuellement en cours. En collaboration avec les acteurs locaux et nationaux, ces projets visent à renforcer les capacités d'accueil, à moderniser les infrastructures et à

offrir une expérience de visite de haut niveau.

Les disparités socio-spatiales

Cependant, le développement de la région n'est pas exempt de défis. La réduction des disparités sociales et géographiques reste un enjeu crucial. La concentration des infrastructures dans les centres urbains de Rabat, Salé et Kénitra contraste avec les zones rurales où l'accès aux services de base, notamment dans la santé et l'éducation, demeure limité. La population rurale, estimée à 1,38 million d'habitants, a enregistré un taux de croissance négatif de -0,03% entre 2004 et 2014, révélant ainsi le besoin d'investissements pour réduire les inégalités.

Les défis hydriques

La gestion des ressources hydriques est également un défi majeur. La demande en eau ne cesse de croître avec les besoins du secteur agricole, entraînant un stress hydrique important. Et même si les progrès enregistrés témoignent de l'efficacité des programmes d'irrigation et de modernisation adoptés pour renforcer la résilience du secteur agricole face aux défis climatiques, il n'en reste pas moins que le pays est en train de virer vers un climat très aride avec des périodes de sécheresse très longues et très dures. D'où la nécessité de s'engager dans des solutions permettant au secteur de faire face à cette nouvelle donne.

Sur ce point, il faut rappeler que la région a mis en place des programmes de modernisation des systèmes d'irrigation et prévoit la construction de nouvelles retenues d'eau, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour garantir une gestion du-

nable, notamment dans le bassin du Bouregreg. Bien entendu, il y a aussi les projets de construction de stations de dessalement de l'eau de mer au Maroc et qui concernent aussi la région.

Le challenge de la transition écologique

Le développement durable constitue une autre priorité de la région. Avec une population urbaine de 3,2 millions d'habitants et un taux d'urbanisation de 69,8%, une planification urbaine attentive est essentielle. Le Conseil régional a ainsi lancé des initiatives pour promouvoir l'efficacité énergétique et renforcer la gestion des déchets urbains. Sur ce dernier point, il faut noter que la production et le traitement des déchets sont l'une des grandes problématiques environnementales, non seulement au niveau de la région de Rabat-Salé-Kénitra, mais dans la grande majorité des régions du Royaume. Selon le département de l'Environnement, «la production des déchets ménagers dans la région a été et devrait passer à 1.373.363 tonnes en 2030, occupant ainsi le deuxième rang au niveau national après la région de Casablanca-Settat. La gestion de ces déchets est sujette à plusieurs dysfonctionnements allant de la collecte à la mise en décharge». Ce n'est pas tout puisque la majorité des décharges urbaines sont situées soit sur les rives des Oueds, soit sur des vallées ou dans d'anciennes carrières. Quant aux déchets industriels, leur production a atteint 249.009 tonnes en 2015 et est susceptible d'atteindre environ 547.132 tonnes en 2030. Cela n'empêche pas que des efforts soient fournis pour faire face à cette situation. Ainsi, en 2023, des programmes de tri et

de valorisation des déchets ont permis de réduire de 10% le volume des déchets non recyclés.

Chômage : des initiatives pour la création d'emploi

À l'instar des autres régions du Royaume, la région de Rabat-Salé-Kenitra fait face à l'impact de la sécheresse et de la crise économique mondiale. En 2024, elle continue de faire face au défi crucial du chômage, un enjeu qui touche particulièrement les jeunes et les femmes, malgré des efforts en matière d'investissement et d'infrastructure. Selon les derniers chiffres, le taux de chômage dans la région avoisine les 13,2%, soit un niveau supérieur à la moyenne nationale, qui se situe autour de 11,8%. Il est de près de 24% pour les jeunes de moins de 30 ans. Et même si le secteur industriel, en particulier l'auto-

mobile, a contribué à la création de milliers d'emplois dans la zone franche de Kénitra, la concentration de l'emploi dans certains secteurs reste insuffisante pour combler le besoin en opportunités, notamment pour les profils moins qualifiés ou les résidents des zones rurales. Le secteur tertiaire, qui domine l'économie régionale avec près de 65% de la valeur ajoutée, offre des perspectives d'emploi dans les services, mais demeure marqué par la précarité et le manque de stabilité pour de nombreux travailleurs. Pour faire face à cette situation, le contrat-programme 2022-2027 du Conseil régional a prévu des initiatives pour encourager l'entrepreneuriat, renforcer la formation professionnelle et développer des partenariats avec le secteur privé pour générer des emplois pérennes. Doté d'un budget de plus

de 21,3 milliards de dirhams, ce contrat-programme prévoit 95 projets structurés autour de cinq axes stratégiques. Ce programme vise à «consolider le rayonnement, l'attractivité et la compétitivité de la région, à promouvoir l'investissement et à renforcer les infrastructures dans toutes les préfectures». Il s'agit aussi du renforcement de l'inclusion sociale. Il ambitionne de positionner la région comme un pôle de savoir et d'innovation, en pariant sur la digitalisation et l'entrepreneuriat. Pour 2025, le Conseil régional projette un budget de fonctionnement dépassant les 940 millions de dirhams, complété par 816 millions de dirhams pour les équipements. L'élan de développement impulsé par ce plan se concrétise à travers des partenariats public-privé, associant ministères, institutions publiques et privés dans une démarche intégrée et inclusive. ●



La Fondation Mohammed VI des Sciences et de la Santé ne se limite pas à la formation et aux soins, elle s'investit également dans la recherche scientifique. Des structures telles que le Centre Mohammed VI de Recherche et d'Innovation et le laboratoire Mohammed VI Antidopage sont dédiées à la promotion de la recherche fondamentale et appliquée dans le domaine de la santé. Ces centres sont au cœur de l'amélioration continue des pratiques médicales et contribuent à renforcer le système de santé marocain. ●



UNIVERSITÉ MOHAMMED VI
DES SCIENCES ET DE LA SANTÉ
UM6SS - RABAT

Former et enseigner
l'excellence

um6ss.ma

UNIVERSITÉ MULTIDISCIPLINAIRE

Au service des sciences et de la santé

RABAT



Médecine



Médecine vétérinaire



Sciences infirmières et professions de la santé



Ingénierie en sciences de la santé



- Diplômes universitaires **reconnus par l'État**
- Bourses **d'excellence** et bourses* **sociales**
- Employabilité **garantie** au sein de **l'écosystème**

* sous conditions

Scannez ce QR code et
téléchargez la brochure
qui vous convient



Tél. : +212 (0) 5 29 08 91 02

+212 (0) 5 29 03 57 67

Whatsapp : +212 (0) 7 01 07 11 20

E-mail : admission@um6ss.ma

Interview du directeur du Centre régional d'investissement de Rabat-Salé-Kénitra

Mohcine Benjelloun : «Le CRI de Rabat-Salé-Kénitra est l'un des acteurs piliers dans la réussite de la Coupe du Monde 2030 dans une ville hôte comme Rabat»

Les CRI joueront pleinement leur rôle de guichet unique dans le cadre de la préparation du Mondial 2030 où les investissements dans les infrastructures sportives, hôtelières, de transport, ainsi que dans les services associés sont colossaux. C'est ce que précise Mohcine Benjelloun, le directeur du CRI de Rabat-Salé-Kénitra, qui contribue à la modernisation des infrastructures, à l'attraction des investissements et à la maximisation des retombées économiques pour les entreprises et les citoyens locaux.



Le Matin : Les villes hôtes du Mondial 2030, dont Rabat, sont en effervescence pour être au rendez-vous pour cet événement sportif d'envergure, le CRI de Rabat-Salé-Kénitra aurait-il un rôle à jouer dans cette dynamique ?

Mohcine Benjelloun : Sans nul doute, les Centres régionaux d'investissement constituent le socle de mise en œuvre des politiques de développement économique régional et d'attraction des investissements conformément aux Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi que Dieu L'assiste. Ils ont pour principales missions de faciliter, en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés, l'acte d'investir ainsi que d'impulser la dynamique de déploiement des stratégies et des politiques publiques au niveau régional à travers des actions de prospection ciblée, de promotion pour une meilleure attractivité territoriale.

Aujourd'hui, les CRI agissent comme un guichet unique pour les investisseurs nationaux et internationaux. Ils joueront également pleinement ce rôle dans le cadre de la préparation du Mondial 2030 où les investissements dans les infrastructures sportives, hôtelières, de transport, ainsi que dans les services associés sont colossaux. Dans cette dynamique, le Centre régional d'investissement de Rabat-Salé-Kénitra (CRI-RSK) intervient activement pour assurer la coordination des projets, lever les différents obstacles et promouvoir notre région auprès des investisseurs, des entreprises étrangères et des partenaires internationaux, en mettant en avant ses atouts économiques, touristiques et culturels. Les petites et moyennes entreprises (PME) locales, opérant dans des secteurs variés comme le bâtiment, l'hôtellerie, la restauration, les services logistiques ou autres, ne sont pas en reste. Elles sont accompagnées et assistées pour leur permettre de tirer profit des grandes opportunités d'investissement qu'offre un événement de grande envergure tel le Mondial 2030. Tout un dispositif de soutien à l'innovation et au financement est ainsi mis à leur disposition.

Dernier point, et non des moindres, le CRI-RSK assure une mission de coordination entre les autorités locales, les investisseurs et les autres parties prenantes. Il se charge ainsi du suivi des différents projets d'infrastructures et des investissements, tout en s'assurant que les projets sont livrés à temps et correspondent aux normes internationales. C'est dire que le CRI-RSK, contribuant à la modernisation des infrastructures, à l'attraction des investissements et à la maximisation des retombées économiques pour les entreprises et les citoyens locaux, est l'un des acteurs piliers dans la réussite de la Coupe du Monde 2030 dans une ville hôte comme Rabat.

Quels sont les avantages concurrentiels de la région de Rabat-Salé-Kénitra qui la rendent attractive aux yeux des investisseurs ?

Nous ne pouvons faire l'impasse sur les 7 bonnes raisons d'investir au niveau de la région de Rabat-Salé-Kénitra. Il s'agit d'abord de la position géographique. La région se situe à l'intersection des principaux axes routiers, autoroutiers et ferroviaires permettant de desservir l'ensemble du Royaume ainsi qu'une proximité des principaux points d'entrée des marchandises en provenance des marchés internationaux. Ensuite, grâce à son capital humain et sa population active, ainsi que la diversité des systèmes d'enseignement et établissement de formation, la région de RSK se positionne comme un véritable pôle de compétences et un bassin d'emploi riche. S'y ajoutent les espaces d'accueil marqués par un développement soutenu des zones d'activités économiques pour accompagner la dynamique des investissements. La région de RSK jouit notamment d'un total de 22 zones industrielles, dont la réhabilitation des zones existantes, et surtout quatre zones d'accélération industrielle. Ce qui ne fait que confirmer son positionnement stratégique grâce à son offre diversifiée de plateformes et de zones industrielles de nouvelle génération. Ceci en plus d'un climat des affaires très favorable qui se distingue par la forte mobilisation des autorités ainsi que l'agilité de toutes les parties prenantes de l'écosystème d'investissement régional. La nouvelle charte d'investissement est venue d'ailleurs stimuler l'élan des investissements. Elle se traduira ainsi par la création d'emplois stables, un développement durable et équitable des territoires et une priorisation des secteurs porteurs pour l'économie nationale. Il convient de noter à cet égard que la région recèle de nombreuses opportunités d'investissement dans l'industrie automobile, l'agro-alimentaire, le textile, l'offshoring, l'industrie pharmaceutique, le tourisme... Elle se positionne également sur les secteurs émergents tels que les industries culturelles et créatives (Smart culture, Gaming etc.), l'électronique, les nouvelles technologies ou encore l'éducation avec l'économie du savoir, le design, etc.

Ce n'est pas tout. La région de RSK dispose d'autres atouts en matière de cadre de vie. Citons à ce titre les infrastructures socio-éducatives, les espaces verts, et le climat clément. Elle regorge également d'une panoplie de sites à grande valeur culturelle et patrimoniale situés à Rabat, capitale moderne et ville historique, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco. Une vocation que confortent les stratégies de développement durable qui se reflètent au niveau du recours massif aux énergies renouvelables dans le cadre du respect des principes de décarbonation, un enjeu majeur pour l'avenir de l'industrie marocaine, ou encore au niveau de la réutilisation des eaux usées traitées dans l'arrosage de ses espaces verts.

Des actions concrètes menées au quotidien pour prioriser les objectifs économiques, sociaux et environnementaux de la société, de manière à assurer le bien-être des populations.

Autant d'atouts qui font de Rabat-Salé-Kénitra une région de choix pour les investisseurs souhaitant profiter d'un cadre propice à la croissance, à

L'innovation et au bien-être. Qu'en est-il de la banque de projets propre au CRI de Rabat-Salé-Kénitra ?

La région de Rabat-Salé-Kénitra regorge d'énormes potentiels permettant au CRI-RSK d'offrir des projets «clé en main» aux investisseurs dans divers secteurs économiques. Elle propose ainsi des initiatives préétablies avec un accompagnement de bout en bout pour faciliter leur mise en œuvre.

Pour ce faire, le CRI de la région de Rabat-Salé-Kénitra a procédé en interne à l'enrichissement de son portefeuille d'opportunités d'investissement identifiées au niveau des différentes provinces et préfectures de la région, à travers un processus bien défini. Il consiste en le Développement d'un portefeuille de projet clés en main répertorié par Préfecture/Province regroupant plus de 150 projets ; l'Établissement des fiches de projet ; la Catégorisation des projets par taille (Petits et moyens projets – Grands projets) ; et l'Estimation des montants d'investissement par projet et des indicateurs de rentabilité de chaque projet. Les investisseurs intéressés sont invités à se rapprocher des équipes du CRI-RSK pour obtenir des informations détaillées et bénéficier d'un accompagnement personnalisé dans le choix du projet en adéquation avec leurs objectifs d'investissement.

Quels sont les leviers d'accompagnement mis en place par le CRI de Rabat-Salé-Kénitra au profit des porteurs de projets ?

L'accompagnement et le suivi des entreprises, en particulier les PME et les TPE sont prioritaires pour le CRI-RSK. C'est une ambition qui nous anime au quotidien.

L'année 2023 a été marquée par l'accueil et l'accompagnement de plus de 2.000 porteurs de projets. Quelle que soit la structure, le CRI-RSK n'a qu'un seul objectif : permettre aux porteurs de projets de trouver des solutions pérennes pour la création, la gestion et le développement de son entreprise. Cela peut aller ainsi de l'assistance à la e-crédation d'entreprises, en passant par la mise à disposition d'informations, l'assistance personnalisée pour la soumission de leur dossier via la plateforme «CRI-Invest», jusqu'à l'accompagnement dans le cadre de projets spécifiques comme le programme «Salama PME». Sans omettre l'aide à l'accès au financement, à l'assistance au montage des dossiers dans le cadre du PIAFE (Programme intégré d'appui et de financement des entreprises) et aux procédures et subventions. Aussi, aujourd'hui, de nouveaux programmes d'accompagnement aux porteurs de projets sont en cours de mise en place au sein du CRI-RSK pour répondre au mieux à leurs besoins. En proposant un éventail de services taillé aux besoins de la cible, l'objectif est d'offrir le meilleur accompagnement possible à travers différents volets portant notamment sur la maturation des idées de projets, l'élaboration de business plans et la constitution de dossiers de financement. En plus de l'appui et suivi auprès des banques, les orientations et conseils divers, la création d'entreprises et les procédures administratives nécessaires à la réalisation ou l'exploitation des projets.

En matière d'accompagnement, comment pouvez-vous répondre aux besoins spécifiques de chaque investisseur ?

Le Centre régional d'investissement de Rabat-Salé-Kénitra répond aux besoins spécifiques des investisseurs en offrant une gamme complète de services personnalisés. D'abord sur le plan de l'accès à l'information, grâce au lancement de la plateforme de l'Observatoire régional de l'investissement, produit par le CRI-RSK, les investisseurs ont accès à des données fiables et ac-

tualisées, englobant non seulement des informations sur l'investissement, mais également sur les domaines connexes tels que les infrastructures et le capital humain. Plus de 35.000 données provenant d'une trentaine de partenaires ont été méticuleusement consolidées, permettant de répondre à plus de 200 requêtes. Ensuite, intervient l'identification des actes et procédures/suivi et facilitation des actes. En amont, le CRI aide les investisseurs à identifier toutes les démarches légales et administratives nécessaires à la réalisation de leur projet, en fonction des spécificités de leur secteur d'activité et de la nature de l'investissement.

À travers une seule et même plateforme «CRI-Invest», l'espace investisseur offre une panoplie de services permettant de s'informer sur les procédures et les incitations liées à l'investissement, de lancer son projet, de suivre le traitement de chaque projet d'investissement dans le cadre de la commission vouée à cet effet en toute transparence et en respect des délais légaux et d'accéder aux actes et autorisations.

En fonction des remarques émises par ladite commission, le CRI-RSK propose un accompagnement spécifique à chaque investisseur pour compléter et améliorer les dossiers et ainsi faciliter leur approbation. Pour ce qui est de l'accès au foncier, le CRI facilite l'acquisition ou la location/occupation temporaire de terrains adaptés aux projets d'investissement, en collaborant avec les autorités locales pour identifier les sites les plus stratégiques, notamment au sein des zones industrielles, des plateformes logistiques ou dans le cas d'un foncier public. Concernant l'éligibilité aux incitations à l'investissement, une équipe est dédiée pour informer les investisseurs des différents dispositifs de Programme d'appui et de soutien financier disponibles, tels que les subventions, les avantages fiscaux ou les primes à l'emploi, et les aider à monter les dossiers pour bénéficier de ces incitations. Pour le volet intermédiation et conciliation, le CRI joue le rôle d'intermédiaire entre les investisseurs et les autres acteurs régionaux, tels que les banques, les institutions publiques, les partenaires commerciaux et les autorités locales, facilitant ainsi l'intégration des projets dans l'écosystème économique régional. Il mène également des missions de conciliation en cas de différends entre les investisseurs et les administrations et organismes publics concernés lors de la réalisation ou de l'exploitation de leurs projets. Par rapport à l'After-Care/Suivi post-investissement, il convient de noter que l'un des principaux chantiers entamés par le CRI-RSK est de territorialiser le chantier de l'After-Care. Un volet essentiel au niveau du territoire de par la proximité qui caractérise les interactions du CRI-RSK avec les usagers. L'objectif étant de se rapprocher davantage des acteurs économiques, de valoriser leurs activités et apprécier les retombées socio-économiques qu'elles génèrent, mais aussi de recueillir leurs propositions concernant l'amélioration du climat des affaires. Dans une démarche pro-active, le CRI-RSK rend visite aux entreprises de la région aux fins de recueillir leurs doléances ayant trait à l'acte d'investir.

Enfin, en matière d'accompagnement développement (Extension de projet...), le CRI accompagne également les entreprises déjà établies dans la région pour l'extension de leurs projets ou le développement de nouvelles activités. Il propose un soutien pour l'accès à de nouveaux financements, terrains ou partenaires, facilitant ainsi la croissance des entreprises dans la région.

Autant de leviers qui permettent au CRI-RSK de répondre efficacement aux besoins diversifiés des investisseurs et d'assurer la réussite de leurs projets à long terme. ●

El Mehdi Hamed Benchekroun : «Pour le Mondial 2030, nous nous engageons à présenter Rabat-Salé-Kénitra comme une destination exemplaire en termes de durabilité»



Des projets d'infrastructures touristiques et urbaines de grande envergure sont actuellement en cours, un programme de formations intensives est lancé, des événements culturels spécifiques sont prévus... autant de chantiers pour permettre à la région de Rabat-Salé-Kénitra de répondre aux attentes des visiteurs internationaux tout en intégrant des normes de durabilité. Le détail avec le président du Conseil régional du tourisme de Rabat-Salé-Kénitra, El Mehdi Hamed Benchekroun.

Le Matin : Quelle est la vision de la région de Rabat-Salé-Kénitra pour tirer profit de l'opportunité offerte par le Mondial 2030 en termes de développement touristique ?

El Mehdi Hamed Benchekroun : Le Conseil régional du tourisme (CRT) de Rabat-Salé-Kénitra voit le Mondial 2030 comme une étape cruciale pour asseoir la notoriété de notre région, mais il s'inscrit dans une stratégie plus large. Avant ce rendez-vous mondial, des événements majeurs comme la Coupe d'Afrique des Nations en 2026 et la Coupe du Monde féminine offriront également des occasions importantes de mettre en avant notre destination. Ces événements, chacun porteur de visibilité internationale, sont des moments-clés dans notre démarche pour valoriser Rabat-Salé-Kénitra auprès des marchés internationaux. Notre vision repose sur la promotion de la région comme une destination durable et attrayante, en misant sur trois axes prioritaires :

1. Valorisation durable du patrimoine : Nous souhaitons faire connaître les sites culturels et historiques uniques de Rabat et de ses environs tout en assurant leur préservation pour les générations futures. Des circuits thématiques autour de notre patrimoine Unesco et des expériences culturelles authentiques seront développés pour accueillir un tourisme respectueux de notre héritage.

2. Partenariats stratégiques pour une croissance durable : Nous renforçons nos collaborations avec des tour-opérateurs et agences de voyages pour commercialiser la région en tant que destination incontournable lors de ces événements sportifs. Ces partenariats aideront à attirer des visiteurs en quête d'expériences authentiques et durables, répondant aux attentes de notre région.

3. Promotion internationale pour des retombées durables : Nos actions de communication mettront l'accent sur la diversité et la richesse de la région, en cherchant à positionner Rabat-Salé-Ké-

nitra comme une référence de tourisme durable. Cet effort continu nous permettra de pérenniser l'impact positif de ces événements, bien au-delà de la Coupe du Monde 2030. En nous appuyant sur ces événements sportifs d'envergure, nous nous engageons à présenter Rabat-Salé-Kénitra comme une destination exemplaire en termes de durabilité, positionnant notre région non seulement comme un choix incontournable pour le Mondial, mais aussi comme un modèle de tourisme responsable pour les années à venir.

Quels sont les principaux projets d'infrastructures touristiques en cours pour préparer la ville de Rabat à accueillir les visiteurs du Mondial 2030 ?

Pour préparer la ville de Rabat et la région à accueillir le flux de visiteurs attendu pour le Mondial 2030, plusieurs projets d'infrastructures touristiques et urbaines de grande envergure sont actuellement en cours. En collaboration avec les acteurs locaux et nationaux, ces projets visent à renforcer les capacités d'accueil, à moderniser les infrastructures et à offrir une expérience de visite de haut niveau. Parmi les projets majeurs :

1. La ville de Rabat voit actuellement l'édification de cinq nouveaux terrains de football, dont le chantier est bien avancé, pour répondre aux besoins sportifs et d'entraînement des équipes et offrir davantage d'espaces de loisirs aux visiteurs.

2. Un projet de gare LGV est en cours de développement à proximité du Complexe sportif Moulay Abdellah. Cette nouvelle infrastructure de transport permettra un accès rapide et direct depuis d'autres grandes villes du Maroc, facilitant la mobilité des visiteurs et améliorant l'accessibilité de Rabat.

3. Un projet de Busway est actuellement à l'étude pour renforcer les options de mobilité durable dans la ville. Ce système de transport moderne et écologique facilitera les déplacements dans Rabat et améliorera l'accessibilité aux points stratégiques pour les visiteurs.

4. De nombreux parkings souterrains sont en construction pour fluidifier la circulation et faciliter le stationnement en ville, répondant aux besoins d'accueil des véhicules lors de grands événements et offrant plus de confort aux visiteurs.

5. La ville entreprend l'aménagement et la modernisation de nombreux espaces publics et places emblématiques, afin d'offrir des lieux de promenade, de détente et de convivialité aux touristes comme aux résidents.

6. Pour faire face à l'afflux de visiteurs, un nouveau terminal est en cours de construction à l'Aéroport de Rabat-Salé. Ce projet permettra d'augmenter significativement la capacité d'accueil au niveau de cette porte d'entrée aérienne et de renforcer les connexions internationales.

7. Afin de répondre à la demande d'hébergement pour le Mondial 2030, la capacité d'accueil de Rabat en termes d'hôtellerie va être doublée, en particulier dans les catégories 4 et 5 étoiles. Ces nouveaux établissements permettront à la région de répondre aux attentes des visiteurs internationaux tout en intégrant des normes de durabilité. Ces projets combinés reflètent l'ambition de faire de Rabat-Salé-Kénitra une destination de choix pour le Mondial 2030, avec des infrastructures modernes et accueillantes qui auront un impact durable sur le tourisme dans la région.

Des programmes de formation sont-ils en place pour permettre aux professionnels du tourisme de faire face à un afflux massif de visiteurs internationaux ?

Absolument, la formation des professionnels du tourisme est notre priorité absolue pour garantir le succès de l'accueil des visiteurs lors du Mondial 2030 et des événements majeurs qui l'y précéderont. Aujourd'hui, les investissements et les projets d'infrastructure avancent de manière satisfaisante. Cependant, en tant que professionnels du secteur, nous attirons l'attention sur l'enjeu essentiel de la disponibilité de personnel qualifié. Le Conseil régional du tourisme de Rabat-Salé-Kénitra, en partenariat avec la Confédération nationale du tourisme (CNT), la Fédération nationale de l'industrie hôtelière (FNIH) et les associations de métiers régionales (hôtellerie, agences de voyages, guides), met en place un programme de formations intensives. Ces initiatives incluent des séminaires et des Master Classes pour les professionnels en poste et des séances de formation dans divers centres de formation et universités de la région. Par ailleurs, la CNT a mis à disposition une plateforme en ligne, la «CNT Academy», qui propose des cours complets. Cette initiative permet aux professionnels d'accéder à des formations spécialisées couvrant des compétences-clés, telles que l'excellence du service, la gestion des grands événements et la communication multilingue. Ces programmes sont conçus pour répondre aux défis de l'accueil de visiteurs internationaux tout en garantissant une expérience de haute qualité. À l'approche de la Coupe du Monde 2030, ces initiatives de formation vont être intensifiées pour s'assurer que le personnel touristique de Rabat-Salé-Kénitra soit prêt à offrir une expérience client accueillante et mémorable.

Envisagez-vous de mettre en place des événements culturels spécifiques ou des festivals pour enrichir l'expérience des touristes pendant la Coupe du Monde ?

Oui, nous envisageons de mettre en place une série d'événements culturels et de festivals pour enrichir l'expérience des visiteurs pendant la Coupe du Monde 2030. L'objectif est de célébrer la diversité culturelle du Maroc et de permettre aux touristes de découvrir nos traditions, notre patrimoine et notre art de vivre.

1. Festivals de musique et de danse : Nous prévoyons d'organiser des festivals mettant en avant la musique et la danse traditionnelles marocaines, ainsi que des artistes contemporains. Cela offrira une plateforme pour les talents locaux tout en créant une ambiance festive qui séduira les visiteurs.

2. Marchés artisanaux et gastronomiques : Des événements mettant en avant l'artisanat local et la gastronomie marocaine seront également proposés. Ces marchés permettront aux visiteurs de découvrir et d'acheter des produits artisanaux tout en dégustant les spécialités culinaires de notre région.

3. Expositions culturelles et artistiques : Nous travaillerons avec des musées et des galeries pour organiser des expositions temporaires qui mettent en valeur l'histoire et le patrimoine culturel de la région. Cela pourrait inclure des œuvres d'art, des installations interactives et des présentations de traditions locales.

4. Activités familiales et communautaires : Des activités pour les familles et des animations dans les espaces publics seront mises en place, permettant aux visiteurs de vivre des moments conviviaux tout en interagissant avec les habitants.

5. Mise en avant du patrimoine immatériel : Nous soutenons également promouvoir le patrimoine immatériel marocain à travers des spectacles vivants, des ateliers et des démonstrations de savoir-faire traditionnels, offrant ainsi une immersion authentique dans notre culture.

6. Installation de plusieurs fans zones : Nous prévoyons l'installation de plusieurs fans zones dans différents endroits de la ville. Ces zones seront des espaces de rencontre où les fans pourront se rassembler pour regarder les matchs, profiter d'animations, de concerts et de diverses activités culturelles, tout en créant un esprit de communauté autour de cet événement mondial.

7. Sorties de découverte de la ville et de la région : Nous mettrons également l'accent sur l'organisation de sorties de découverte de Rabat et de sa belle région. Ces visites permettront aux touristes d'explorer les sites historiques, les paysages naturels et les richesses culturelles qui font de notre région une destination unique.

Ces initiatives seront conçues pour créer une atmosphère festive et accueillante, permettant aux visiteurs de découvrir la richesse culturelle de notre région tout en profitant de leur expérience lors de la Coupe du Monde. Nous croyons fermement que ces événements contribueront à renforcer l'attractivité de Rabat-Salé-Kénitra en tant que destination touristique de choix. ●



— 05 —

BENI MELLAL
-KHENIFRA

Béni Mellal-Khénifra : une région aux défis socio-économiques majeurs

La région de Béni Mellal-Khénifra est confrontée à des défis socio-économiques importants. Ses caractéristiques démographiques, économiques et sociales en disent long sur ses perspectives de développement.

Béni Mellal-Khénifra est une région de taille moyenne en comparaison avec les 11 autres régions du pays. Elle occupe une superficie estimée à 28.088,4 km², soit près de 4% de territoire national. Située au centre du pays, elle englobe la plaine de Tadla, entre le Haut Atlas et le Moyen Atlas. Elle se compose de 5 provinces, à savoir Béni Mellal, Azilal, Fquih Ben Salah, Khénifra et Khouribga.

En 2014, la population de la région est de 2.520.776 habitants, ce qui représente 7,4% de la population totale du Maroc et la place au 6e rang dans le classement des régions selon leur poids démographique. Selon les projections du Haut-Commissariat au Plan (HCP), la région connaîtrait un taux d'accroissement annuel moyen au cours de la période 2014-2045 de l'ordre de 0,4%, alors que le taux d'urbanisation resterait relativement modéré puisqu'il passerait vraisemblablement de 49,1% en 2014 à 57,3% en 2045.

Avec un taux de pauvreté globale de 19,1% en 2014, la région de Béni Mellal-Khénifra est classée en deuxième position



des régions les plus pauvres. La région détient la première place en matière de la pauvreté multidimensionnelle avec 13,4% en 2014 et 10,5% en 2017. Le taux de scolarisation est de 94%, celui de l'analphabétisme avoisine 40% de la population régionale.

En termes de création de richesse, la région a contribué pour 6,1% au PIB national en 2022, ce qui représente en valeur plus de 8,18 milliards de DH. Le PIB par habitant a atteint pour sa part 30.960 DH la même année, se situant en dessous de la moyenne nationale qui s'élève à 36.284 DH, selon les derniers chiffres du Haut-Commissariat au Plan. Il est à souligner également que Béni Mellal-Khénifra est l'une des deux régions ayant enregistré en 2022 une croissance négative, soit moins 4,7%.

S'agissant de la contribution régionale aux activités économiques nationales, la région a participé pour 8,8% à la valeur ajoutée nationale du secteur primaire en 2022, marquant un

léger recul par rapport à 2021 (9%). Cette part est de 8,1% pour le secteur secondaire et de 4,8% pour les activités tertiaires.

Pour ce qui est de la contribution de ces activités à la création de la richesse régionale, c'est le secteur tertiaire qui a accaparé la part du lion avec une contribution de 42,6% au PIB de la région en 2022, suivi des activités secondaires avec 34,1%. Quant au secteur primaire, il a participé pour 14,1%.

D'une manière générale, la région de Béni Mellal-Khénifra présente des structures économiques dominées d'une manière presque égalitaire par les activités du secteur secondaire et celles du secteur tertiaire dans la formation du PIB régional.

Les ménages de la région ont dépensé en 2022 plus de 43,8 milliards de DH sur leur consommation finale en biens et services, soit près de 16.583 DH par habitant, tandis que la dépense de consommation finale a représenté à peu près 5,4% du total national. ●



Béni Mellal-Khénifra : une stratégie ambitieuse pour une métamorphose d'ici 2045

La région de Béni Mellal-Khénifra bénéficie d'atouts considérables : des richesses minières abondantes, une production agricole notable, des ressources en eau exceptionnelles, un potentiel touristique remarquable, ainsi qu'un patrimoine géologique et biologique unique. Ces éléments confèrent à cette région tous les atouts nécessaires pour revendiquer la place économique et sociale qui lui revient sur la scène nationale. Pourtant, elle demeure actuellement la région la plus défavorisée du Royaume, malgré les efforts de développement soutenus réalisés ces dernières années. Confrontée à des défis majeurs, la région choisit de réécrire son avenir et d'affirmer une nouvelle identité, celle de «cœur du Maroc», vibrant au rythme de la croissance.

Gâce à ses richesses naturelles, à sa situation géographique stratégique et à son important potentiel économique et humain, Béni Mellal-Khénifra a toutes les cartes en main pour aspirer à un développement plus dynamique et à une croissance durable. C'est cette ambition collective qui anime les différents acteurs régionaux, déterminés à revitaliser ce

«cœur du Maroc» qui peine à s'affirmer pleinement. Cette volonté se traduit par l'engagement dans divers projets structurants lancés ou programmés, visant à fournir à la région, actuellement la plus défavorisée du pays, les ressources nécessaires pour concrétiser ses priorités de développement socio-économique, tant présentes que futures. L'objectif est de hisser Béni Mellal-Khénifra parmi

les territoires les plus attractifs et compétitifs du Royaume.

Bien qu'elle soit actuellement confrontée à des défis en matière d'attractivité et de flux d'investissements, la région possède indéniablement un avenir prometteur. Son territoire est en train de se transformer grâce à l'émergence de dynamiques innovantes, qui se cristallisent autour de projets structurants tant présents que futurs, inscrits dans sa stratégie de développement à l'horizon 2045, laquelle s'articule autour de quatre axes majeurs : l'agriculture, l'agro-business, l'exploitation minière et le tourisme, qui constituent autant de leviers déterminants pour sa croissance. Ces domaines offrent en effet des opportunités significatives pour stimuler la croissance, diversifier l'économie et renforcer la compétitivité de la région sur la scène nationale et internationale. Ainsi, Béni Mellal-Khénifra, avec ses

atouts stratégiques et ses ambitions renouvelées, se prépare à un avenir dynamique et porteur de promesses.

2e pôle agricole du Royaume à l'horizon 2045

La région de Béni Mellal-Khénifra, reconnue pour son caractère fertile et profondément agricole, détient le plus vaste périmètre irrigué du Royaume. Elle nourrit l'ambition de se solidifier en tant que l'une des principales régions agricoles du pays tout en visant à devenir une référence dans le secteur des industries agroalimentaires. Pour y parvenir, elle mise sur la diversification et la valorisation de ses produits. À l'horizon 2045, la région aspire à se positionner comme le deuxième pôle agricole du Royaume.

Actuellement, le secteur agricole représente le principal levier de développement de Béni Mellal-Khénifra, avec une production annuelle moyenne s'élevant à 12,5 milliards de dirhams, dont 9 milliards de dirhams de valeur ajoutée, générant près de 46 millions de journées de travail chaque année.

Bien qu'elle se distingue déjà dans le secteur agricole, la région aspire à renforcer sa position sur la scène nationale en devenant le deuxième pôle agricole du Royaume. Cet objectif stratégique s'inscrit dans son plan de développement à l'horizon 2045.

Pour atteindre cette ambition, la région a défini plusieurs axes clés de travail. Parmi ceux-ci, un engagement accru dans la stratégie «Génération Green 2020-2030» figure en bonne place. De plus, elle souhaite promouvoir des partenariats avec le secteur privé international pour le développement de grandes exploitations agricoles, tout en valorisant et modernisant les zones irriguées. L'encourage-

ment des pâturages et des cultures d'engraissement, ainsi que l'intensification des productions végétales et animales, sont également des priorités. Cela inclut la généralisation de l'irrigation moderne, une utilisation raisonnée des engrais, et une meilleure intégration de la mécanisation agricole et des nouvelles technologies.

La région mise également sur la diversification de ses produits agricoles, en mettant l'accent sur les produits à haute valeur ajoutée recherchés tant sur le marché national qu'international. La modernisation des chaînes de production, notamment en ce qui concerne la commercialisation, le stockage, le conditionnement et le transport, constitue un autre levier de développement.

Enfin, la promotion de la formation agricole et l'établissement d'une structure permanente d'accompagnement des agriculteurs dans leur recherche de nouveaux marchés figurent également parmi les priorités de la région pour assurer son essor agricole.

3e pôle de l'agro-business du Royaume à l'horizon 2045

Dans l'ensemble, le secteur industriel de la région reste faiblement intégré à l'industrie nationale en matière de production, d'exportations, de valeur ajoutée, de chiffre d'affaires, d'investissement et d'emploi. Ce secteur se caractérise par une prédominance des industries agro-alimentaires, du textile et du cuir. Bien que la région dispose d'une centaine d'unités agro-industrielles, elle souffre d'un manque de tissu industriel solide en tant que tel, comme en témoigne le diagnostic stratégique territorial. Par ailleurs, ce même document souligne que les effets d'entraînement liés à la transformation de la production agricole,

qui représente l'un des principaux atouts de la région, se traduisent souvent par des bénéfices pour les régions voisines, notamment Casablanca-Settat.

Néanmoins, les richesses agricoles de Béni Mellal-Khénifra offrent des perspectives prometteuses pour le développement de la filière agro-industrielle, conférant à celle-ci une position stratégique dans le développement régional et socioéconomique future. C'est pourquoi la région s'engage fermement à devenir un pôle émergent des industries agroalimentaires, visant à se classer, d'ici 2045, comme le troisième pôle national de l'agrobusiness. L'analyse prospective de la région indique que Béni Mellal-Khénifra pourrait faire de l'agrobusiness sa vocation principale. Ce secteur génère une forte valeur ajoutée et de nombreux débouchés tant à l'export qu'au niveau local. De plus, l'agrobusiness engendre des effets d'entraînement qui profitent aux secteurs industriel et agricole. Pour concrétiser cette vision, la région a élaboré un éventail de projets structurants destinés à attirer des investissements industriels. Ces projets comprennent l'amélioration et le renforcement des infrastructures routières et ferroviaires, l'implantation de nouvelles zones industrielles et la création de zones franches. Le programme inclut également la construction de plusieurs barrages pour garantir une réserve d'eau stratégique, afin de soutenir le développement futur des secteurs agricole et industriel. Parmi les projets déjà lancés, on note des initiatives spécifiques à la filière agro-industrielle, tels que l'Agropole, la Plateforme industrielle intégrée (P2I) et la Zone industrielle de Fquih Ben Salah, ainsi que d'autres projets en planification ou en cours de réalisation.

.../...

.../...

L'agropole de Béni Mellal ainsi que le Qualipole Alimentation offrent aujourd'hui un environnement favorable à l'accompagnement des investisseurs et à la promotion des activités de transformation et de commercialisation des produits agricoles régionaux. Réalisé grâce à un partenariat public-privé, cette plateforme de 208 hectares permettra à terme d'attirer 3 milliards de dirhams d'investissements agro-industriels et de créer environ 9.000 emplois directs et 20.000 emplois indirects. Ce vaste projet, qui a nécessité un investissement total de plus 920 millions de dirhams, cible principalement cinq filières agricoles en plein essor dans la région à savoir la filière oléicole (olive-huile et

olives de tables), celle de l'élevage (viande et lait), d'agrumes et la filière maraîchages (produits de niches).

1er pôle de tourisme de santé, écologique et de sport à l'horizon 2045

La région de Béni Mellal-Khénifra aspire à devenir la première destination de tourisme écologique au Maroc, forgeant ainsi une identité qui reflète la beauté de ses paysages pittoresques. Grâce à la richesse et à la diversité de ses ressources naturelles, cette région est incontestablement un terreau fertile pour le développement d'activités de tourisme vert et de niche. Cependant, malgré ses atouts indéniables et sa position privilégiée

sur l'axe touristique majeur reliant Fès, Marrakech et Casablanca, l'activité touristique dans cette région demeure malheureusement très faible, ne correspondant pas à l'immense potentiel qui s'y trouve.

Les perspectives de développement du tourisme dans la région de Béni Mellal-Khénifra à l'horizon 2045 prennent en compte ce potentiel et soulignent la nécessité d'une valorisation intégrée et productive. De nouvelles opportunités s'annoncent grâce à la réalisation du grand projet d'autoroute reliant Marrakech à Fès via Béni Mellal, projet qui renforcera la connectivité de la région et incitera les flux touristiques, jusque-là concentrés sur Marrakech et Fès, à explorer ses divers territoires à vo-

Connectivité : Zoom sur deux grands projets d'infrastructure

La Coupe du Monde que le Maroc s'apprête à organiser en 2030 a impulsé de nombreux projets d'infrastructures, notamment ferroviaires et autoroutiers, dont l'autoroute reliant Marrakech, Béni Mellal et Fès ainsi que la ligne ferroviaire reliant Béni Mella à Casablanca.

L'autoroute Marrakech-Béni Mellal-Fès : des retombées socioéconomiques assurées
Cette nouvelle connexion très attendue reliera le sud au nord du pays en traversant des villes clés telles qu'Agadir, Marrakech, Béni Mellal, Fès et Ouazzane, pour finalement rejoindre le port de Tanger Med.

Au-delà de son importance pour l'aménagement du territoire national et la facilitation des échanges entre les différentes régions, ce projet permettra d'améliorer significativement les échanges entre Marrakech-Safi et Béni Mellal-Khénifra, en particulier. Il permettra ainsi de desservir efficacement des régions jugées peu connectées en les intégrant aux grands projets d'infrastructures de la région, entraînant des retombées significatives sur le plan économique et social. Le projet a désormais achevé sa phase de définition. La prochaine étape, consacrée aux

études nécessaires à l'élaboration de l'avant-projet de cette future connexion autoroutière, sera lancée très bientôt.

La ligne ferroviaire Béni Mellal-Casablanca : une aubaine tant pour les voyageurs que pour les échanges commerciaux

L'extension du réseau ferroviaire reliant Béni Mellal à Casablanca, en passant par Oued Zem et Khouribga, se profile comme le projet emblématique de la prochaine période. Ce projet d'aménagement du territoire revêt une importance capitale pour la région, car il favorisera l'interconnexion de ses différents pôles avec le reste du pays, contribuant ainsi à dynamiser son développement. En plus d'améliorer les déplacements des utilisateurs, cette initiative facilitera et renforcera les liens économiques et les échanges commerciaux avec d'autres zones de croissance du pays. Les études préliminaires viennent d'être lancées avec un budget de 28 millions de dirhams. Les travaux prévoient, en plus de la construction de la ligne ferroviaire, le doublement et la révision du tracé entre Khouribga et Oued Zem, ainsi que la construction d'ouvrages d'art pour remplacer les passages à niveau existants entre Sidi El Aïdi et Oued Zem.

cation touristique. La région vise donc à devenir la première destination écotouristique du pays en mettant en valeur son patrimoine historique et naturel. Sa stratégie inclut le renforcement des efforts de réhabilitation et de sauvegarde du patrimoine bâti – notamment les médinas, les ksour, les zaouiâs et les casbahs – ainsi que la valorisation du Géoparc du M'Goun. De plus, elle envisage de promouvoir la protection des parcs naturels du Haut et Moyen Atlas, de créer un écomusée dédié au patrimoine forestier et aux ressources naturelles, et de développer des pôles et circuits touristiques dans les zones montagneuses.

L'organisation du secteur du transport touristique, l'amélioration des compétences des ressources humaines impliquées dans la gestion des activités touristiques, le développement de la formation professionnelle dans les métiers du tourisme et l'élaboration d'une stratégie de marketing territorial font également partie des axes stratégiques du plan d'action de la région pour les années à venir.

Concrètement, la région a dressé une liste de projets ambitieux, incluant l'aménagement des berges d'Oum Er-Rabii dans la ville de Khénifra, la valorisation des sources d'Oum Er-Rabii, la construction d'une maison du tourisme de montagne à Azilal, l'organisation d'un salon international d'écotourisme et de tourisme de montagne à Azilal, ainsi que la mise en valeur des géosites du parc du M'Goun. Par ailleurs, des initiatives sont prévues pour l'aménagement des sites touristiques tels que les lacs, la cascade d'Ouzoud, et les sources, tout en favorisant les métiers de l'artisanat et l'organisation d'expositions permanentes dans les différentes villes de la région. Les perspectives d'avenir du tourisme dans la ré-

gion, intégrées dans le SRAT****, soulignent également la nécessité de renforcer les infrastructures d'hébergement et d'animation, ainsi que la connectivité pour diriger les flux touristiques vers les différentes destinations régionales. La région prévoit également de développer des solutions créatives et innovantes pour allier enjeux patrimoniaux et opportunités touristiques. La feuille de route régionale pour le tourisme à l'horizon 2026, dont le contrat d'application a été signé en février dernier, s'inscrit parfaitement dans cette vision. Elle vise à renforcer l'offre «Nature» de la région, la positionnant comme une référence tant pour les touristes marocains en quête de nature et de découvertes que pour les étrangers désireux d'expériences de trekking et de randonnée. Le plan d'action comprend une dizaine de projets, dont une station touristique, un téléphérique en zones montagneuses, un programme d'appui aux TPME touristiques, et la mise en place d'un système de signalisation multilingue ainsi qu'un d'un plan aérien et de marketing.

D'ici 2026, deux projets d'envergure sont également prévus : le Dino Parc à Azilal et une Station Verte à Khénifra. Cette feuille de route, qui a pour objectif d'attirer 200.000 touristes d'ici 2026, prévoit également d'améliorer la connectivité aérienne de la région. D'ailleurs, les deux lignes directes vers l'Italie et l'Espagne, prévues dans le cadre de ce plan, ont été lancées en juin dernier, marquant la reprise des vols au niveau de l'aéroport international de Béni Mellal, jusque-là sans activité.

Un PIB de 113 milliards de DH à l'horizon 2030

Outre les objectifs précités, la région a tracé sa feuille de route vers un positionnement straté-

gique à l'horizon 2045 en tant que premier pôle de l'économie de la forêt, troisième pôle en industrie numérique et services délocalisés et troisième pôle en industrie chimique.

Pour concrétiser ce positionnement stratégique, la région a défini 7 objectifs qui lui permettront de prétendre au septième rang en termes de création de richesse, en réalisant un PIB de 113 milliards de dirhams par an à l'horizon 2030 et de 223 milliards de dirhams par an à l'horizon 2045. Mais aussi d'attirer des investissements à hauteur de 33,8 milliards de dirhams en moyenne annuelle pour la période 2021-2030 et de 33,9 milliards de dirhams par an en moyenne sur la période 2030-2045. ●

Santé : Le futur CHU de Béni Mellal, un projet ambitieux pour enrichir l'offre de soins

Ce projet ambitieux représente une avancée significative pour le secteur de la santé dans la région et ouvre la voie à de meilleures perspectives de développement. Le nouveau Centre hospitalier universitaire (CHU) de Béni Mellal, qui sera construit sur une superficie de 25 hectares et disposera d'une capacité totale de 520 lits, offrira des services variés, allant de la médecine générale à la chirurgie, afin de répondre aux besoins de la population locale.



— 06 —

CASABLANCA-
SETTAT



Casablanca-Settat : une région au cœur des transformations économiques du Maroc

Organisée administrativement en deux préfectures et sept provinces, la région de Casablanca-Settat compte près de 7 millions d'habitants. Elle fait partie du domaine atlantique, caractérisé par un cadre géographique varié. Le littoral s'étend sur 235 km environ. La population de la région représente 20,3% de la population totale du Royaume et évolue à un rythme légèrement supérieur à celui enregistré au niveau national. Casablanca-Settat est aussi connue pour être l'un des poumons économiques du Royaume et est la région qui pèse le plus dans la création de richesse nationale.

La région de Casablanca-Settat est un acteur majeur de la transformation économique et sociale du Maroc. Grâce à une croissance industrielle soutenue, un secteur financier dynamique, et des infrastructures en expansion, la région contribue de manière significative au développement national.

Cette transformation soutenue, tout en répondant aux objectifs du nouveau modèle de développement, fait de Casablanca-Settat une région stratégique pour atteindre les ambitions du Maroc à l'horizon 2030, en matière de développement durable, d'inclusion et de compétitivité à l'échelle mondiale. Ci-après les principaux indica-

teurs de développement économique et social de la Région, qui reflètent son rôle de locomotive économique du Maroc.

Situation géographique

La Direction régionale de l'habitat et de la politique de la ville de la région de Casablanca-Settat gère la région de Casablanca-Settat qui s'étend sur une superficie de 19.448 km², soit 2,7% du territoire national. Elle est limitée au Nord-Est par la région de Rabat-Salé-Kénitra, à l'Est par la région de Béni Mellal-Khénifra, au Sud par la région de Marrakech-Safi et à l'Ouest par l'océan Atlantique. Sur le plan administratif et en référence au dernier découpage administratif de 2015, la

région est composée de deux préfectures (Casablanca et Mohammedia) et de sept provinces (Settat, El Jadida, Benslimane, Médiouna, Nouaceur, Berrechid et Sidi Bennour).

Climat et ressources hydriques

Le relief se compose de plaines et de plateaux avec de petites collines éparpillées dans le territoire limitrophe aux villes de Casablanca et d'El Jadida ; et le Sahel est une région constituée d'une alternance de dépression et de dunes consolidées : il fait partie du domaine semi-aride où les sols y sont en général médiocres. Par ailleurs, le climat de la région est soumis à l'influence maritime et est donc de type océanique (doux, modéré et pluvieux en hiver ; humide et tempéré en été), présentant des conditions favorables à une forte urbanisation, avec une pluviométrie faible et irrégulière.

Enfin et outre les rivières de faible importance, notamment l'Oued El Maleh et l'Oued Hassar, la région dispose d'un

.../...

principal cours d'eau, Oued Oum Er-Rbia, dans lequel trois barrages y ont été construits (Imfout, Daouart et Sidi Mâachou). Ces derniers servent à la production de l'électricité et l'alimentation en eau notamment au niveau des terres irriguées des plaines des Doukkala et des Abda. Aussi, la région dispose de ressources en eaux souterraines à différentes profondeurs constituant potentiellement un atout important pour son développement socio-économique.

Données démographiques et économiques

Une population jeune et qualifiée et un véritable pôle de ressources humaines. Cette description émane du Centre régional d'investissement (CRI) de Casablanca-Settat. Il s'agit de «la région la plus peuplée du Maroc» qui connaît une «participation en hausse des jeunes et des femmes sur le marché de l'emploi». Marquée par la diversité de ses potentialités humaines, naturelles et ses atouts économiques, la région de Casablanca-Settat occupe une place privilégiée en tant que métropole économique du Royaume, faisant d'elle une destination privilégiée d'importants investisseurs nationaux et internationaux. La population de la région a dépassé les 6 millions d'habitants en 2018, soit l'équivalent de 20% de la population marocaine. La densité de la population au niveau de la région a atteint 369 habitants/km² en 2018 contre 49 habitants/km² à l'échelle nationale.

Hub industriel et financier

La région est aussi le fleuron de l'économie nationale. «Poumon économique du Maroc

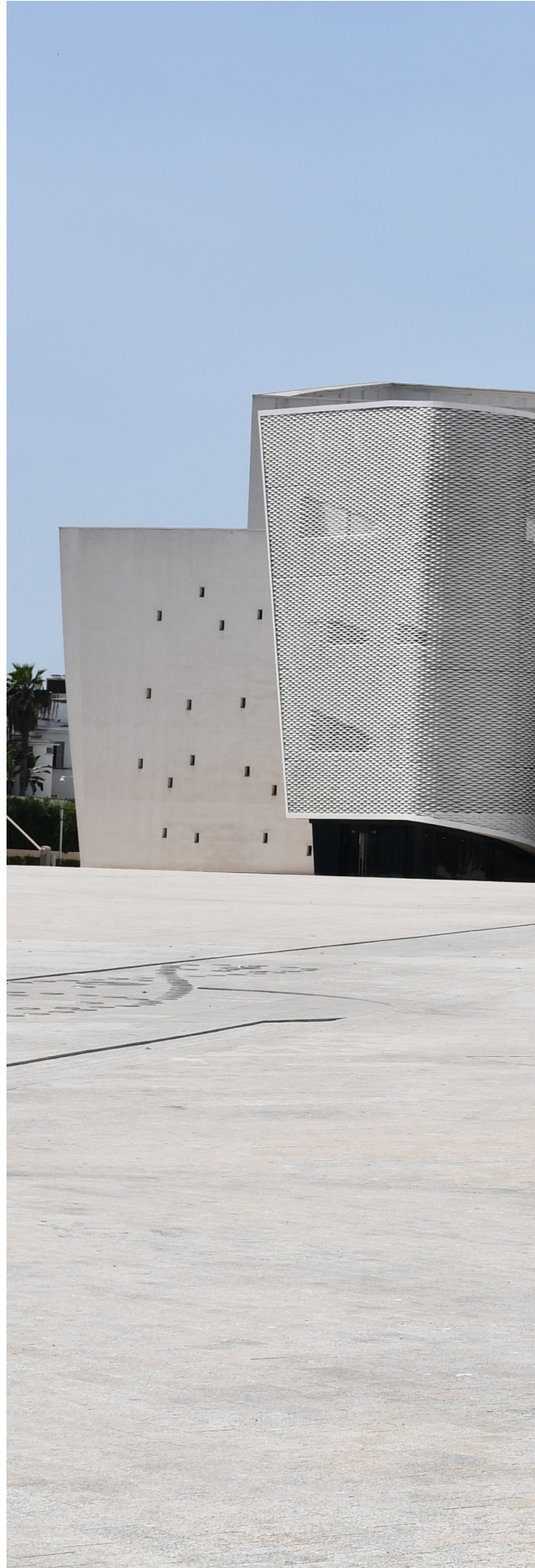
et principale place financière, Casablanca-Settat contribue annuellement au tiers de la formation des richesses nationales, et dispose d'une concentration considérable d'entreprises et de sièges des grands groupes nationaux et internationaux».

Décrite comme un hub entrepreneurial par excellence, la région est aussi ancrée dans les chaînes de valeur globales. «Forte de son rôle de catalyseur de l'économie nationale», Casablanca-Settat abrite «plusieurs écosystèmes sectoriels, qui renforcent davantage son attractivité et son intégration aux chaînes de valeur mondiales». Elle est aussi le premier hub financier de l'Afrique. La région est caractérisée par «un fort essor financier en abritant Casablanca Finance City, classé premier centre financier de toute l'Afrique. Elle concentre aussi la majorité de l'activité des banques et assurances du Royaume».

Infrastructures

La région de Casablanca-Settat représente aussi la première plateforme industrielle du Maroc et dispose aussi de plusieurs plateformes logistiques. «Forte d'une longue histoire industrielle, la région de Casablanca-Settat s'est investie au cours des dernières décennies dans l'édification de plusieurs zones industrielles et parcs de nouvelle génération afin d'accompagner son développement économique». Avec 53 zones ou parcs industriels, la région concentre 30% de la superficie totale nette des zones industrielles du Maroc. Casablanca-Settat, c'est aussi une offre intégrée en immobilier d'entreprise. La région est aussi connue pour sa connectivité

.../...





.../...

multimodale. Située au carrefour des principales infrastructures de communication, Casablanca-Settat relie le nord au sud du pays, mais aussi le Maroc aux principales capitales économiques mondiales, par voies terrestres, maritimes et aériennes.

Horizon 2030

La Vision 2030, le nouveau modèle de développement et le Programme de développement régional (PDR) se croisent. Sur la base d'un diagnostic, conformément aux Hautes Orientations Royales, et considérant les recommandations du NMD et du Programme du gouvernement, le PDR de Casablanca-Settat veut accélérer le développement territorial inclusif et durable sur les plans économique et humain.

Le PDR, décrit comme ambitieux, veut répondre aux différents enjeux socio-économiques et environnementaux de la région. S'étalant sur la période 2022-2027, il est doté d'une enveloppe de 47,2 milliards de DH et se compose de 51 projets et programmes structurants ambitionnant de créer 200.000 emplois.

Agriculture et Génération Green

L'agriculture de la région en chiffres, c'est d'abord une superficie agricole utile de 1.263.042 hectares. La superficie irrigable atteint 168.238 ha. Elle dépasse les 56.000 pour ce qui est de l'équipement en goutte-à-goutte. Les cheptels ovins, bovins et caprins atteignent respectivement 2.560.344 ; 768.490 et 88.100 têtes selon les données déclinées par le ministère de l'Agriculture.

Selon la même source, ce ne sont pas moins de 18 produits de terroir qui sont identifiés au

niveau de la région : le «raisin Doukkali» (Indication géographique protégée), le «Smen Doukkali», la «figue Ouledfrej» (Indication géographique protégée), la «truffe blanche», le «cactus», le «piment Fort Zenata» (Indication géographique protégée), le «coing Oued El Maleh» (Indication géographique protégée), la «menthe de Tamaris», la «menthe Lbrouj», le «fromage de chèvre», le «mouton Sardi», la «grenade Tmassine», l'«ail rouge Ouled Chbana», les «céréales valorisées» («Couscous», «Zamita», «Bandaq...»), le «miel et les produits de la ruche», les «plantes aromatiques et médicinales», les «graines et huiles végétales» et, enfin, l'«olive noire ridée».

Entre 2008 et 2019, le nombre de projets liés aux produits de terroir est passé à 30. «L'investissement consacré à cette filière est de l'ordre de 60 millions de dirhams au profit de 4.357 bénéficiaires autour des unités de valorisation».

Stratégie énergétique

En matière d'énergies renouvelables, le Maroc donne l'exemple. Il répond aux «impératifs de la transition énergétique face au changement climatique, avec un objectif précis : réduire de 45,5% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et assurer l'indépendance énergétique du pays et l'accès généralisé à l'électricité», explique le CRI. À la faveur de sa position géographique, «traversé par les alizés», ensoleillé, «le Royaume a installé plusieurs parcs éoliens de grande envergure, outre la Centrale solaire d'Ouarzazate considérée comme l'une des plus grandes au monde». Le choix d'un mix énergétique, «dans

lequel les énergies renouvelables représenteront 64% de la capacité installée en 2030, répond à une réflexion stratégique portée au sommet de l'État», poursuit le Centre. Selon ce dernier, les avancées faites depuis la mise en œuvre d'une stratégie nationale en 2009 ont permis au Maroc d'être classé septième pays le mieux préparé à l'échelle mondiale au changement climatique dans le Climate Change Performance Index 2022.

Grands projets de développement

La région, locomotive de l'économie nationale, est un chantier à ciel ouvert. Ce sont de nombreux projets structurants qui ont été réalisés ou sont en cours de réalisation «pour en faire un lieu encore plus dynamique, attractif et accueillant pour les citoyens, les investisseurs et les touristes», indique le CRI. Des projets qui concernent aussi bien le cadre de vie, l'économie, les infrastructures, la protection de l'environnement et le développement de nouveaux pôles urbains. Nous pouvons citer tour à tour la ville nouvelle d'Anfa (projet phare d'aménagement urbain de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG), situé au cœur de Casablanca), le port de Jorf Lasfar (plus grand port minéralier d'Afrique), celui de Casablanca (deuxième plus grand port du Maroc, multifonctions et principalement tourné vers le commerce), l'aéroport Mohammed V de Casablanca (quatrième d'Afrique qui concentre plus de 46% du trafic aérien national), la ligne grande vitesse (LGV) Casa-Tanger (première liaison de ce type sur le continent), Midparc

(première zone d'accélération industrielle de la région dédiée aux industries à forte valeur ajoutée), Logintek Settât (projet de ville intégrée alliant à la fois les composantes résidentielle, industrielle, logistique et de services) ou encore, la Station de dessalement d'eau de mer (qui ambitionne d'être la plus grande d'Afrique).

Acteurs régionaux : le rôle du Centre régional d'investissement

Le Centre régional d'investissement de Casablanca-Settat a vu le jour en 2002 et a «longtemps joué le rôle de guichet unique facilitant les procédures liées à la création d'entreprises et à l'investissement». En 2019, Sa Majesté le Roi Mohammed VI impulse la réforme des CRI. Depuis, la section régionale Casablanca-Settat «est désormais investie de nouvelles missions qui placent les investisseurs et la TPME au centre du dispositif d'investissement». Décrit comme un «catalyseur de développement régional», le CRI répond à une double mission. La première concerne l'aide aux investisseurs nationaux et étrangers dans toutes les étapes de leur parcours par le biais de procédures simplifiées à travers notamment une «Maison de l'investisseur» servant de guichet unique qui facilite les procédures administratives ou encore une plateforme dématérialisée «cri-invest.ma» qui reçoit et traite de bout en bout les dossiers d'investissement. Il s'agit aussi pour le CRI d'insuffler «l'impulsion économique des différentes provinces et préfectures de la région». Le CRI veille ainsi à

développer «une offre territoriale intégrée et attractive à travers une démarche de marketing territorial», promouvoir la région «en offrant différentes mesures incitatives» ou encore la «mise en place d'un dispositif de veille économique».

Chômage et emploi des jeunes, le défi

La proportion des personnes en âge d'activité, âgées de 15 à 59 ans, a atteint 63,6% au niveau national, indique le Haut-Commissariat au Plan (HCP) dans sa «Monographie de la région de Casablanca-Settat 2020». Parallèlement, poursuit-il, on assiste à un vieillissement relatif de la population. Le taux d'activité de la région est estimé à 49%. Le taux d'analphabétisme a atteint 26,2% contre 32,2% au niveau national. En parallèle, près de 96,0% des enfants de la région, âgés de 7 à 12 ans, étaient inscrits à l'école. Le HCP note par ailleurs que les jeunes citoyens continuent à éprouver des difficultés dans l'insertion au marché du travail. «Le chômage atteint

encore des niveaux alarmants chez les jeunes citoyens âgés de 15 à 24 ans avec un taux de chômage de 42,8% enregistré en 2016 contre 45,2% en 2015».

Santé et qualité de vie

Casablanca-Settat est dotée de 14 hôpitaux généraux, 4 hôpitaux spécialisés, 294 centres de santé, 54 dispensaires et 104 cliniques privés. Elle bénéficie également des services du Centre hospitalier universitaire Ibn Rochd. Au niveau d'infrastructure sportive, la région compte 27 salles omnisports et 29 centres sociaux sportifs de proximité intégrés en 2016. La région disposait également de 89 maisons de jeunes, 54 jardins d'enfants et plusieurs foyers féminins. Par ailleurs, selon la monographie établie par le HCP, près de 93,7% des ménages disposaient de l'électricité dans leurs logements (95,9% en milieu urbain et 86,0% en milieu rural), et près de 75,4% des ménages disposaient d'eau courante (91,0% en milieu urbain et 20,5% en milieu rural). ●





La Fondation Mohammed VI des Sciences et de la Santé : un acteur clé dans la transformation du système de santé marocain

La Fondation Mohammed VI des Sciences et de la Santé s'affirme comme un acteur majeur dans le paysage sanitaire marocain depuis sa création en 2023. Sous la présidence honorifique de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'Assiste, cette institution d'utilité publique à but non lucratif se consacre à améliorer la qualité des soins, à renforcer la formation des futurs professionnels de santé et à promouvoir la recherche scientifique. En réponse aux besoins croissants du secteur, la FM6SS met en place des infrastructures modernes et des programmes innovants, visant à transformer le système de santé du pays et à offrir des solutions adaptées aux défis contemporains. Son engagement est clair : garantir un accès équitable à des soins de santé de haute qualité pour tous les Marocains.

Des soins de qualité pour tous

Dans le secteur des soins, la Fondation Mohammed VI des Sciences et de la Santé met en œuvre des actions concrètes pour répondre aux besoins croissants en matière de santé. En gérant et en créant des complexes hospitalo-universitaires, la Fondation met à disposition des équipements modernes et des services spécialisés. Parmi les infrastructures phares, on retrouve l'Hôpital Universitaire International Mohammed VI de Bouskoura et l'Hôpital Universitaire International Cheikh Khalifa, qui se distinguent par leur excellence. Le Centre Universitaire de Santé Mentale et de Bien-être l'Eucalyptus, le Laboratoire National Mohammed VI d'Analyses Médicales, le Laboratoire Mohammed VI d'Anatomopathologie, le Blood Center Mohammed VI, ainsi que le Centre Mohammed VI de Soins Dentaires et le Centre Mohammed VI de l'Audition, viennent compléter cette offre de soins.

Par ailleurs, le réseau hospitalier de la Fondation vient s'enrichir par des Hôpitaux Universitaires de Proximité dont le HUP Casablanca Sbata Aïn Chock visant à offrir des soins spécialisés de proximité.

Enfin, la Fondation Mohammed VI des Sciences et de la Santé, à travers son Pôle Santé et Sport, a créé une unité dédiée à la prise en charge des sportifs au sein de l'Hôpital Universitaire International Mohammed VI de Bouskoura. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du partenariat établi entre la FM6SS et la Fédération Royale Marocaine de Football, visant à offrir un accompagnement de haut niveau aux sportifs, qu'ils soient professionnels ou amateurs.

Une formation d'excellence dans les domaines des sciences et de la santé

Consciente que la qualité des soins passe par la qualité de la formation, la Fondation Mohammed VI des Sciences et de la Santé a mis en place un écosystème éducatif complet, l'Université Mohammed VI des Sciences et de la Santé (l'UM6SS), qui s'étend à Casablanca, Rabat et Dakhla. Composée de plusieurs facultés et écoles, l'UM6SS propose une formation d'excellence, alliant théorie et pratique. La Faculté Mohammed VI de Médecine, qu'elle soit francophone ou anglophone, la Faculté Mohammed VI de Médecine Dentaire, la Faculté Mohammed VI de Pharmacie, ainsi que la Faculté Mohammed VI des Sciences Infirmières et Professions de la Santé, jouent un rôle clé dans la formation de la nouvelle génération de spécialistes.

S'ajoutent à cette dynamique l'École Supérieure Mohammed VI d'Ingénieurs en Sciences de la Santé, l'École Internationale Mohammed VI de Santé Publique, l'Institut Supérieur Mohammed VI de Biosciences et Biotechnologies, ainsi que le Centre Mohammed VI de Formation Continue. De plus, le Centre International Mohammed VI de Simulation en Sciences et Santé est un centre dédié à la formation initiale des étudiants de l'UM6SS ainsi que pour la formation continue des professionnels de santé et du grand public. Enfin, le Centre de Pédagogie Appliquée aux Sciences de la Santé, s'attache à perfectionner les méthodes d'enseignement, garantissant ainsi une formation adaptée aux défis contemporains du secteur de la santé.

Une vision axée sur la recherche et l'innovation

La recherche et l'innovation représentent un axe fondamental de l'action de la Fondation Mohammed VI des Sciences et de la Santé. En se positionnant comme un catalyseur du changement, la Fondation développe des projets novateurs dans les secteurs du biomédical, du digital et de l'intelligence artificielle. Des structures spécialisées, telles que le Centre Mohammed VI de Bioéquivalence et le Centre d'Etudes Doctorales ont été mises en place pour relever les défis actuels de la santé publique, et offrir aux étudiants l'opportunité de mener des recherches avancées dans divers domaines scientifiques. Cela renforce l'engagement de la FM6SS envers l'excellence académique et l'innovation. ●



UNIVERSITÉ MOHAMMED VI
DES SCIENCES ET DE LA SANTÉ
UM6SS - CASABLANCA

Former et enseigner
l'excellence

um6ss.ma

UNIVERSITÉ MULTIDISCIPLINAIRE

Au service des sciences et de la santé

CASABLANCA



Médecine
Francophone & Anglophone



Médecine dentaire



Pharmacie



Sciences infirmières
et professions de la santé



Ingénierie en sciences
de la santé



Biosciences
et Biotechnologies



Santé Publique



- Diplômes universitaires **reconnus par l'État**
- Bourses **d'excellence** et bourses* **sociales**
- Employabilité **garantie** au sein de l'**écosystème**

* sous conditions



Tél. : +212 (0) 5 29 08 91 02
+212 (0) 5 29 03 57 67
Whatsapp : +212 (0) 7 01 07 11 20
E-mail : admission@um6ss.ma

Scannez ce QR code et
téléchargez la brochure
qui vous convient



Entretien avec le Président du Conseil Régional Casablanca-Settat

Abdellatif Mazouz : «La Coupe du Monde des Clubs 2029 sera une répétition grandeur nature du Mondial 2030»



Pour une expérience réussie de la Coupe du Monde de football FIFA 2030 aussi bien pour les joueurs que les spectateurs, la mobilité sera le fer de lance de son organisation dans le Royaume. L'infrastructure routière et les transports publics endosseront une importance aussi stratégique que celle des stades devant accueillir les compétitions. Les chantiers sont déjà nombreux à avoir été lancés, indique le Président du Conseil Régional Casablanca-Settat. Dans cet entretien accordé au *Matin*, Abdellatif Mazouz nous explique comment la Région se prépare pour cette échéance.

Le *Matin* : Comment avance Casablanca dans le processus d'organisation dicté par le contrat « Ville hôte » de la Coupe du Monde 2030 ?

Abdellatif Mazouz : Je souhaite d'abord préciser que ce dossier n'est pas géré par le Conseil Régional et que nous pouvons intervenir en appui sur certains aspects, si on nous le demande. Conformément au cahier des charges de la FIFA, nous sommes surtout sollicités, au niveau du Conseil Régional, sur trois domaines précis : le premier est la mobilité ; vient ensuite le cadre de vie et enfin, l'infrastructure sportive, notamment le centre de médias de la FIFA qui prendra place à l'ancienne foire de Casablanca ou la mise à niveau des stades d'entraînement. Quand nous parlons de mobilité, nous parlons par exemple d'infrastructure routière. Le principal objectif que nous devons atteindre, conformément au cahier des charges, est de réduire la

distance entre les stades, en particulier le stade Hassan II, et l'endroit où sont logées les équipes. Cette dernière ne doit pas dépasser les 30 minutes. Cela suppose que nous disposions de routes fluides pour relier ces différentes infrastructures que sont les hôtels, les stades accueillant les compétitions mais aussi les stades d'entraînement.

Est-ce que l'attribution du Mondial 2030 au Maroc a enclenché un coup d'accélérateur à la mise en œuvre du Plan de Développement Régional ?

C'est indéniable. Par exemple, le Conseil Régional Casablanca-Settat avait commencé à plancher sur le sujet relatif au chantier du RER avec l'Office National des Chemins de Fer (ONCF) bien avant que la candidature de notre pays à la co-organisation du Mondial 2030 ne soit actée. Il est évident que cette actualité ait donné une sorte de coup de fouet à notre réflexion et à la planification des différents chantiers en cours ou qui seront lancés et ce, aussi bien au niveau du Conseil Régional que des différents départements concernés. A titre d'exemple, l'ONCF a déjà commencé à assurer le foncier nécessaire à l'infrastructure via l'expropriation ou encore les terrassements.

Nous avons tendance à oublier les événements qui se produiront avant l'échéance 2030. Nous devons, en effet, nous tenir prêts pour plusieurs événements sportifs qui se dérouleront dans notre pays. La Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2025 nous a déjà obligé à opérer une mise à niveau des stades de Casablanca (Mohammed V, Larbi



Zaouli, Bachir et d'autres). Nous pouvons également citer la Coupe du Monde féminine et, en 2029, le Royaume accueille un événement presque aussi important que le Mondial : la Coupe du Monde des Clubs. Une trentaine de pays sont concernés. Nous nous attendons à un afflux massif de supporters et nous devons être prêts pour 2029. Ce sera une répétition grandeur nature de 2030.

Ce que nous pouvons aussi considérer comme un coup d'accélérateur, c'est la nomination par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste, de Mr Med Mhidya en tant que Wali de la Région.

Ce projet déterminant pour le nouveau tournant de développement de notre Pays est suivi par Sa Majesté et attendu par tous les marocains.

Le cahier des charges de la FIFA est décrit comme exigeant. Pour l'honorer, quelles sont les mesures et pistes d'amélioration les plus urgentes que le Conseil Régional doit adopter ?

Nous avons déjà lancé les travaux pour tout ce qui concerne l'infrastructure routière entre, d'une part, l'aéroport Mohammed V et le stade Hassan II et d'autre part, Casablanca et ledit stade. Avec le ministère

de l'équipement, et d'autres départements ministériels, nous avons engagé une enveloppe budgétaire de 5 milliards de DH pour répondre à cette exigence en plus de ce qui était déjà prévu dans le cadre de notre PDR

A titre d'exemple, la route régionale entre Mohammedia et Benslimane va être dédoublée. Vous trouverez des ouvrages d'art au niveau de l'accès Sud de Mohammedia vers Zenata. Idem au niveau de Nouaceur où la circulation doit être fluidifiée entre l'aéroport et Benslimane. Ce sont donc des projets conséquents qui sont en cours de préparation. Le montage financier est prêt, y

.../...

les études techniques sont en cours et les travaux vont être lancés incessamment. Ceci en plus de ce qui est déjà prévu. Je rappelle qu'il existe une convention entre la Région et le ministère de l'Équipement et de l'eau de l'ordre de 6 milliards de DH dédiée à l'infrastructure routière. 4 milliards seront consacrés à des ouvrages jugés déterminants si l'on soustrait les 2 milliards affectés au monde rural. Certains projets sont achevés, d'autres sont en cours. J'avance l'exemple de la route côtière en cours de dédoublement entre Cherrat et Mohammedia ou encore, la refonte de la route côtière de Dar Bouazza. Ce dernier projet a nécessité un budget de 2 milliards de DH et va fluidifier tout l'accès Sud de Casablanca. Ce chantier prévu avant l'attribution du Mondial a été naturellement accéléré à la faveur de cette échéance.

Hormis les infrastructures routières, la foire de Casablanca sera transformée en une grande structure d'accueil des médias pour un investissement de 400 millions de DH et qui servira par la suite à d'autres fonctions en matière de tourisme d'affaires.

Casablanca-Settat se dotera d'une application dédiée à la mobilité en 2026. En quoi peut-elle améliorer l'expérience du supporter ?

Je profite de cette question pour rappeler une autre exigence du cahier des charges de la FIFA. Selon cette instance, au moins 70% des supporters doivent se déplacer vers le stade via les

transports publics à grande capacité à savoir, les trains, le RER, les autobus, etc... Voitures personnelles et taxis par exemple ne peuvent transporter plus de 30% d'entre eux.

Autre exigence : les alentours du stade abritant une rencontre doivent être rapidement libérés après le match. Je vous laisse imaginer le challenge pour le stade Hassan II qui accueillera 115.000 spectateurs. Cela suppose que le transport public soit suffisant non seulement en termes de capacité mais aussi en termes de fréquence. La mobilité sera ainsi une des principales clés du succès du Mondial 2030. Disposer d'une application dédiée à la mobilité est un complément facilitateur nécessaire, comme nous l'avons vu à Qatar et à Paris pour les J.O. L'idée était inscrite dans notre PDR. Il s'agit de disposer de cette application avec les moyens de transport actuels (tramway, bus, autocars, grands taxis) pour que le citoyen puisse avoir une idée claire et globale des transports à emprunter et qu'il se déplace d'un point A à un point B selon le meilleur itinéraire possible et ce, au niveau de toute la région Casablanca-Settat. Nous ne parlons pas ici uniquement de la ville de Casablanca.

Pour finir, y a-t-il d'autres points importants que nous n'avons pas évoqués lors de cet entretien et qui pourraient jouer un rôle considérable dans la bonne organisation du Mondial 2030 dans notre pays ?

Je pense qu'il y a des chantiers



sur lesquels nous devons tous travailler sans exception. Le hard est maîtrisable. Nous avons les investissements, les spécialistes, les ingénieurs, etc... Mais nous devons avoir deux préoccupations dans tout ce que nous entreprenons. La première, c'est nous, les citoyennes et citoyens ; notre comportement, notre manière d'appréhender notre environne-



ment et nos espaces publics en termes de propreté et d'hygiène par exemple, etc... , en plus de notre chaleureux accueil habituel que nous devons compléter par plus de professionnalisme.

Cet événement sera un moment phare pour notre pays et notre image. Nos Lions de l'Atlas et le public marocain ont donné une excellente image

de notre pays lors du Mondial 2022 au Qatar. Cela s'est traduit par une croissance très élevée du tourisme. La deuxième, c'est l'après-2030. Nous devons dès maintenant nous engager dans une réflexion à ce sujet. Certains spécialistes l'ont déjà mené ailleurs, en Grande Bretagne et en France notamment pour les Jeux Olympiques.

Cette composante doit être intégrée dans tout ce que nous investissons en termes d'études et de faisabilité. Nous avons eu cette opportunité grâce à la clairvoyance de Sa Majesté Le Roi, que Dieu l'Assiste, et nous devons être à la hauteur et que nous fassions de cette opportunité un facteur de développement à long terme.●

Casablanca, ville hôte du Mondial 2030 : une mise à niveau tentaculaire

En juillet dernier, Casablanca abritait une nouvelle réunion consacrée aux préparatifs pour l'organisation de la Coupe du Monde de football 2030. L'une des six villes hôtes de la grand-messe du ballon rond veut faire peau neuve et répondre aux exigences de la Fédération internationale de football association à temps.



Les pouvoirs publics multiplient les séances d'examen de l'état d'avancement des préparatifs de la ville blanche avec à leurs têtes le président de la Fédération Royale marocaine de football (FRMF), Faouzi Lekjaâ, et le wali de la région de Casablanca-Settat, gouverneur de la préfecture de Casablanca, Mohamed Mhidia.

Au menu : le point sur les projets d'aménagement et d'infrastructures avec un accent particulier mis sur les infrastructures sportives : stades, sites d'entraînement, mais aussi transport et mobilité, hébergement, connectivité et développement durable. La réunion a aussi été l'occasion de souligner la particularité de la capitale économique du Royaume étant donné qu'elle abritera deux sites importants : le Grand Stade Hassan II de Benslimane et le Complexe sportif Mohammed V. C'est aussi la ville blanche qui abritera l'International Broadcast Center (IBC) qui diffusera le signal de transmission des matchs.

Les autorités locales ont mis en place une organisation et une gouvernance spécifiques pour ce rendez-vous planétaire à travers un Comité central de pilotage et un Comité régional de suivi. À ceux-ci s'ajoutent cinq comités thématiques : stades et sites d'entraînement, transport, mobilité et développement durable, hébergement, connectivité et technologies, éducation et formation professionnelle.

Vers une plus grande fluidité dans le transport

Experts et professionnels du transport touristique ont plai-

dé pour le développement du secteur dans le cadre des préparatifs pour le Mondial 2030 lors des «Tourisme Transport Industry Days» organisés par l'Organisation marocaine du transport touristique (OMTT) en juin dernier. Une position naturellement partagée par la tutelle. «Le Maroc est bien évidemment engagé à réaliser tous les investissements nécessaires pour que les services de transport soient à la hauteur des attentes», indiquait le département du Transport et de la logistique. Au chapitre des attentes, nous pourrions citer la fluidité et la facilité des déplacements vers et depuis le futur stade de Benslimane. «Un réseau de RER est en projet dans la région pour relier Benslimane à d'autres quartiers périphériques et à la ville de Casablanca», précise le président du Conseil régional du tourisme de Casablanca-Settat (CRTCS), Othmane Chérif Alami, dans un entretien accordé au journal «Le Matin».

Le Maroc s'est aussi doté d'une feuille de route en matière d'infrastructures. Au-delà de la mise à niveau ou de la construction de stades, elle porte également sur la réalisation de routes et d'autoroutes pour garantir un accès fluide à ces derniers, selon des précisions apportées par le ministre de l'Équipement et de l'eau, Nizar Baraka. L'aérien n'est pas en reste. Royal Air Maroc (RAM) compte bien améliorer la connectivité aéroportuaire de Casablanca à l'horizon 2030. RAM met l'accent en particulier sur le doublement de sa flotte pour atteindre 130

avions. Il s'agira aussi, selon son PDG Abdelhamid Addou, d'ajouter un nouveau terminal à l'aéroport Mohammed V et de renforcer les liaisons aériennes internationales.

Travaux et chantiers tous azimuts

Casablanca est un véritable chantier à ciel ouvert, pour reprendre les termes employés par sa Maire, Nabila Rmili, lors d'une conférence tenue au mois de mai portant sur les projets structurants en cours de réalisation dans la ville blanche. À titre d'exemple et à l'heure où nous mettons sous presse, l'une des principales artères historiques de la ville, le boulevard Zerketouni, se refaisait une beauté, et la rénovation du Stade d'honneur battait toujours son plein. La maire a cité quelques-unes des réalisations phares de la ville en matière de mobilité urbaine, notamment la flotte de 700 bus, le Tramway de Casablanca et ses nouvelles lignes opérationnelles (T3 et T4) ou encore, «les Busways qui ont atteint un million d'utilisateurs 50 jours seulement après leur mise en service».

La réunion a ainsi servi à détailler les différents projets d'infrastructure et de développement de la ville blanche pour être à l'heure pour son rendez-vous avec le Mondial. Elle s'est conclue sur une unanimité des différents intervenants : les Casablancais doivent s'approprier ces projets et ainsi rendre effective leur adhésion effective et responsable à l'élan de développement de leur ville. ●

Entretien avec le président du Conseil régional du tourisme de Casablanca-Settat (CRTCS)

Othmane Chérif Alami : «Il est nécessaire que les grands projets de la région soient opérationnels au moins un an avant l'échéance»



L'ensemble des pouvoirs publics est sur le qui-vive pour réussir l'organisation de la Coupe du Monde de football 2030. Casablanca, l'une des villes hôtes, étoffe son offre d'hébergement et de transport touristique. Tour d'horizon des chantiers de la ville blanche avec le président du Conseil régional du tourisme.

Le Matin : Casablanca dispose-t-elle d'une capacité d'hébergement suffisante en prévision de la Coupe du Monde de football 2030 ?

Othmane Chérif Alami : La région de Casablanca Settat dispose d'une capacité de 234 établissements d'hébergement classés soit 27.971 lits, sans oublier les hébergements alternatifs notamment plus de 5.000 appartements meublés loués via les plateformes de réservation en ligne. En outre, depuis plusieurs mois, l'ouverture de nouvelles unités hôtelières à Casablanca a déjà commencé. On note, en effet, le light opening du Royal Mansour Casablanca, la réouverture du Marriott (ex-Sheraton) de 305 chambres et 18 salles de réunion après sa rénovation, le Radisson Blu Gauthier (133 chambres) et le charmant boutique-hôtel Kaan (110 chambres) anciennement Almohades et complètement rénové. Dans le court terme, la chaîne Eurostars ouvre son premier hôtel à Casa Anfa à l'automne ainsi que l'Eurostars Californie en fin 2024 et l'Exe Zerkouni en mi-2025. Le nombre total de chambres proposées par la chaîne est de 251. La réhabilitation de l'hôtel historique Lincoln 120 chambres et suites est toujours en cours avec une ouverture prévue pour 2025. Avec l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2025 et de la Coupe du Monde (CDM) 2030, plus d'unités d'hébergement pourraient voir le jour notamment dans la région autour du nouveau stade à Benslimane. Ainsi, pour répondre à la forte demande lors de la Coupe du Monde 2030, la construction d'hôtels de transfert (d'une capacité de 80 chambres avec une superficie de 40 m²/chambre) proches des stades d'entraînement s'im-

pose à Benslimane et Mansouria. C'est le rôle des opérateurs privés qui doivent également être assurés que leur investissement est pérenne.

Qu'en est-il du transport touristique et comment le mettre à niveau pour cette échéance ?

Concernant la mobilité notamment les déplacements de fans du stade vers l'hôtel, un réseau de RER est en projet dans la région pour relier Benslimane à d'autres quartiers périphériques et à la ville de Casablanca. Dans la ville, le réseau de Tramway (T1 et T2 d'une longueur de 47,5 km et T3 et T4 lignes soit 26,5 km) et de BHNS (Bus à Haut Niveau de Service, Ndlr) de Casablanca (24,5 km pour 42 stations) améliore grandement la mobilité dans la ville. L'aéroport Mohammed V sera, à son tour relié à la ligne à grande vitesse (Casablanca-Tanger) et à Benslimane. Le CRTCS préconise, pour sa part, l'ouverture progressive de l'aéroport de Benslimane dans le cadre la préparation de la Coupe du Monde 2030. Cet aéroport pourrait accueillir les compagnies Low cost permettant aux touristes nationaux et internationaux de bénéficier de vols de et vers la région à des prix compétitifs. Porte de l'Afrique, cet aéroport dispose d'un atout technique exceptionnel et en ferait le deuxième aéroport de la région de Casablanca-Settat.

Quelle est la place accordée à la CDM dans la feuille de route du CRT qui ambitionne d'atteindre plus de 5 millions de touristes à l'horizon 2030 ?

En 2030, la région aspire à attirer 6 millions de touristes (avec une durée de sé-

jour de 2 à 4 nuitées). Il s'agit de 1 million de touristes d'affaires et MICE (Meetings, Incentives, Conférences et Expositions), 1 million de touristes pour le City Break, 500.000 croisiéristes et 3,5 millions de nationaux.

Pour ce faire, il est aussi nécessaire que les grands projets de la région soient opérationnels au moins un an avant l'échéance notamment concernant le Grand Palais des Congrès (prévu en 2029) qui doit programmer ses premiers événements plusieurs mois à l'avance.

Le futur terminal 3 de l'aéroport Mohammed V, le quai de croisières opérationnel en fin 2024, le Palais de la foire (dont les travaux de rénovation vont commencer incessamment) qui sera prêt en 2026 et les investissements privés d'hôtels, de restaurants et d'animation sur la côte balnéaire de Bouznika à Oualidia... également très attendus.

La mise à niveau de cette infrastructure, y compris le Grand Stade de Benslimane de 115.000 spectateurs, le réseau de RER et éventuellement l'aéroport de Benslimane, aidera la région à atteindre ces grands objectifs notamment les 26 millions d'arrivées de touristes en 2030 dont la région peut capter, à elle seule, plus de 20%.

D'ailleurs, la feuille de route régionale du CRTCS a été présentée en juillet dernier lors de la troisième édition du Forum interactif du tourisme co-organisé avec Casa-Event & Animation sur le thème «État des lieux de la Feuille de route du tourisme pour la région de Casablanca-Settat à l'ère des nouveaux enjeux liés à la préparation de la Coupe du Monde 2030».●



Entretien avec le directeur général de Mazagan Beach & Golf Resort

Jacques Claudel : «Mazagan Beach & Golf Resort se prépare activement au Mondial 2030»

Depuis son ouverture, Mazagan Beach & Golf Resort a développé une offre diversifiée qui va au-delà du simple séjour hôtelier. L'établissement propose à ses clients une expérience complète mêlant luxe, bien-être, gastronomie, sport et loisir, tout en contribuant à positionner la région de Casablanca-Settat comme une destination touristique durable et diversifiée.

Le Matin : La région de Casablanca-Settat se veut une destination «multiple» sur le plan touristique pour accueillir pas moins de 6 millions de touristes à l'horizon 2030, comment Mazagan Beach & Golf Resort se positionne-t-il par rapport à cette vision ?

Jacques Claudel : Mazagan Beach & Golf Resort s'inscrit pleinement dans cette vision ambitieuse. Nous jouons un rôle clé en combinant l'attrait balnéaire de notre région avec sa richesse culturelle, notamment grâce à notre proximité avec les villes historiques d'El Jadida et d'Azemmour. Depuis notre ouverture, nous avons développé une offre diversifiée qui va au-delà du simple séjour hôtelier, nous proposons une expérience complète mêlant luxe, bien-être, gastronomie, sport et loisir.



Notre appartenance au groupe Kerzner International nous donne accès à une notoriété mondiale, ce qui nous permet d'attirer des visiteurs de nombreux marchés internationaux. Par ailleurs, notre proximité avec le plus grand parc d'exposition d'Afrique et le projet de la nouvelle ville sportive d'El Jadida renforcent notre positionnement comme une destination incontournable pour le MICE et les amateurs de sports et de loisirs.

Enfin, nous poursuivons nos investissements dans l'innovation et le développement durable, afin d'améliorer l'expérience de nos clients tout en contribuant à positionner la région de Casablanca-Settat comme une destination touristique durable et diversifiée.

En perspective de la Coupe du Monde 2030, quels préparatifs pour être au rendez-vous ? Qu'en est-il de l'expérience des fans de football ?

La Coupe du Monde 2030 représente une opportunité exceptionnelle pour le Maroc, et Mazagan Beach & Golf Resort se prépare activement à cet événement mondial. Nous travaillons déjà à renforcer nos infrastructures pour accueillir les fans et les équipes dans les meilleures conditions. Avec nos terrains de football, notre proximité avec le stade d'El Jadida ainsi que le futur projet de la ville sportive, Mazagan sera un point de rassemblement idéal pour les équipes en entraînement et les supporters.

Pour enrichir l'expérience des fans, nous mettrons en place des zones spéciales avec écrans géants, des événements exclusifs et des offres sur mesure pour les amateurs de football. Tout cela dans une atmosphère festive, complétée par une hospitalité marocaine d'exception. En parallèle, nous mettrons en avant les expériences culturelles uniques de la région pour offrir aux visiteurs une découverte complète de notre patrimoine.

Comment le Mazagan Beach & Golf Resort s'adapte-t-il aux tendances émergentes

du secteur du tourisme et de l'hôtellerie ?

Mazagan Beach & Golf Resort est constamment à l'écoute des tendances émergentes pour anticiper les besoins de nos clients et rester à la pointe de l'innovation dans le secteur. Aujourd'hui, les voyageurs recherchent des expériences plus authentiques et personnalisées. Pour répondre à cette demande, nous renouvelons régulièrement nos concepts de restauration, diversifions nos activités de sports et loisirs et créons des offres sur mesure adaptées à différents profils de voyageurs.

La digitalisation est également un axe clé de notre stratégie. Nous investissons dans des technologies qui améliorent l'expérience client à chaque étape du séjour, tout en préservant l'hospitalité marocaine et l'aspect humain de notre accueil. Notre objectif est d'offrir des

services modernes et efficaces, sans perdre de vue l'importance d'une expérience chaleureuse et authentique.

Quelle est votre vision du tourisme durable et comment le Mazagan Beach & Golf Resort s'inscrit-il dans cette approche ?

Pour nous, le tourisme durable n'est pas une initiative récente ni une simple tendance, mais un engagement ancré dans notre ADN depuis notre ouverture. Notre vision du tourisme durable repose sur la réduction de notre empreinte écologique tout en contribuant positivement au développement social et économique de la région. Cela s'illustre par des actions concrètes, telles que l'obtention de la certification «EarthCheck» pendant quatre années consécutives, en reconnaissance de nos efforts en

matière de gestion environnementale. Nous gérons nos ressources de manière responsable, en mettant l'accent sur la réduction de la consommation d'eau et d'énergie, ainsi que sur la gestion des déchets. Nous allons poursuivre ces efforts avec de nouvelles initiatives pour continuer à évoluer face aux défis environnementaux et sociétaux.

Sur le plan social, notre «Mazagan Academy» joue un rôle essentiel dans la formation des talents locaux, ce qui contribue à l'insertion professionnelle et au développement de la communauté. Le tourisme durable est pour nous une approche globale qui associe responsabilité environnementale, excellence opérationnelle et impact positif pour les populations locales. Nous continuerons à agir dans ce sens pour les années à venir, afin de garantir un avenir plus durable pour tous. ●





— 07 —

MARRAKECH
-SAFI

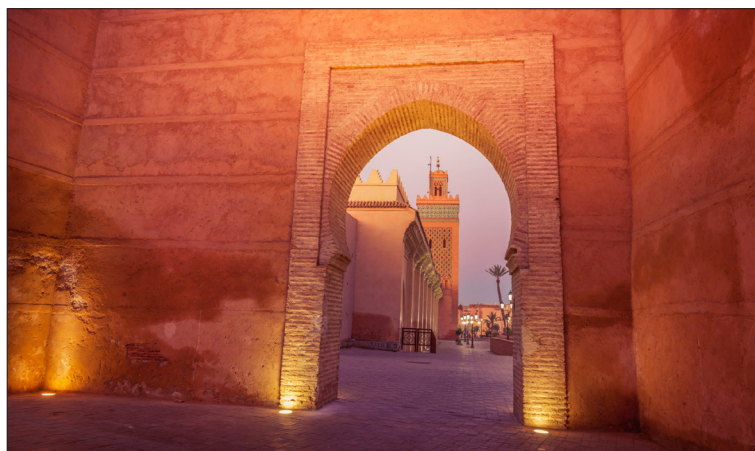
Marrakech-Safi : une région aux multiples atouts économiques

La région de Marrakech-Safi se distingue par un paysage économique diversifié, soutenu par des initiatives et des investissements stratégiques visant à renforcer ses pôles d'activité.

S'étendant sur une superficie de près de 39.167 km², la région de Marrakech-Safi compte huit provinces : Marrakech, Essaouira, Safi, El Kelâa des Sraghna, Youssoufia, Chichaoua, Rehamna et Al Haouz, et abrite plus de 4,5 millions d'habitants. Grâce à la diversité de ses secteurs économiques tels que l'agriculture, l'industrie, le tourisme, et les mines, la région contribue à hauteur de 9% au PIN national.

Les principaux secteurs économiques sont le tourisme, l'agriculture et les mines

Concernant le secteur du tourisme, Marrakech est l'un des pôles touristiques les plus prisés, attirant des millions de visiteurs chaque année grâce à sa médina classée au patrimoine mondial de l'Unesco, et ses infrastructures hôtelières modernes. En 2024, la région vise à accroître le tourisme durable et culturel en dehors de Marrakech pour mieux inclure des zones comme Essaouira et le Haut Atlas. 2023 près de 3 millions de touristes, un chiffre qui se stabilise en 2024 malgré les fluctuations économiques mondiales. La ville de Marrakech concentre, à elle seule, 85% de la capacité d'hébergement de la région, avec des milliers d'établissements allant des hô-



tels de luxe aux riads traditionnels. Le secteur touristique est une pierre angulaire de l'économie régionale, générant environ 70% des devises de la région et employant près de 200.000 personnes, directement ou indirectement. Sur le registre de l'agriculture, la région Marrakech-Safi dispose de près de 1,8 million d'hectares de terres agricoles, représentant environ 10% des terres cultivées au niveau national. Elle est l'une des principales régions pour l'olivier au Maroc, contribuant à 25% de la production nationale d'huile d'olive et produisant également 30% de la betterave sucrière nationale. Les cultures céréalières, bien que tributaires des précipitations, ont généré une production totale de 1,6 million de quintaux en 2024. L'agriculture est une source majeure d'emploi, avec 45% de la population active régionale engagée dans ce secteur, particulièrement dans les provinces rurales comme Rehamna et Chichaoua. L'industrie représente un pilier économique de Safi et Youssoufia, avec un développement marqué dans les phosphates, le ciment et la pêche, et des zones industrielles modernes en expansion. Les industries minières,

principalement concentrées à Youssoufia et Safi, représentent environ 20% du PIB régional. La région contribue à une part notable de la production nationale de phosphates, un secteur vital pour l'exportation et le développement économique. En 2024, les phosphates et leurs dérivés représentent une part substantielle des exportations de la région. Le secteur minier, bien qu'intensif en capital, est un employeur important avec des emplois directs et indirects estimés à environ 25.000, incluant les industries de transformation. La région est également le centre névralgique de l'artisanat marocain, contribuant à près de 15% du PIB régional. Safi dispose de ports dédiés à la pêche et aux exportations industrielles, jouant un rôle crucial dans l'économie régionale. Le réseau routier relie Marrakech aux grandes villes et dessert aussi les zones rurales. Le train à grande vitesse (TGV) est en phase de planification pour connecter Marrakech à Casablanca, visant à renforcer la mobilité. Concernant l'emploi, la région affiche un taux de chômage d'environ 10,7% en 2024. Une région aux multiples atouts économiques. ●



Marrakech-Safi : vers une diversification économique

La région de Marrakech-Safi, forte de sa diversité géographique et de ses ressources naturelles, dispose de secteurs économiques porteurs comme l'industrie, le tourisme, l'agriculture et les mines. Cependant, la région fait face à des défis importants, notamment des disparités entre les zones urbaines et rurales, un taux de chômage significatif et le stress hydrique.

Une mosaïque de potentiels industriels, agricoles et touristiques. C'est ainsi qu'on peut qualifier la région de Marrakech-Safi. Celle-ci peut compter pour son développement sur une diversification notable de son économie, concentrée principalement sur l'agriculture, le tourisme, l'industrie extractive, et l'artisanat, contribuant fortement au PIB national. Cependant, cette croissance s'accompagne de défis significatifs, nécessitant des réponses ciblées pour un développement équilibré et inclusif.

Tourisme : le Mondial 2030, une opportunité

Le secteur touristique, est sans doute le premier levier de l'économie régionale, génère près de 70% des recettes en devises de Marrakech-Safi

et emploie environ 200.000 personnes. La ville de Marrakech, mondialement connue, a accueilli plus de 3 millions de visiteurs en 2023, grâce à ses trésors architecturaux, ses festivals et son artisanat de renommée mondiale. Le tourisme représente près de 40% du PIB régional, avec une offre diversifiée qui évolue pour inclure des formes alternatives comme l'écotourisme, l'agritourisme et les circuits en milieu rural. La ville de Marrakech concentre à elle seule 85% des établissements d'hébergement de la région, tandis que les zones montagneuses et rurales telles que l'Oukaïmeden et la vallée d'Amizmiz se développent comme destinations écoresponsables, attirant un nombre croissant de touristes en quête d'authenticité. «Le secteur enregistre plus de

10 millions de nuitées dans ses établissements touristiques chaque année (chiffres 2023). Cette région est renommée pour ses activités, telles que les jardins de Majorelle à Marrakech, la médina d'Essaouira, ou encore les plages de Safi pour n'en citer que quelques exemples. Le développement d'infrastructures modernes, comme de nouveaux complexes hôteliers et des équipements de loisirs, soutient cette croissance, et la préparation pour ces événements internationaux, tels que la Coupe du Monde ou encore la Coupe d'Afrique des Nations, est une opportunité de plus pour diversifier et renforcer davantage l'attractivité de la destination», souligne Mohamed Amine Sabibi, directeur général par intérim du Centre régional d'investissement (CRI) de Marrakech-Safi.

De son côté, l'artisanat est également un pilier de l'économie locale, générant environ 15% du PIB régional et employant plus de 10.000 artisans dans des

métiers traditionnels tels que la poterie, le cuir, et la tapisserie.

Les jeunes talents réinterprètent l'artisanat traditionnel

«Aux côtés du tourisme et de l'artisanat, les industries culturelles et créatives occupent une place centrale dans le développement de la région de Marrakech-Safi. La région capitalise sur plusieurs secteurs liés, allant de l'artisanat industrialisé au gaming, et ce grâce à un vivier de talents locaux bien formés et qualifiés. Ces talents sont aussi bien des Mâalems maîtrisant un savoir-faire ancestral que des développeurs évoluant dans le digital», note Sabibi. Et d'ajouter «cette dualité enrichit considérablement l'offre régionale, avec une dynamique collaborative unique entre tradition et innovation, visible dans les villes phares comme Marrakech, Safi et Essaouira. De nombreuses entreprises familiales illustrent cette tendance, où les jeunes générations réinterprètent l'artisanat traditionnel, répondant ainsi à une demande croissante des marchés nationaux et internationaux».

L'agriculture et l'agro-industrie, l'autre atout majeur

L'agriculture occupe une place essentielle dans l'économie régionale avec 1,8 million d'hectares de terres arables, dont une grande partie est consacrée aux cultures d'oliviers et d'agrumes. L'agriculture emploie près de 45% de la population active de la région, notamment dans les zones rurales de Rehamna et Chichaoua.

«Le secteur agricole et l'agro-industrie représentent un autre

atout majeur pour la région. Marrakech-Safi bénéficie de vastes plaines fertiles et d'une offre foncière mobilisable, soutenue par des projets structurants tels que l'agropole, le marché d'intérêt national et une plateforme logistique dédiée, tous portés par le Conseil Régional à Rehamna. Toujours dans ce contexte, la région regorge d'espèces de plantes aromatiques et médicinales (on dénombre plus de 4.000 espèces). Une ressource qui est aujourd'hui transformée par de nombreux opérateurs qui emploient ces intrants, et créent ensemble une industrie cosmétique et pharmaceutique dynamique», explique Sabibi.

Cependant, le secteur reste vulnérable aux aléas climatiques et à la disponibilité en eau. D'où l'urgence de la modernisation des infrastructures d'irrigation pour garantir la résilience agricole.

L'industrie et les mines, des secteurs prometteurs

Le secteur industriel de Marrakech-Safi, englobant l'agroalimentaire, le textile et les industries extractives, représente environ 20% du PIB régional. La province de Safi se distingue par ses activités minières et industrielles, notamment l'exploitation de phosphates et la production de ciment, tandis que Yousseoufia contribue activement à l'extraction minière. La région emploie plus de 60.000 personnes dans le secteur industriel, avec des pôles comme Safi bénéficiant de la proximité du port pour l'exportation.

«En outre, avec un littoral de près de 270 km et des conditions maritimes uniques favorisant une pêche abondante, notamment de la sardine, la région

de Safi est devenue un hub de la transformation des produits de la mer, avec pas moins de 30 usines spécialisées», précise le directeur général par intérim du CRI Marrakech-Safi.

Pour sa part, le secteur chimique, lié à l'implantation de hubs phosphatiers grâce aux investissements massifs de l'OCP, ouvre des perspectives considérables pour l'industrialisation locale. Selon le CRI de la région, de nombreux métiers supports à cette industrie devraient également profiter de ces opportunités.

Un grand potentiel en matière de mobilité verte et d'EnR

La région de Marrakech-Safi se distingue également par son potentiel en matière de mobilité verte et d'énergies renouvelables (EnR). «Le rôle de la région en tant qu'hôte de la COP 22 souligne son engagement dans la transition écologique, notamment à travers des projets ambitieux comme l'exploitation des vents optimaux d'Essaouira et de Safi, ou encore l'ensoleillement important de zones telles que Rehamna, Marrakech et Chichaoua. Ces conditions naturelles favorables attirent de plus en plus d'opérateurs cherchant à utiliser des énergies propres pour des secteurs industriels d'avenir, comme la fabrication de batteries pour véhicules électriques», rappelle le DG par intérim du CRI de Marrakech-Safi.

L'expansion du digital et de l'outsourcing

Le digital et les métiers de l'outsourcing sont des secteurs en pleine expansion. «La région, avec sa population jeune (un tiers

...

.../...

de la population ayant moins de 15 ans), bénéficie d'infrastructures de formation de pointe, comme les écoles 1337, You-Code, et l'OFPPPT. Les compétences polyglottes des habitants, largement développées grâce au tourisme, renforcent encore le potentiel de la région pour répondre aux besoins des métiers numériques», note Sabibi.

Les défis structurels

Bien que dynamique, la région DE Marrakech-Safi est confrontée à d'importants défis structurels. Le chômage atteint 14,3% en 2024, avec un taux de plus de 20% chez les jeunes, principalement dans les zones rurales où les opportunités d'emploi demeurent limitées, voire inexistantes. L'autre grand défi, et qui est également national, est celui de la gestion des ressources hydriques. Il représente un énorme défi, et ce au regard du contexte de sécheresse accrue qui dure. Les autorités locales ont initié des programmes de désalinisation et de traitement des eaux usées.

Les ambitions du PDR 2022-2027

Avec une enveloppe budgétaire de près de 11,95 milliards de dirhams, le Plan de développement régional (PDR) 2022-2027 ambitionne de transformer Marrakech-Safi en un pôle de développement durable. Il s'agit du renforcement des infrastructures via des projets routiers et logistiques pour relier Marrakech aux provinces voisines et fluidifier les échanges commerciaux, avec l'extension des axes routiers reliant Marrakech à Safi et Youssoufia et l'installation de nouvelles zones logistiques. Le plan prévoit aussi la construction de nouveaux centres de santé

dans les zones rurales et une augmentation du nombre de centres de formation professionnelle pour renforcer les compétences des jeunes dans les métiers en demande au niveau régional. Il prévoit aussi des projets d'énergie solaire et des initiatives de gestion durable des ressources naturelles, comme les bassins hydriques et l'agriculture biologique, visent à faire de la région un leader de l'économie verte. Le plan inclut également l'installation de panneaux solaires dans les écoles rurales. En complément du tourisme de masse à Marrakech, le plan met l'accent sur le développement d'un écotourisme et d'un tourisme rural dans des zones telles qu'Amizmiz et Oukaïmeden, dans le but de créer des sources de revenus durables pour les communautés locales. S'agissant du volet rela-

tif à la réduction des disparités sociales, le plan vise à améliorer l'accès à l'eau potable, l'électricité et les services de base pour les populations des zones enclavées, ainsi que des programmes d'habitat social et d'entrepreneuriat, notamment pour les femmes.

Hausse des investissements

En 2023, la région de Marrakech-Safi s'est illustrée par une montée significative des investissements, marquant un jalon décisif dans son développement économique. La Commission régionale unifiée d'investissement a approuvé pas moins de 547 projets, avec un montant d'investissements avoisinant les 120 milliards de dirhams. Cette dynamique, inédite par son ampleur, résulte d'une confluence de facteurs favorables et de l'en-





gagement de plusieurs secteurs clés. En tête de cette expansion, le Programme d'investissement de l'OCP a joué un rôle central. «Marrakech-Safi bénéficie aujourd'hui de la mise en place d'un pôle stratégique de l'OCP, dans le cadre de son ambitieux Programme d'investissement dévoilé devant Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste», note le directeur par intérim du CRI de Marrakech-Safi. Selon ce dernier, cette initiative, portée par un écosystème industriel intégré, devrait impulser une montée en compétences des métiers de l'industrie et susciter des retombées économiques positives pour l'ensemble de la région. «Cette dynamique est également renforcée par les effets de la Nouvelle Charte d'investissement, qui incarne la Vision éclairée de

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu Le glorifie. Depuis son lancement, cette Charte attire un flux constant d'investisseurs, séduits par les incitations, dont un cash-back sur le Capex pouvant atteindre 30%. Marrakech-Safi s'affirme ainsi comme une destination prisée, au cœur du Momentum Maroc, pour les entrepreneurs nationaux et internationaux souhaitant investir dans des secteurs d'avant-garde», précise Sabibi.

Parallèlement, l'amélioration du climat des affaires régional a contribué à renforcer cette attractivité. Un dialogue public-privé constructif, mené sous l'égide du Wali, a permis de cibler et de résoudre des problématiques récurrentes pour les investisseurs à travers des groupes de travail thématiques.

«Une enquête réalisée fin

2023 auprès de 639 entreprises de la région par le CRI a confirmé cet élan : 71% des répondants ont jugé le climat des affaires favorable, 80% prévoient cette stabilité en 2024, et 89% expriment une intention de réinvestir», souligne-t-on auprès du CRI de la région. Les efforts de promotion et de marketing territorial déployés par le CRI portent également leurs fruits. Selon ce dernier, les campagnes de promotion et d'événements régionaux génèrent des résultats visibles, avec un impact sur les investissements observé une à deux années après leur lancement. En 2024, cette tendance se confirme : entre janvier et août, la Commission a approuvé 469 nouveaux projets, soit une augmentation de 60% par rapport à la même période en 2023 (294 projets). ●

Entretien avec le directeur général par intérim du CRI Marrakech-Safi

Mohamed Amin Sabibi : «Le CRI de Marrakech-Safi s'inscrit dans une vision de développement qui vise à faire de la région un pôle économique attractif et durable d'ici 2030»



À l'horizon 2030, le Centre régional d'investissement de Marrakech-Safi vise à transformer la région en un pôle économique attractif et durable, en capitalisant sur son patrimoine culturel, ses ressources naturelles et ses secteurs phares tels que le tourisme, l'agriculture et les énergies renouvelables. Mohamed Amin Sabibi, directeur général par intérim du CRI de Marrakech-Safi, détaille dans cet entretien les priorités stratégiques, les objectifs d'investissement, ainsi que la préparation de la région pour la Coupe du Monde 2030, événement attendu comme un catalyseur de développement et de création d'opportunités pour la jeunesse locale.

Le Matin : Comment le CRI de Marrakech-Safi envisage-t-il le développement de la région à l'horizon 2030 et quelles en sont les priorités stratégiques ?

Mohamed Amin Sabibi : Le Centre régional d'investissement (CRI) de Marrakech-Safi s'inscrit dans une vision de développement globale intégrée qui implique l'ensemble des parties prenantes, à la fois des secteurs publics et privés, et qui vise à faire de la région un pôle économique attractif et durable d'ici 2030. Cette vision repose sur l'exploitation de ses atouts uniques, notamment sa richesse culturelle, ses ressources naturelles, son dynamisme touristique, son positionnement en tant que berceau de l'excellence académique et, sur son ambition de renforcement de son poids économique à l'échelle nationale. À horizon 2030, et en préparation de la Coupe du Monde, Marrakech s'organise pour pouvoir accueillir des supporters du monde entier. À ce titre, la Ville renforce son offre d'hébergement et d'animation touristique et compte s'appuyer sur son savoir-faire en matière d'hospitalité pour former les jeunes du Royaume afin qu'ils soient prêts pour ce rendez-vous historique. En parallèle du secteur touristique, la région aspire à se positionner comme un leader dans des secteurs clés tels que l'agriculture et l'agro-industrie, les énergies renouvelables et les industries créatives. En intégrant ces dimensions dans une stratégie de développement harmonieuse, le CRI ambitionne de contribuer à la promotion d'une croissance inclusive qui bénéficie à l'ensemble des acteurs économiques et sociaux.

Dans ce cadre, le CRI de Marrakech-

Safi accompagne le développement de la région sur le volet économique en renforçant son offre d'accompagnement à destination des investisseurs et des entrepreneurs, avec l'objectif d'atteindre les objectifs fixés par la Stratégie nationale de développement des investissements privés. La région vise à drainer près de 58 milliards de dirhams d'investissement privé à l'horizon 2026, avec la création de 50.000 emplois, soit environ 9% de l'objectif national, qui s'établit à 550 milliards de dirhams d'investissement privé cumulé sur la période 2022-2026.

Comment évaluez-vous la préparation de la région à la Coupe du Monde 2030 et l'impact de cette organisation sur le développement économique de la région ?

La région de Marrakech-Safi est activement engagée dans les préparatifs pour accueillir la Coupe du Monde 2030. Nous sommes convaincus que cet événement historique représentera une opportunité exceptionnelle de développement pour notre région et que son héritage devrait profiter Marrakech-Safi sur le long terme. À cet effet, et partant d'une vision précise de ce que l'organisation de tels événements exige en termes d'infrastructures de mobilité, d'aménagements des équipements sportifs, de préparation de l'offre d'animation, de connectivité, d'encadrement et de préparation des ressources humaines, ou encore de mise en place de mesures environnementales, un programme d'investissement important a été fixé et les préparatifs y afférents avancent bon train, certains chantiers ont démarré et d'autres ont vu leurs études prépa-



ratoires entamées. L'impact économique potentiel est immense, tant à court terme avec les investissements attendus, qu'à long terme avec la consolidation de la région en tant que destination touristique et sportive de premier plan. L'organisation de la Coupe du Monde va générer un afflux considérable d'investissements privés, stimuler le secteur du tourisme, et créer de nouvelles opportunités d'emploi, notamment pour les jeunes. Lorsque la ligne LGV sera

prête, quelles que soient les villes dans lesquelles se joueront les matchs, les supporters pourront rejoindre Marrakech en un rien de temps. La ville s'attend donc à recevoir ceux et celles qui viendront célébrer les victoires de leurs équipes pour la «troisième mi-temps», c'est pourquoi Marrakech se prépare avec toute la rigueur nécessaire à leur offrir le meilleur accueil possible et anticipe d'ores et déjà leurs besoins potentiels.

Quels sont les grands projets d'infrastructures prévus pour renforcer l'attractivité de la région ?

De grands projets structurants sont prévus pour renforcer l'attractivité de la région. Une mise à niveau de certaines infrastructures, nécessaires à cet événement d'envergure mondiale, est au programme. Cela inclut des projets d'amélioration des infrastructures de transport, notamment les

...

.../...

routes et les liaisons ferroviaires, qui seront essentiels pour faciliter les déplacements des millions de visiteurs attendus. La modernisation des équipements sportifs et l'amélioration des capacités d'accueil, comme les hôtels, les centres de loisirs et les services touristiques, sont également au cœur de la feuille de route de préparation.

À côté du programme d'investissement prévu pour la Coupe du Monde, le Programme de développement régional de Marrakech-Safi prépare actuellement de nombreux projets structurants qui devraient métamorphoser la région, renforcer son attractivité et la rendre plus compétitive, et ce à la fois pour les visiteurs, les investisseurs, mais aussi les habitants. Je prends en exemple les nombreuses zones industrielles en cours de réalisation, dont notamment le Parc technologique de Tamensourt, qui offrira très prochainement

une poche d'expansion pour la production industrielle de la ville de Marrakech.

Quel est l'impact de ces projets sur la compétitivité de la région ?

Les projets d'infrastructures envisagés auront un impact significatif sur la compétitivité de la région Marrakech-Safi à plusieurs niveaux. Tout d'abord, la modernisation des infrastructures de transport, que ce soit les routes ou la réalisation de la future Ligne à grande vitesse (LGV), facilitera non seulement les déplacements des visiteurs, mais aussi ceux des marchandises. Cela va réduire les coûts logistiques pour les entreprises locales et améliorer l'accessibilité de la région pour les investisseurs, les partenaires commerciaux et les touristes. Une meilleure connectivité signifie également une plus grande intégration de la ré-

gion dans les circuits commerciaux nationaux et internationaux, ce qui va renforcer la position de Marrakech-Safi comme un pôle d'activité économique stratégique.

Ensuite, la modernisation des équipements sportifs et des infrastructures d'accueil, notamment les hôtels et les centres de loisirs, va créer un environnement plus favorable à l'organisation de grands événements internationaux. Ces améliorations vont attirer un tourisme de qualité, mais aussi dynamiser les secteurs liés, tels que l'hôtellerie, la restauration et les services. En parallèle, l'essor de ce tourisme haut de gamme encouragera des investissements dans d'autres secteurs, comme l'artisanat et l'immobilier, ce qui contribuera à la diversification de l'économie régionale.

Enfin, ces projets d'envergure contribueront à renforcer l'image de Marrakech-Safi comme une destination attrac-



tive pour les Investissements étrangers directs (IDE). Avec des infrastructures modernes, la région devient plus compétitive et plus attractive pour les investisseurs cherchant à développer des projets dans des secteurs comme l'agro-industrie, les énergies renouvelables, ou encore les technologies de l'information. En somme, ces projets d'infrastructures renforceront la capacité de la région à capter des investissements, à soutenir l'innovation, et à créer de nouvelles opportunités d'emploi, consolidant ainsi sa compétitivité à l'échelle nationale et internationale.

Comment le CRI promeut-il les énergies renouvelables et la réduction de l'empreinte carbone ?

Les énergies renouvelables et la réduction de l'empreinte sont des thématiques ô combien importantes, pour l'avenir de notre économie, de notre société et de notre planète ! Aujourd'hui, alors que nous faisons face à des défis environnementaux sans précédent, il est plus que jamais essentiel de réaffirmer notre engagement à construire un avenir énergétique durable. C'est dans cette perspective que le Maroc, sous la Vision éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu Le glorifie, s'est engagé sur une trajectoire exemplaire en matière de transition énergétique.

Dans la région de Marrakech-Safi, nous avons la chance d'être non seulement un acteur central de l'économie nationale, mais aussi une

plateforme clé pour les investissements dans les énergies renouvelables. Notre région, riche en ressources naturelles et en potentiel humain, avec des infrastructures d'enseignement supérieur et de recherche de pointe, joue un rôle essentiel dans l'atteinte des objectifs ambitieux du Maroc en matière d'énergies propres, notamment à travers des projets phares dans le solaire, l'éolien et l'efficacité énergétique. L'importance de cette transition vers une économie bas carbone n'échappe à personne. Elle n'est pas seulement une réponse à l'urgence environnementale et un impératif au vu des taxes carbone qui sont mises en place dans plus de pays marché, mais aussi une formidable opportunité d'investissement. Cependant, nous sommes conscients que l'investissement est lourd en coûts et, sa rentabilité n'est pas immédiate, en particulier pour des micros, petites et moyennes entreprises, qui constituent quand même plus de 90% du tissu économique régional. Nous sommes convaincus que les défis énergétiques d'aujourd'hui se transforment en ce moment même en opportunités pour demain, si nous travaillons ensemble à les relever. Dans cette dynamique, le Centre régional d'investissement de Marrakech-Safi joue un rôle pivot pour accompagner et faciliter ces investissements, qu'il s'agisse de grandes infrastructures ou de projets portés par des PME locales, nous nous efforçons d'être un partenaire de confiance pour toutes les parties pre-

nantes désireuses de contribuer à la transition énergétique de notre région. Un chiffre pour l'illustrer, entre 2020 et 2024 (à juin), plus de 14 milliards de dirhams d'investissement dans des projets green (production d'énergie, industriels spécialisés dans la production de panneaux photovoltaïques, mais aussi unités hôtelières écotouristiques ou écoresponsable). Ce sont donc bientôt plus de 2000 emplois dans le secteur qui devraient voir le jour, avec à ce titre une montée en compétence des ressources humaines.

Nous nous associons également aux parties prenantes régionales dans l'organisation d'évènement de sensibilisation. Ainsi, par exemple, le Centre régional d'investissement de Marrakech-Safi a co-organisé, le 22 octobre 2024, en partenariat avec le département du Développement durable du ministère de la Transition énergétique et du développement durable ainsi que le PNUD «Initiative, Marrakech Ville durable» et l'Agence marocaine de l'efficacité énergétique, un évènement dédié aux investisseurs à l'occasion de la journée mondiale de l'efficacité énergétique.

Comment le CRI soutient-il les PME, les startups et l'innovation pour répondre aux défis de 2030 ?

Plusieurs initiatives ont été mises en place pour soutenir les PME, les startups et l'innovation, avec un objectif clair de répondre aux défis de 2030. L'un des piliers de

...

...

cet effort est le renforcement des capitaux pour les TPME régionales. Le CRI collabore activement avec des banques et des fonds d'investissement pour faciliter l'accès au financement, un levier crucial pour la croissance et l'innovation dans la région. Ce soutien est essentiel pour permettre aux entreprises locales de se préparer à l'échéance de 2030 et d'être plus compétitives sur la scène internationale.

En parallèle, le CRI a lancé le Boost Lab, un programme d'accompagnement qui offre aux startups et aux PME un soutien personnalisé pour accélérer leur développement. Ce programme met l'accent sur l'innovation et permet aux entreprises locales d'accéder à des services de mentoring, des formations spécialisées, et des mises en réseau avec des investisseurs.

Un autre acteur clé dans l'écosystème de soutien aux PME est le CAEDEL (Centre d'appui à l'entrepreneuriat et au développement économique local). Ces Centres, dont le CRI est le maître d'ouvrage, offrent une large gamme de services, incluant la formation et l'accompagnement, pour renforcer les capacités entrepreneuriales locales. Ils jouent un rôle vital dans la promotion de l'inclusion économique et dans l'accompagnement des porteurs de projets issus de différents secteurs.

Pour renforcer encore cette dynamique, les Meeting Days, organisés régulièrement par le CRI, constituent des plateformes d'échange essentielles. Ces rencontres thématiques permettent aux entreprises de recevoir des informations actualisées sur les tendances du marché, de discuter des défis qu'elles rencontrent et de trouver des solutions pratiques à des enjeux clés, notamment l'accès au financement ou l'adaptation aux nouvelles réglementations.

Enfin, pour le secteur hôtelier, un effort structurant est conduit afin de le restructurer d'ici 2030. Le CRI engage un diagnostic stratégique qui aboutit soit à l'identification d'un investisseur capable de racheter un actif sous-performant, soit à l'obtention d'un financement pour que les propriétaires puissent moderniser leurs infrastructures et maintenir leur compétitivité sur le marché.



Quels sont les dispositifs mis en place pour accompagner la digitalisation des entreprises ?

Le CRI accompagne également les entreprises dans leur transformation digitale à travers des initiatives comme le programme de maturité digitale piloté par l'Agence de développement du digital (ADD). Ce projet vise à évaluer et à améliorer les compétences numériques des entreprises de la région, en particulier celles des petites structures, pour qu'elles puissent s'adapter aux évolutions rapides des marchés et aux nouvelles exigences en matière de compétitivité.

Un autre exemple d'initiative auxquelles le CRI s'associe est celle portée par le ministère de la Transition numérique et de la réforme de l'Administration, en partenariat avec la GIZ, l'Agence de coopération allemande : DigiTPME, qui offre nombre de formations, de parcours d'accompagnement, et



solutions digitales visant à favoriser l'inclusion numérique des entreprises.

Enfin et en parallèle, le CRI œuvre à son échelle à améliorer la digitalisation des entreprises via la mise à disposition de plusieurs de ses services de manière digitalisée.

Notamment, le CRI a mis en place d'une market place B2B destinée aux TPME justement, et qui leur permet de se mettre en avant, de gagner en visibilité et d'identifier de potentiels partenaires avec lesquels commercer.

L'enquête relative au climat des affaires conduite par le CRI fin 2023 révélait que

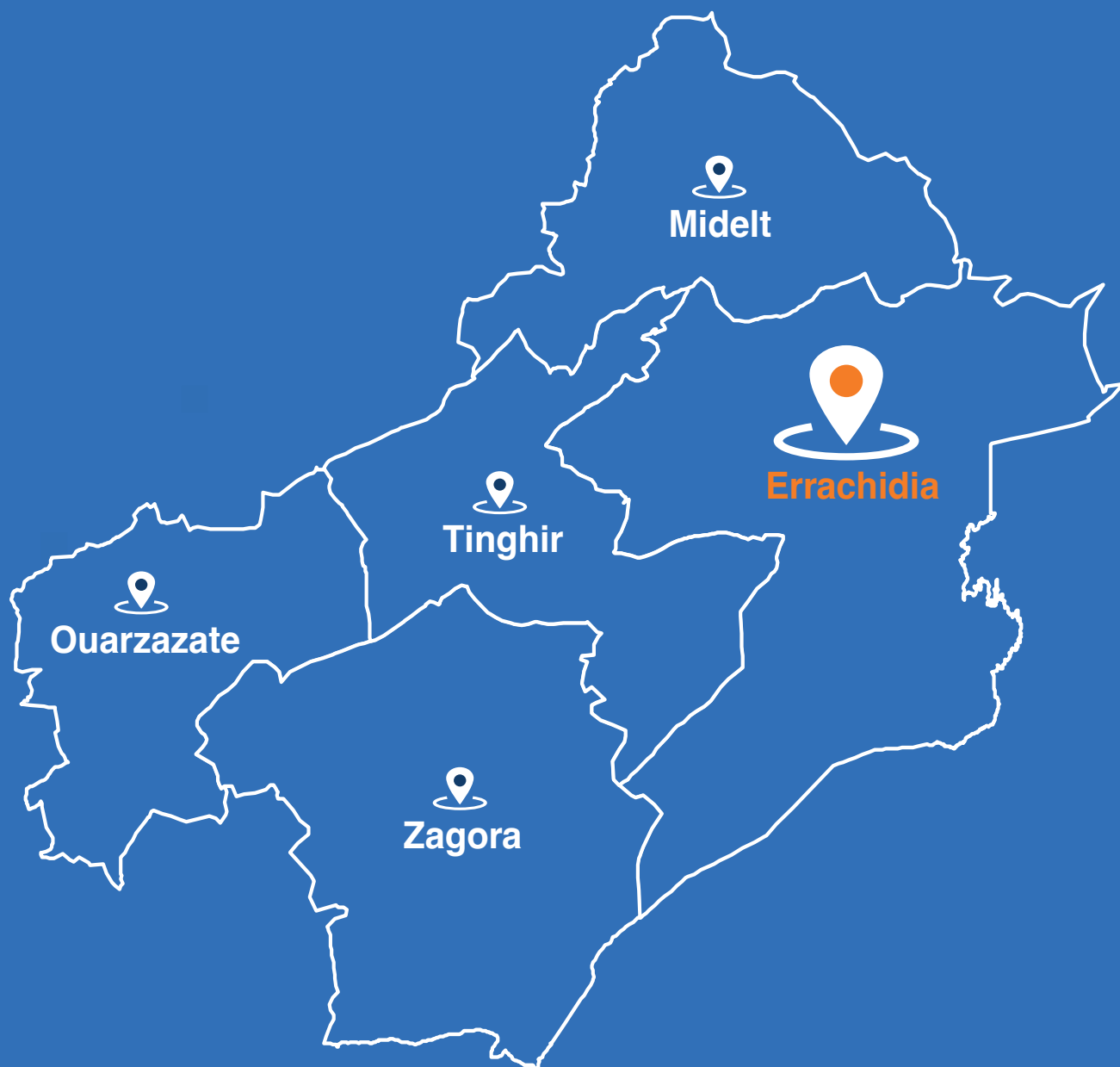
pas moins de 89% des entreprises régionales avaient l'intention d'améliorer leur niveau de digitalisation en 2024. Ce taux est d'autant plus élevé chez les entreprises opérant dans les services et l'hôtellerie.

Quels sont les partenariats développés au niveau national et international par le CRI pour atteindre les objectifs de 2030 ?

En renforçant nos relations avec nos partenaires historiques, tels que la Banque mondiale, la Société financière internationale (IFC) et la GIZ, pour ne citer que

quelques exemples, nous consolidons un réseau de coopération solide, centré sur le soutien à l'attraction des investissements, le développement d'un écosystème entrepreneurial régional et, le renforcement des capacités équipées en matière de mise en œuvre des meilleures pratiques internationales dans ces domaines, et ce afin que l'on soit à la hauteur du rendez-vous 2030.

Parallèlement, nous explorons de nouvelles pistes de partenariat, tant au niveau national qu'international, pour étendre l'attractivité de notre région et diversifier son offre économique. ●



— 08 —

DRAA-TAFILALET

Drâa-Tafilalet : une région au carrefour des cultures, engagée dans un développement durable



La région de Drâa-Tafilalet, riche en histoire et en ressources naturelles, est engagée aujourd'hui dans des projets ambitieux portés par l'État pour renforcer son développement socioéconomique.

Comme les 12 autres régions du Maroc, la région de Drâa-Tafilalet a été constituée dans le cadre du nouveau découpage territorial de 2015, formée par le regroupement des provinces de l'Anti-Atlas en accord avec le principe d'homogénéité prôné par la régionalisation avancée. Dotée d'une géographie oasienne et montagneuse, cette région s'étend des hauts sommets de l'Atlas, au sud, jusqu'aux vastes étendues désertiques du Sahara à Merzouga et Mhamid El Ghizlane. Elle comprend cinq provinces : Ouarzazate, Tinghir, Zagora, Errachidia et Midelt. La région est bordée au Nord-Est par les régions de

l'Oriental, Fès-Meknès et Béni Mellal-Khénifra, au Sud-Ouest par Souss-Massa, et à l'Est par la frontière maroco-algérienne.

Grâce à sa position géographique, Drâa-Tafilalet a, au fil de l'Histoire, été un carrefour pour les caravanes de commerce et un point de rencontre des civilisations, avec une influence notable au nord et au sud du Sahara. Ses caractéristiques uniques lui offrent des potentialités de développement socioéconomique, principalement dans les secteurs primaire, minier et tertiaire.

La région couvre une superficie de 88.836 km², représentant 12,5% du territoire national, et comptait en 2022 une population

de 1,635 million d'habitants, soit 4,7% de la population totale du Royaume. En 2020, elle a contribué à hauteur de 3% à la richesse nationale. Un intérêt particulier est porté au développement de Drâa-Tafilalet à travers des programmes structurants qui prennent en compte ses spécificités et placent les habitants locaux au cœur des priorités. Parmi ces initiatives figurent les centrales solaires Noor, installées sur plusieurs sites de la région, dont Ouarzazate, Midelt, Zagora et Erfoud. S'ajoutent également le renforcement des infrastructures routières, des projets d'aménagement urbain et le projet ambitieux de création d'un Centre hospitalier universitaire (CHU) dans le chef-lieu de la région, dans le cadre du Chantier Royal de généralisation de la protection sociale. ●

Drâa-Tafilalet : une économie diversifiée

La région de Drâa-Tafilalet, dans l'imaginaire collectif, est connue pour ses paysages à couper le souffle, ses kasbahs, son environnement alliant montagnes et désert, ses produits du terroir ; mais moins pour son activité industrielle. Celle-ci occupe pourtant une place de choix dans l'économie locale.

L'agriculture est l'un des secteurs économiques historiques de la région. «La diversité des agrosystèmes fait du territoire un véritable réservoir de produits locaux au Maroc» : la pomme de Midelt, la rose de Kelâat Megouna ou encore la datte Mejhoul d'Errachidia. Tous sont des produits labellisés (cf. illustration).

Casbahs en pisé, montagnes et plaines arides, vallées et oasis vertes, palmeraies, villages de terre rouge ou ocre, autant d'atouts dont disposent la région et qui font son charme, lui donnant son attrait touristique spécifique pour devenir une destination de rêve et un véritable lieu de plein air. Pour le Centre régional d'investissement (CRI) de la région, Drâa-Tafilalet est un véritable musée à ciel ouvert. Le tourisme peut revêtir plusieurs formes : tourisme de désert, de montagne, oasien, culturel, archéologique.

La région est aussi devenue un épicerie du cinéma mondial, que nous parlions de films historiques ou d'actions. «Une véritable aubaine pour les réalisateurs qui ne sont pas obligés de faire de longues heures d'avion à la recherche des repé-

rages qui concrétiseraient fidèlement les idées de leurs scénarii», avance le CRI. Ouarzazate se trouve à 5 heures de l'Amérique et à quelques heures de l'Europe. «Les plus grands studios du cinéma au monde ont commencé ces derniers temps à tourner le dos aux vieilles destinations comme les sites situés en Amérique Latine devant les rétributions exorbitantes réclamées pour le tournage ou ceux de la Tunisie ou l'Égypte, pour lesquelles le Maroc devient un concurrent avec qui il faudrait désormais compter». Le tournage de films étrangers à Ouarzazate a débuté lors de la période de la Première Guerre Mondiale.

Champion énergétique et minier

La région est devenue un leader national en matière d'énergie renouvelable. Le développement du secteur «illustre la capacité du territoire de Drâa-Tafilalet à faire germer de nouveaux cercles de richesse à même de contribuer à son décollage économique, et ce, parallèlement aux efforts déployés pour développer la création de la valeur dans les autres secteurs et booster ainsi le PIB régional». Les complexes solaires Noor Ouarzazate et Noor Midelt, le projet photovoltaïque Noor Tafilalet et le parc éolien Midelt sont autant de projets «qui ont eu un impact très positif sur le rayonnement du Royaume en termes du développement durable et de l'économie verte», note le CRI.

Le secteur minier joue pour sa part un rôle primordial dans le développement éco-

nomique de la région. Cette dernière concentre 40% des permis d'exploitation de mines au Maroc, hors phosphate. Le sol y regorge de minerais : or, cuivre, barytine, argent, manganèse, cobalt, oxyde de fer, marbre, talc, plomb ou encore zinc. Ces produits sont extraits dans une quarantaine d'exploitations industrielles éparpillées dans toute la région. Les plus importantes se situent dans les Provinces de Ouarzazate et Errachidia. Selon les données mises à disposition par le CRI, ce sont 168 dossiers d'investissements qui ont été approuvés par ce dernier sur l'ensemble de l'exercice 2024 totalisant un montant de près de 16 millions de dirhams. Ils représentent plus de 56% de l'ensemble des dossiers d'investissements. La majorité de ces projets se concentrent dans les provinces d'Errachidia et Zagora mais c'est Midelt qui engrange la plus grande enveloppe d'investissement, dépassant les 15 millions de DH en 2024, selon le CRI.

Le Centre régional d'investissement de Drâa-Tafilalet s'assigne plusieurs missions : Assurer une veille économique régionale notamment à travers la mise en place d'un Observatoire de l'économie régionale, Développer la data stratégique en rapport avec l'investissement et Déployer les outils d'intelligence territoriale au profit des acteurs de l'écosystème régional, ou encore contribuer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la déclinaison des stratégies de développement nationales et régionales au profit de la région. Il s'agit aussi pour le CRI de préparer une stratégie de marketing terri-



torial visant à renforcer l'attractivité auprès des investisseurs, tout en tâchant de constituer une base de données relative aux opportunités d'investissements dans les différentes filières d'excellence. Autre mission et non des moindres : mettre à la disposition de ces mêmes investisseurs et des entreprises les informations à caractère public.

La formation professionnelle : clé de voûte du développement

Dans la région, qui dispose d'une faculté polydisciplinaire, «la formation professionnelle est devenue aujourd'hui la clé de voûte dans tous les secteurs de développement, ce qui nécessite un passage de l'enseignement académique classique à une double formation garantissant aux jeunes une insertion

fluide au marché du travail», lit-on dans la Monographie du Haut-Commissariat au Plan (HCP). Selon la même source, il est nécessaire «de renforcer les instituts de formation professionnelle pour assurer une formation renouvelée de haute qualité, adéquate aux besoins des professionnels dans tous les domaines». Le taux d'emploi au niveau de la région est de 38,4%, soit 31,2% en milieu urbain et 42,5% en milieu rural.

En termes d'infrastructure sanitaire, la région est dotée de 11 hôpitaux généraux soit 6,9% des hôpitaux généraux au pays, 28 centres de santé urbains et 111 centres ruraux ainsi que 89 dispensaires ruraux. Le nombre de clubs sportifs exerçant sous l'égide des fédérations est de 163 dans une multitude de disciplines sportives. La province

d'Errachidia vient en tête de liste avec un nombre de clubs atteignant 69 établissements.

2030 pour la région, c'est d'abord la stratégie de développement des zones oasiennes et de l'arganier qui vise la résilience des écosystèmes face au changement climatique, l'amélioration du bien-être social des populations en milieu rural et urbain et la diversification de l'économie locale et son orientation vers des secteurs à forte valeur ajoutée, pour reprendre les termes employés par l'Agence nationale pour le développement des Zones oasiennes et de l'arganier (ANDZOA). Véritables trésors nationaux, les oasis hébergent une riche biodiversité et contribuent à la lutte contre la désertification et assurent de surcroît une grande diversité des denrées agricoles. ●



— 09 —

SOUSS-MASSA



Souss-Massa : une région aux atouts multiples

Abritant environ 2,8 millions d'habitants, dont une population jeune et urbaine en pleine croissance, la région de Souss-Massa occupe une position stratégique au Maroc en reliant le Nord et le Sud du Royaume.

La région de Souss-Massa comprend, depuis 2015, l'ancienne région Souss-Massa-Draa à l'exception des provinces d'Ouarzazate, Zagora, Tinghir et Sidi Ifni, en plus de la province de Tata issue de l'ancienne région de Guelmim-Smara. Elle occupe 7,6% du territoire national. Elle compte deux préfectures (Agadir-Ida Outanane et Inzegane-Aït Melloul) et quatre provinces (Chtouka-Aït Baha, Taroudannt, Tiznit et Tata). Ces dernières regroupent 175 communes (21 urbaines et 154 rurales). Auparavant présentée comme une région du Sud marocain, la place de Souss-Massa dans la cartographie du Royaume a changé depuis la Marche Verte et a retrouvé sa place naturelle : une région centrale qui fait la jonction entre le Nord et le Sud. La région Souss-Massa compte une population d'à peu près 2,8 millions d'habitants et représente environ 8% de la population marocaine. Plus de 30% sont âgés de 15 à 35 ans. La population urbaine est en croissance continue. Une tendance, explique le Haut-Commissariat au Plan (HCP) dans sa «Monographie de la région Souss-Massa», imputable essentiellement à «l'évolution socio-économique qu'a connue la région, l'accroissement naturel de la population urbaine, l'exode rural et l'extension des périmètres urbains par

l'intégration de certaines localités rurales». En termes d'urbanisation, près de 68% de la population urbaine se concentre dans les deux préfectures d'Agadir-Ida Outanane et Inzegane-Aït Melloul. «Ceci s'explique notamment par la dynamique économique et urbaine de ces deux préfectures», précise l'institut des statistiques. À l'inverse, le milieu rural domine les autres provinces, notamment celle de Taroudant qui abrite, à elle seule, la moitié de la population régionale rurale.

Limitée au Nord par la région de Marrakech-Safi, au Sud par Guelmim-Oued Noun, à l'Est par Drâa-Tafilalet et à l'Ouest par l'océan Atlantique, la région Souss-Massa dispose de 202 km de côtes. Son chef-lieu est Agadir. La région comprend une plaine (la vallée du Souss et Chtouka), et un ensemble montagneux. Au Nord se trouve la chaîne alpine du Haut Atlas qui culmine à 4.167 m au Jbel Toubkal, plus haut sommet d'Afrique du Nord. Souss-Massa dispose, par ailleurs, d'une importante zone forestière. Elle couvre environ 22% du territoire régional, précise le HCP. «Elle constitue une véritable barrière naturelle contre la désertification et l'érosion hydrique et éolienne et les tempêtes de sable, en plus de son rôle majeur aux niveaux social et économique». Autre précision : malgré l'existence d'une diversité forestière régionale (arganier, chêne vert, thuya, pin et genévrier), «l'arganier domine plus de 63% de la superficie forestière avec environ 730.000 ha». ■

Souss-Massa : un exemple de développement intégré



La région de Souss-Massa se positionne aujourd'hui comme un pôle économique incontournable au Maroc, grâce à sa dynamique de développement soutenue et à son potentiel diversifié. Avec Agadir comme capitale régionale, Souss-Massa tire parti de ses atouts naturels, de sa position stratégique et de ses infrastructures en croissance pour attirer les investissements et renforcer son rôle dans l'économie nationale.

Située entre le nord et le sud du Maroc, la Région de Souss-Massa bénéficie d'une situation géographique privilégiée. Cette position lui permet de jouer un rôle de hub économique et logistique, particulièrement avec des infrastructures modernes, facilitant ainsi le commerce intérieur et les exportations. En effet, Agadir se distingue comme le principal port d'exportation des produits de pêche et des agrumes, contribuant de manière significative à l'économie marocaine.

Avec une vision ambitieuse à l'horizon 2030, la région de Souss-Massa vise à se positionner comme un acteur économique de premier plan. Des projets d'infrastructures, tels que l'extension du port d'Agadir, ainsi que l'amélioration des infrastructures routières et ferroviaires, sont en cours pour renforcer son attractivité. Avec une économie diversifiée, des infrastructures modernes et une politique régionale ambitieuse, la Région Souss-Massa s'affirme comme un pôle économique dynamique et un exemple

de développement intégré. L'avenir de Souss-Massa semble prometteur et, avec une vision à long terme, la région est prête à contribuer de manière significative aux ambitions économiques du Maroc..

Agriculture

Souss-Massa se positionne comme un pilier vital pour l'économie marocaine, «offrant de vastes opportunités pour le développement durable et l'investissement dans le secteur agricole», note le Centre régional d'investissement (CRI) de la région. L'agriculture est un secteur jugé prioritaire au niveau local au même titre que la pêche et le tourisme. Souss-Massa, c'est d'abord «la première région agrumicole et primeuriste du Royaume». Elle joue «un rôle crucial dans le développement de l'industrie agro-alimentaire». Un rôle principalement dû aux cultures d'agrumes et de primeurs, en plus de la production traditionnelle de l'argan. L'élevage, quant à lui, constitue l'une des sources les plus importantes des revenus de la population rurale, «en tant qu'activité complémentaire à l'agriculture». L'élevage extensif est le plus répandu au niveau de la région, précise en outre le CRI. «Le troupeau de la région de Souss-Massa représente 8,49% du troupeau national».

Halieutique

La pêche est aussi un élément central de l'économie locale. Le secteur représente «une part significative du PIB national» ainsi qu'une «option

stratégique de choix» pour les investisseurs à la recherche d'opportunités lucratives et propices à une croissance économique inclusive. À ce titre, le CRI indique que Souss-Massa «dispose de ressources et d'infrastructures importantes favorables au développement de projets aquacoles». Sans surprise, le port d'Agadir constitue l'un des principaux catalyseurs du développement régional. «L'importance de la production halieutique à Agadir, sa capacité de traitement, ses infrastructures et équipements font de lui le premier port hauturier de pêche du Royaume», lit-on dans la Monographie du HCP. La pêche côtière à Agadir se caractérise par l'abondance, la diversification et la qualité de ses produits, souligne-t-il, notamment le poisson blanc, le poisson pélagique, les céphalopodes et les crustacés.

Tourisme

Souss-Massa est l'une des destinations touristiques les plus prometteuses du Maroc. Le secteur du tourisme est amené à se développer davantage à la faveur du Plan de développement urbain (PDU) et d'autres projets structurants majeurs. «La région se prépare à devenir un terrain fertile pour des initiatives touristiques innovantes», selon le CRI. Souss-Massa, c'est le second pôle touristique du Royaume avec une part prédominante de la ville d'Agadir qui totalise près de 73% de l'offre touristique de la région, d'après les chiffres communiqués par le HCP, reprenant les données de l'Observatoire du tou-

risme. La région offre une gamme variée de produits touristiques : un tourisme balnéaire à Agadir, un tourisme culturel à Taroudannt et Tiznit et un tourisme de montagnes. Le nombre de visiteurs dépasse annuellement la barre du million. Notons que la région dispose de 50 lignes régulières de transport aérien de marchandises et de passagers et que plus de 25 compagnies aériennes relient Agadir à 50 destinations.

Industrie

Souss-Massa a aussi identifié plusieurs secteurs économiques comme étant porteurs. Parmi eux, l'industrie. «La région est d'ores et déjà reconnue pour son savoir-faire agricole et agroalimentaire de premier ordre et envisage désormais de diversifier sa sphère économique». Ainsi, selon le CRI, «elle projette d'investir dans des filières industrielles novatrices génératrices de valeur ajoutée, tirant parti des atouts intrinsèques de la région, tout en consolidant sa suprématie dans les domaines traditionnels comme l'agro-industrie». En termes de foncier, la région propose plus de 10.000 ha dédiés à l'industrie. Outre l'agro-alimentaire, la chimie, la construction navale, la plasturgie, les matériaux de construction font partie des principales filières où il est bon d'investir.

Énergie & mines

Comme pour d'autres régions du Maroc, Souss-Massa veut capitaliser sur ses ressources en énergie, ses gisements miniers .../...



.../...

et le potentiel des énergies renouvelables pour dynamiser son attractivité économique. «Grâce à des conditions climatiques favorables, notamment un ensoleillement abondant tout au long de l'année, elle se positionne idéalement comme un hub pour des initiatives avant-gardistes dans le secteur des énergies vertes», explique le CRI. Il précise par ailleurs que «l'abondance de ressources minières, incluant des réserves notables d'argent et de cuivre,

comme des acteurs clés du développement de l'écosystème régional d'innovation».

Éducation

Avec un effectif de plus de 140.000, l'Université Ibn Zohr d'Agadir constitue la plus grande Université au Maroc en termes de nombre d'étudiants. Elle comprend 8 facultés, 3 écoles supérieures, à savoir l'École nationale de commerce et de gestion (ENCG), l'École nationale supérieure d'architecture (ENSA) et l'École supérieure de technologie (EST), un centre des sciences et techniques, le Campus universitaire Aït Melloul et une annexe de l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II. Depuis 2020, la Cité des métiers et des compétences (CMC) offre une réponse directe aux besoins des entreprises régionales. Cette filiale de l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPP) est la première de son genre à avoir vu le jour au Royaume. L'enseignement se rapporte à 10 secteurs répartis sur 88 filières de formation.

Cadre de vie

Jusqu'en 2020, la région disposait d'un hôpital spécialisé et 8 hôpitaux généraux avec une capacité totale de plus de 1.500 lits, dont le tiers se trouve à Agadir. Elle abrite aussi une cinquantaine de centres de santé urbains, 150 centres de santé ruraux et communaux et 102 dispensaires ruraux. L'encadrement médical public est assuré par plus de 200 médecins. Le

taux de chômage de la région avoisine les 12%. Selon le milieu de résidence, il atteint un maximum de 14,4% en milieu urbain contre 7,5% dans le milieu rural. La région compte plus de chômeurs masculins que féminins.

Horizon 2030

Les acteurs locaux sont sur le pied de guerre pour réussir l'échéance 2030. Ainsi, le programme de développement urbain de la ville d'Agadir 2020-2024 prend en compte les impératifs liés à la Coupe du Monde. Les pouvoirs publics soulignent pour leur part la nécessité d'accélérer le réaménagement des alentours du Grand Stade d'Agadir ainsi que toutes les routes qui y mènent. Ils ont aussi mis l'accent sur l'accélération des travaux de réaménagement de la route urbaine et sa liaison à l'aéroport. Il s'agit également d'élaborer l'ensemble des installations sportives programmées dans le cadre du réaménagement de l'entourage du Grand Stade, notamment la piscine olympique et la salle couverte.

Rôle du CRI

Le CRI de Souss-Massa joue le rôle de guichet unique pour l'assistance, le Conseil, le suivi et l'accompagnement des investisseurs et des entreprises dans la réalisation de leurs projets. Il s'assigne aussi pour mission de développer une offre territoriale intégrée et attractive à travers une démarche de marketing territorial. Il veille aussi à mettre à la disposition des investisseurs et des décideurs des données régionales fiables et transparentes. ●



LES ACTEURS LOCAUX SONT SUR LE PIED DE GUERRE POUR RÉUSSIR L'ÉCHÉANCE 2030. AINSI, LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DE LA VILLE D'AGADIR 2020-2024 PREND EN COMPTE LES IMPÉRATIFS LIÉS À LA COUPE DU MONDE.

constitue un terrain fertile pour des investissements d'envergure et la mise en œuvre de technologies minières de pointe». Ainsi et à ce jour, ces ressources, combinées à l'essor des énergies conventionnelles et renouvelables, sont au cœur de la stratégie de développement économique de la région.

Digital & Offshoring

Innovation et entrepreneuriat occupent aussi une place de choix dans le développement économique de la région. Pourvue d'un Technopark et d'une Cité de l'innovation, Souss-Massa veut faire du digital et de l'offshoring «des secteurs clés qui génèrent des opportunités et créent une valeur ajoutée significative». Startups, PME et entreprises locales peuvent profiter d'un environnement favorable à leur expansion. Les deux édifices précités «se sont affirmés



— 10 —

GUELMIM-OUED
NOUN

Guelmim-Oued Noun : une région riche de sa diversité et de son potentiel



La région de Guelmim-Oued Noun se distingue par sa diversité géographique et son rôle stratégique en tant que porte d'entrée du Sahara marocain.

La région de Guelmim-Oued Noun est la dixième des douze régions du Maroc, selon le nouveau découpage régional de 2015. Elle occupe une position centrale au Maroc et s'ouvre sur l'océan Atlantique, ce qui lui confère une diversité géographique.

Elle s'étend sur une superficie de 46.108 km², représentant 6,49% du territoire national. Selon le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2014, la région compte 433.757 habitants, dont 65% vivent en zone urbaine. Sur le plan administratif, elle regroupe quatre provinces

: Guelmim, Sidi Ifni, Tan-Tan et Assa Zag, ainsi que 53 communes, dont 8 urbaines et 45 rurales. Le chef-lieu de la région est situé dans la province de Guelmim.

La région dispose d'une façade maritime s'étalant sur une longueur d'environ 240 km et abrite un espace forestier très particulier caractérisé par des espèces d'arbres rares comme l'acacia. En 2019, le PIB de la région de Guelmim-Oued Noun s'élève à 17 milliards de DH, soit 1,5% du PIB national.

La diversité géographique et naturelle de cette région, ainsi que ses potentiels économiques, touristiques, culturels et écologiques, font d'elle un chantier ouvert pour des projets structurants et intégrés. Ces projets sont supervisés par le Conseil de la région de Guelmim-Oued Noun, dans le cadre d'une vision ambitieuse visant à valo-

riser la région et à en faire un pôle d'attraction économique et touristique, en tant que porte d'entrée du Sahara marocain et lien entre le nord et le sud du Royaume.

En tant que porte du Sahara marocain et point de rencontre entre le nord et le sud du Royaume, Guelmim-Oued Noun, dispose d'infrastructures diverses qui jouent un rôle stratégique important dans le renforcement des échanges économiques et culturels au sein de la région.

La région dispose d'un réseau routier s'étendant sur 4.753 kilomètres, dont plus de 50% sont asphaltés. Ce réseau bénéficie de rénovations régulières à travers des opérations de réaménagement et de construction. De plus, la région dispose de deux aéroports (Guelmim et Tan-Tan) et de deux ports à Sidi Ifni et Tan-Tan. ●

Une vision intégrée pour un développement durable et inclusif

Guelmim-Oued Noun, riche en ressources naturelles et économiques, a adopté une stratégie qui fait la part belle à la diversification économique, l'inclusion sociale et l'innovation. Elle vise à transformer des secteurs vitaux comme le tourisme, l'agriculture et les énergies renouvelables.

Gâce à ses atouts économiques et naturels, Guelmim-Oued Noun (GON) est bien positionnée pour devenir un moteur essentiel du développement durable au niveau national. Pour réaliser cet objectif, il est crucial de mettre en œuvre une vision intégrée et une stratégie de développement économique visant à renforcer sa compétitivité, accroître son attractivité, diversifier son économie et créer davantage d'opportunités d'emploi. Dans ce contexte, le Conseil de la région de Guelmim-Oued Noun s'engage à promouvoir une approche participative, en impliquant les acteurs étatiques, les professionnels et la société civile afin de créer un environnement favorable à l'innovation, au développement et à l'investissement. C'est dans cette perspective que la vision stratégique adoptée par le Conseil de la région de Guelmim-Oued Noun pour la mise en œuvre du Programme de développement régional 2022-2027 repose sur la réalisation d'une transformation globale et durable des différents secteurs vitaux de la région. Cette vision



visée à construire une région forte et unie, à accélérer le rythme de développement, et à renforcer l'inclusion sociale, tout en mettant l'accent sur l'exploitation des opportunités économiques et des énergies renouvelables. Elle s'articule autour de 5 piliers essentiels et comprend la mise en œuvre de 24 chantiers et projets stratégiques couvrant divers secteurs vitaux tels que le tourisme, l'artisanat, l'agriculture et la pêche. Des projets englobent tous les aspects garantissant l'intégration économique, sociale et environnementale, avec un engagement envers les objectifs nationaux en matière d'énergie et de développement durable.

Tourisme/Artisanat : une panoplie de produits

Avec 700.000 passagers par an transitant par la région de Guelmim-Oued Noun et une capacité hôtelière de 5.000 lits, le secteur tourisme connaît une dynamique favorable. Cette dynamique en fait un moteur essentiel du progrès régional, répondant aux attentes des voyageurs nationaux et internationaux. Ces derniers sont séduits par la richesse de l'offre touristique proposée, qui combine balnéaire, saharien, culturel, aventure, écologie, thermalisme et spéléologie. On peut citer à ce niveau la Station balnéaire de la Plage blanche sur près de 50 kilomètres et qui joue un rôle très important dans le développement économique régional. Les déserts, les vallées, les oasis et les grottes constituent égale-

ment un patrimoine attractif qui enrichit l'offre touristique locale. En outre, la région jouit d'une richesse paysagère qui consiste en une multitude d'oasis ainsi que les dunes de sable. Ces éléments naturels valorisent indéniablement l'expérience visiteur. À côté de cela, les traditions artistiques, culinaires confèrent à la région un véritable cachet d'authenticité. L'artisanat, de son côté, illustre parfaitement cette richesse culturelle. Il reste l'un des secteurs productifs les plus importants qui caractérisent la région grâce à son association avec le patrimoine culturel, économique et social des habitants de la région d'une part, ainsi que sa relation avec l'activité touristique d'autre part. Le nombre de coopératives artisanales dans la région atteint un nombre important d'unités. Les efforts consentis par l'État dans ce secteur en partenariat avec d'autres intervenants (Initiative nationale pour le développement humain, autorités locales, conseils élus, Agence du Sud) portent essentiellement sur la réalisation d'infrastructures appropriées pour soutenir la filière, l'appui technique et la formation continue des artisans et des jeunes.

Dans le cadre du renforcement de l'attractivité de cette «porte du Sahara», un ensemble de chantiers structurants sont mis en œuvre dans les quatre provinces de la région pour consolider dont la modernisation et l'extension de l'Aéroport de Guelmim.

Notons que le Conseil a récemment validé une convention de partenariat pour l'ouverture de deux lignes aériennes reliant Guelmim à Las Palmas et Lanzarote. De plus, un avenant à l'accord existant avec Royal

Air Maroc, permettant des vols entre Guelmim, Tan-Tan et Casablanca, a également été approuvé.

La Région vise à se positionner comme une destination touristique de choix pour les visiteurs nationaux et internationaux. Pour ce faire, elle souhaite mettre en valeur son potentiel touristique diversifié, tout en renforçant sa capacité d'hébergement. Dans le cadre du nouveau plan de développement touristique, l'objectif est de faire de cette zone une référence balnéaire, alliant mer, désert et nature. Pour y parvenir, il est prévu d'augmenter la capacité d'hébergement à 25.000 lits d'ici 2030.

L'agriculture en quête d'un nouveau souffle

L'agriculture dans la région de Guelmim-Oued Noun joue un rôle socio-économique important, elle constitue la principale source de revenus pour une grande partie de la population locale.

La superficie agricole utile au niveau de la région de Guelmim-Oued Noun est de l'ordre de 210.000 ha dont 15.000 ha irrigués. Le climat est favorable à une production agricole diversifiée. D'ailleurs, la région se démarque par certaines filières où elle est leader par son savoir-faire. Il s'agit notamment des filières végétales phares dont les espèces arboricoles (olivier, palmier dattier, arganier), les cultures maraîchères, les plantes aromatiques et médicinales (PAM), le cactus et les cultures biologiques.

Dans le cadre de l'accompagnement des producteurs locaux, il a été aussi procédé, durant la campagne agricole 2023-2024, à l'équipement de

plus de 5.000 hectares de terres agricoles du système d'irrigation goutte-à-goutte grâce à l'énergie solaire, dont la majorité est constituée d'exploitations agricoles spécialisées dans la production de légumes, de palmiers, d'olives et de caroubiers.

Fortement représentée dans la région, la filière animale connaît aussi un essor confirmé. Les filières phares de production animale au niveau de la région sont l'aviculture, l'apiculture, la production laitière et les viandes rouges. Ces dernières sont génératrices de rendements importants. La valorisation de la production agricole au niveau de la région présente un grand potentiel avec un objectif de valorisation allant de 60 à 80% à l'horizon 2030.

Le secteur agricole bénéficie également d'une dynamique significative grâce à la réalisation d'infrastructures répondant aux besoins des agriculteurs locaux. Citons à ce titre le barrage de Fasik à Guelmim, qui a pour objectif d'améliorer la nappe phréatique locale et d'irriguer environ 10 hectares de terres agricoles.

Pour donner un nouveau souffle au secteur, le wali de la région de Guelmim-Oued Noun, Mohamed Najem Ab-haï, et la présidente du Conseil régional, Mbarka Bouaïda, ont lancé les travaux de construction de trois nouveaux barrages dans le cadre du Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation 2020-2027. D'un coût total de 391 millions de dirhams. Il s'agit du barrage Bouljir qui aura une capacité de stockage de 8,4 millions de mètres cubes pour un coût de près de 220 millions de dirhams. Avec ses 42 mètres de haut et ses 416 mètres de long, il permettra

...

.../...

d'irriguer entre 10.000 et 20.000 hectares de terres agricoles. Le deuxième ouvrage Tarourast, dont les travaux sont déjà avancés à 22%, stockera 1,6 million de mètres cubes d'eau pour un investissement de 128 millions de dirhams. Enfin, le barrage Aouinet Lahna, d'une capacité de 1 million de mètres cubes, complète ce trio d'infrastructures vitales pour la région.

Pêche maritime, pilier de développement

Le secteur de la pêche maritime représente également un atout indéniable pour la région de Guelmim-Oued Noun eu égard à ses contributions tangibles tant sur le plan de la création de la richesse que des opportunités d'emploi. La pêche et les activités qui s'y rattachent sont donc considérées comme l'un des principaux secteurs de développement. Dotée d'une façade maritime atlantique qui s'étend sur plus de 240 km, Guelmim-Oued Noun est la troisième région à plus fort potentiel halieutique du pays, générant 15% de valeur ajoutée dans ce secteur.

La région abrite actuellement deux infrastructures portuaires qui sont le port de Tan-Tan et le port de Sidi Ifni, tous les deux considérés parmi les principaux pôles de pêche à l'échelle nationale. Le port de Tan-Tan est considéré comme le principal pôle sardinier à l'échelle nationale. Considéré comme l'un des plus importants ports de pêche au Maroc, il a réalisé, au cours de l'année 2022, un niveau record en termes de débarquement des produits de la mer. Ainsi, plus de 144.000 tonnes de poissons ont été débarquées en 2022 contre 123.000 en 2021, pour une valeur totale record de 907, 973 millions de dirhams. Grâce à ses

importantes ressources halieutiques débarquées, la région de Guelmim-Oued Noun offre des opportunités d'investissement en matière de valorisation des produits de mer.

Aux côtés de cette infrastructure portuaire, le port de Sidi Ifni représente une importante plateforme maritime dans la région de Guelmim-Oued Noun. Selon l'Office national des pêches, les quantités des produits de la pêche côtière et artisanale débarquées au niveau du port de Sidi Ifni ont augmenté de 28% à fin juin 2023.

Dans le cadre des efforts visant à développer et renforcer l'infrastructure portuaire de la région de Guelmim-Oued Noun, un projet ambitieux est en cours pour la réhabilitation du port de Tan-Tan et du port de Sidi Ifni, dans le cadre d'un contrat-programme entre l'État et la région de Guelmim-Oued Noun. Ce projet vise à améliorer les capacités opérationnelles des ports et à soutenir l'activité économique de la région, s'inscrivant dans une stratégie globale visant à renforcer l'attractivité des ports et à améliorer l'infrastructure maritime.

Le projet au port de Tan-Tan comprend le renforcement des structures de protection du port, ainsi que la réhabilitation et la mise à jour des réseaux électriques, le renouvellement des réseaux d'assainissement, et le renforcement de la route intérieure, afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle du port et de le positionner comme un point central pour l'échange maritime et la pêche dans la région.

Énergies renouvelables/ hydrogène vert : le pari ambitieux

Grâce à son climat ensoleillé

tout au long de l'année et à sa position ouverte sur le littoral avec des vents du Nord-Ouest, la région de Guelmim-Oued Noun constitue un cadre unique pour les centrales de production d'énergies renouvelables de toutes sortes, incluant des panneaux solaires et des éoliennes, permettant ainsi de générer de l'électricité et de l'hydrogène vert. C'est pourquoi les projets d'énergies renouvelables bénéficient d'un grand intérêt, avec de nombreuses entreprises investissant dans ce secteur.

Au cours des dernières années, la région a lancé des initiatives majeures pour renforcer ses infrastructures et offrir des environnements d'accueil adaptés aux besoins économiques, notamment dans les domaines des énergies renouvelables. Le Programme de développement régional 2022-2027, approuvé en juillet 2023, guide cette volonté de renforcer les secteurs à forte valeur ajoutée notamment l'hydrogène vert. La région s'engage à réduire les émissions de carbone à zéro d'ici 2035. C'est ambitieux, mais aussi réalisable avec la mise en place d'infrastructures durables. Le projet «GON H2 Valley», à titre d'exemple, est le reflet de cette ambition profonde de propulser la région vers une transition énergétique vertueuse. Pour y parvenir, la région a mis en place quatre pôles essentiels : «Formation & Innovation», «Recherche & Développement», «Clients Grands Comptes» et «Industriel». Ces pôles travailleront en synergie pour assurer le développement intégré de l'écosystème d'hydrogène vert. Le Conseil de la région est résolument engagé à faire de «GON H2 Valley» un modèle régional de transition énergétique et économique. Le



but étant de mettre en place un écosystème intégré qui fournira un environnement favorable aux entrepreneurs, investisseurs et talents, créant ainsi un véritable pôle d'attraction autour des énergies renouvelables. En somme, la vision est claire : faire de la région de GON un pionnier dans le domaine de l'hydrogène vert, en mettant en place un écosystème florissant qui profite à tous les acteurs concernés y compris la communauté locale. Notons que le Programme de développement régional comprend des projets liés aux énergies renouvelables, notamment la création de l'Institut des mines dans la province d'Assa, dont les travaux ont été lancés à l'occasion de la commémoration du vingt-cinquième Anniversaire de la glorieuse Fête du Trône, outre la Cité des métiers et des compétences en construction à Guelmim, les Instituts de formation professionnelle à Tan-

Tan et l'École des sciences appliquées à Sidi Ifni.

La région aussi s'efforce de développer une infrastructure solide pour soutenir le secteur des énergies renouvelables, renforçant ainsi sa capacité à attirer des investissements locaux et internationaux. Dans ce cadre, la région de Guelmim-Oued Noun a récemment signé une convention-cadre de partenariat d'un montant de 300 millions de dirhams, pour financer la création et le développement de zones d'activités économiques à Guelmim, Sidi Ifni, Tan-Tan et Assa-Zag, dans le cadre de la justice spatiale.

Des avancées, mais aussi des défis

Avec une vision résolue centrée sur l'attractivité et le développement durable, Guelmim-Oued Noun aspire à devenir un acteur économique clé. Faire de Guelmim-Oued Noun une

région prospère, inclusive, résiliente et durable tout en poursuivant ses efforts d'attirer les investisseurs. Telle est la vision du Conseil régional qui aspire créer 55.000 emplois et atteindre une décarbonation totale d'ici 2035. Face à ce défi de taille, le conseil régional ne reste pas les bras croisés. Il a élaboré un schéma régional d'aménagement du territoire, un document de référence pour les 25 prochaines années, ainsi qu'un plan de développement régional sur 5 ans. Ces documents définissent 140 projets à moyen et long terme. Le budget est conséquent : plus de 5,5 milliards de dirhams dans le cadre du contrat-programme avec l'État, auxquels s'ajoutent 11,6 milliards pour le plan de développement régional.

Pour récapituler, le Conseil a examiné 23 points relatifs à divers aspects du développement de la région lors des travaux de la session ordinaire de juillet 2024

...

tenus à Assa, sous la présidence de Mbarka Bouaïda, présidente du Conseil, en présence du wali de la région, Najem Abhay, des gouverneurs des provinces de la région, ainsi que des membres du Conseil régional et des représentants des services extérieurs concernés.

Parmi les décisions importantes, le conseil a approuvé plusieurs accords, notamment ceux liés au financement et à la réalisation d'un programme d'urgence pour la réhabilitation urbaine des quatre provinces de la région, pour un montant total de 1,2 milliard de dirhams.

Concernant les ressources en eau et leur valorisation, le Conseil régional a approuvé un avenant concernant la mise à jour des engagements financiers liés à la convention spéciale pour la construction de 10 petits et moyens barrages, après l'achèvement des études afférentes. Dans le même contexte, une convention de partenariat a été approuvée pour la création de 14 stations mobiles de traitement des eaux salées dans la région, pour un montant de 91

millions de dirhams. Par ailleurs, le Conseil a approuvé un accord concernant la création de 3 zones industrielles et l'achèvement de la construction de deux stations déjà entamées, le tout pour un budget de 300 millions de dirhams. Ce projet devrait attirer des investissements, créer des emplois et contribuer à dynamiser l'économie de la région.

Et comme déjà mentionné, la connectivité de la région avec l'extérieur est au cœur des priorités. Un accord de partenariat a été approuvé, dans ce sens, dans l'objectif de lancer deux lignes aériennes reliant la première à Guelmim et Las Palmas et la seconde à Guelmim et Lanzarote. Il a également approuvé un avenant pour prolonger l'accord conclu entre la région et la compagnie aérienne nationale, permettant ainsi les liaisons entre Guelmim, Tan-Tan et Casablanca. Ces lignes aériennes compléteront le rôle du projet de route rapide : Tiznit/Dakhla, qui est sur le point d'achever sa construction, et dont le tronçon Guelmim/Tan-Tan a récemment été ouvert

après l'achèvement des travaux. À cela s'ajoute la conclusion d'un avenant pour prolonger l'accord conclu entre la région et la compagnie aérienne nationale, permettant ainsi les liaisons entre Guelmim, Tan-Tan et Casablanca. Ces lignes aériennes compléteront le rôle du projet de route rapide : Tiznit/Dakhla, qui est sur le point d'achever sa construction, et dont le tronçon Guelmim/Tan-Tan a récemment été ouvert. De plus, une autre convention a été approuvée concernant la protection du patrimoine culturel immatériel dans le secteur de l'artisanat, en partenariat avec le département de tutelle, ainsi qu'avec l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. Il est clair que ces chantiers associés aux réalisations dans plusieurs secteurs permettront aux villes de la région de Guelmim-Oued Noun de devenir, dans un avenir proche, des cités modernes et prospères. Ce qui contribuera à faire de cette région un pôle exemplaire de développement local intégré.

Malgré ces avancées, la région de Guelmim-Oued Noun doit encore relever de nombreux défis. La présidente de la région de Guelmim-Oued Noun, Mbarka Bouaïda, en est consciente : «Nous avons un grand défi, celui de rattraper le train du développement que connaît notre région, notamment avec l'horizon 2030 et la Coupe du monde».

Le message est clair : La «porte du Sahara» s'apprête à devenir un pôle de développement régional et véritable lien entre le nord et le sud du Royaume, en phase avec la Vision Royale et le nouveau modèle de développement durable et inclusif. ●





— 11 —

LAAYOUNE-SAKIA
EL HAMRA

Laâyoune-Sakia El Hamra : un pôle de développement économique en plein essor



Avec un potentiel de développement économique significatif, notamment dans les secteurs de la pêche, des énergies renouvelables et du tourisme, la région de Laâyoune-Sakia El Hamra aspire à devenir un hub commercial stratégique entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne.

La région de Laâyoune-Sakia El Hamra se caractérise par une homogénéité géographique impressionnante, dominée par de vastes zones désertiques, notamment la Hammada. Sa façade maritime, qui s'étend sur plus de 600 km, offre d'importantes opportunités pour le tourisme balnéaire et la pêche. La région est constituée de quatre provinces : Laâyoune, Boujdour, Tarfaya et Es-Semara, ainsi que 20 communes, dont 5 sont urbaines. D'un point de vue géographique, Laâyoune-Sakia El

Hamra est perçue comme un carrefour commercial entre le Maroc et les pays d'Afrique subsaharienne. Ses caractéristiques intrinsèques lui confèrent un potentiel de développement économique substantiel, surtout dans les domaines de la pêche, des industries agroalimentaires, des énergies renouvelables et du secteur tertiaire, notamment à travers l'écotourisme et le tourisme oasien. Avec une superficie de 140.018 km², la région de Laâyoune-Sakia El Hamra est l'une des plus vastes et des moins densément peuplées du pays, affichant une densité de seulement 2,9 habitants par km² en 2022. Bien qu'elle ne contribue qu'à 1,5% de la richesse nationale en 2020, elle a enregistré un rythme de croissance économique impressionnant de 8,3% au cours de la dernière décennie, se plaçant ainsi au deuxième rang des performances régionales. En capitalisant sur ses atouts,

notamment ses ressources halieutiques et ses potentialités solaires, la région a su instaurer une dynamique de croissance durable, soutenue par une mobilisation conjointe de l'État et des établissements publics. Ces dernières années, la région a connu le lancement de divers projets et programmes de développement multisectoriels, incluant la modernisation des infrastructures, des projets routiers, des opérations de reboisement, ainsi que la création d'espaces sportifs et culturels. Des initiatives ambitieuses dans le domaine des énergies renouvelables, telles que les centrales solaires Noor Laâyoune et Noor Boujdour, ont également vu le jour. Ces projets devraient générer d'importantes retombées socio-économiques, contribuant à rehausser la trajectoire de développement de la région et à la positionner comme un pôle économique compétitif à l'échelle continentale. ●



Laâyoune-Sakia El Hamra : la région accélère la marche vers un avenir prospère

La région de Laâyoune-Sakia El Hamra vit, à l'instar des autres régions du sud du Maroc, au rythme de grands projets structurants dans tous les domaines, lui permettant de poursuivre, à pas sûrs, son essor et sa marche de progrès dans le sillage du nouveau modèle de développement.

Les multiples chantiers mis en œuvre dans la région de Laâyoune-Sakia El Hamra, à la faveur du nouveau modèle de développement des provinces du Sud lancé en 2015 par S.M. le Roi Mohammed VI ouvrent une perspective prometteuse pour

une région vouée à devenir un pôle économique et d'investissement de premier plan et un véritable hub régional et international de grands projets structurants dans tous les domaines, lui permettant de poursuivre à pas sûrs son essor et sa marche de progrès dans le

sillage du nouveau modèle de développement.

La région de Laâyoune recèle désormais d'innombrables opportunités d'investissement dans les domaines de l'économie bleue et verte qui constituent de véritables leviers de développement et offrent un potentiel important pour les industries liées à la pêche maritime, à la production d'hydrogène vert et à l'énergie éolienne. À l'horizon 2030, la région aspire à devenir un modèle de développement

.../...

intégré, diversifié et durable, en s'appuyant sur des investissements stratégiques et une dynamique de coopération nationale et internationale.

Chiffres à l'appui, le secteur de l'énergie et des mines vient en tête des secteurs d'investissement dans la région avec 9,1 milliards de DH, suivi de celui du commerce et des services avec 2,4 milliards de DH.

Énergies renouvelables : un levier de développement durable

Au-delà des aspects économiques, la région de Laâyoune-Sakia El Hamra est fortement engagée dans la préservation de l'environnement conformément aux orientations de la stratégie énergétique nationale à l'horizon 2030. En contribuant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, les projets d'énergies renouvelables renforcent la résilience climatique de la région tout en répondant aux engagements du Maroc en matière de développement durable, notamment les Objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'ONU à l'horizon 2030. Dans cette perspective, Laâyoune-Sakia El Hamra a vu la réalisation durant ces quatre dernières années de plusieurs projets d'énergies renouvelables, dont des unités électriques, des centrales solaires et des champs éoliens.

Ces projets énergétiques de dimension stratégique ont en effet amélioré de manière significative la sécurité d'alimentation en énergie électrique et contribué à la satisfaction de la demande croissante de la population et des acteurs économiques et au rayonnement international du Sahara ma-

rocaïn. Actuellement, 8 parcs sont opérationnels : 6 éoliens (855 mégawatts – MW) et 2 solaires (100 MW) et plusieurs autres projets en cours d'exécution ou en cours d'étude.

Pour dire que la région de Laâyoune-Sakia El Hamra est au cœur de la stratégie nationale en matière de développement des énergies renouvelables. En témoigne la mobilisation en 2022 de plus 370.000 ha, en faveur de ce secteur. Et ce, pour la réalisation de parcs éoliens et de plateformes de production de l'hydrogène vert.

Des projets qui s'ajoutent au Complexe éolien de Tarfaya, situé à proximité, est l'un des plus importants d'Afrique avec une capacité de 301 MW, et alimente une grande partie de la région et du pays. Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre de la politique nationale d'énergies renouvelables, bénéficie de conditions géographiques optimales, notamment grâce aux vents côtiers.

Pêche maritime : vers une croissance intégrée et durable à l'horizon 2030

La pêche maritime est un pilier économique pour Laâyoune-Sakia El Hamra, générant des milliers d'emplois directs et indirects. En 2024, le secteur emploie plus de 30 000 personnes, incluant des pêcheurs, des travailleurs dans la transformation des produits de la mer, et des opérateurs logistiques. Cette activité soutient l'économie régionale, injectant des revenus essentiels dans des villes comme Laâyoune et Boujdour, et contribue fortement à l'amélioration des conditions de vie des communautés locales.

Le port de Laâyoune a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 1,6 milliard de dirhams en 2023, ce qui lui a permis d'être en tête des ports du Royaume en matière de pêche maritime.

Pour ne citer que la pêche de poulpe, plus de 4.050 tonnes (t) de poulpes, d'une valeur globale de plus de 345 millions de dirhams, ont été débarquées au niveau de la région de Laâyoune-Sakia El Hamra, durant la campagne d'été de pêche de ces céphalopodes, qui a démarré le 1er juillet et pris fin le 30 septembre 2024.

Consciente des défis liés à la durabilité, la région Laâyoune-Sakia El Hamra met en œuvre des politiques visant à préserver les ressources halieutiques. L'Agence nationale pour le développement de l'aquaculture (ANDA) encourage le développement de projets d'aquaculture, permettant de diversifier les sources de production de produits de la mer sans épuiser les stocks de pêche. Des quotas de pêche, des saisons de repos biologique, et des zones maritimes protégées ont également été instaurés en coopération avec le département de la Pêche maritime pour limiter la surpêche.

Agricole : innovations et résilience en ligne avec «Génération Green»

Le secteur agricole n'est pas en reste. Dans un contexte de développement accéléré et de valorisation des ressources locales, la région de Laâyoune-Sakia El Hamra s'engage à moderniser et diversifier son secteur agricole d'ici 2030 dans le cadre de la stratégie «Génération Green». Confrontée à des défis climatiques spéci-



fiques, cette région semi-aride du sud du Maroc vise une agriculture adaptée, durable et résiliente, tirant parti des nouvelles technologies et des méthodes d'irrigation innovantes. Cette transformation est essentielle pour répondre aux besoins alimentaires locaux, diversifier l'économie régionale, et contribuer aux objectifs de sécurité alimentaire nationale.

Le projet d'aménagement du périmètre irrigué de Jrifia (province de Boujdour) en est une forte illustration. Ce projet qui s'étend sur une superficie de 1.000 ha, a nécessité un investissement de 465 millions de dirhams, dont 275 millions de DH pour l'aménagement hydro-agricole. Ce projet aura un impact très important sur le plan socio-économique dans la région à travers la production de 9.500 T de maraîchage annuellement, de 3.100 T de cultures fourragères, la réalisation d'un chiffre d'affaires de plus de 51 millions de DH par

an, une valeur ajoutée annuelle de plus de 36 millions de DH et la création de plus de 84.000 journées de travail par an.

S'inscrivant pleinement dans le développement durable, le projet favorisera la rationalisation de l'utilisation des ressources naturelles et la pérennité des systèmes de production.

Il permettra également de donner la garantie et la visibilité nécessaires aux investisseurs pour réaliser leurs investissements et honorer leurs engagements contractuels, en plus d'attirer les jeunes pour la création d'entreprises dans les activités agricoles et les services associés.

La formation : un levier pour le développement socio-économique

Le secteur de l'enseignement supérieur sera aussi renforcé avec la construction de la Faculté de médecine et de pharmacie sur une superficie de 10 hectares avec un financement

de 257 millions de DH. Ce chantier d'envergure fait partie d'un projet intégré portant également sur la réalisation d'un Centre hospitalier universitaire pour un investissement de 1,2 milliard de DH, qui est de nature à améliorer les offres de soins pour les populations et à dispenser des prestations médicales de qualité.

Avec une économie régionale orientée vers des secteurs tels que la pêche, l'agriculture, les énergies renouvelables, le tourisme et les mines, Laâyoune-Sakia El Hamra cherche à aligner son offre de formation avec les besoins des entreprises locales. C'est ainsi que l'enseignement technique et professionnel constitue un pilier de la politique régionale en matière de formation. Les établissements de formation professionnelle de la région se multiplient et adaptent leurs cursus aux exigences du marché de l'emploi. Avec la réalisation de la Cité des métiers et des compétences (CMC) de Laâyoune-Sakia El Hamra qui a accueilli, début novembre 2022, sa première promotion, avec 1.250 stagiaires, dont 630 en formation diplômante (première année) et 620 en formation qualifiante. Il s'agit d'un établissement de «nouvelle génération» qui déploie une offre de formation particulièrement diversifiée et axée sur les filières à fort potentiel.

Le développement des compétences et des talents est au cœur de la formation des stagiaires, et ce par le biais des différentes structures communes mises à leur disposition, notamment, l'incubateur d'innovation et le Centre d'orientation professionnelle pour l'accompagnement des jeunes. ●



— 12 —

DAKHLA-OUED
ED-DAHAB



Dakhla-Oued Eddahab : carrefour stratégique et pôle de croissance

Dans un contexte de croissance démographique rapide et de forte urbanisation, la région de Dakhla-Oued Eddahab se positionne comme un pôle de développement incontournable, soutenu par des secteurs économiques variés, dont le tertiaire domine avec une large contribution à la richesse régionale.

La région de Dakhla-Oued Eddahab est la plus étendue du territoire national. Avec 142.000 km², elle couvre près de 20% de la superficie globale du Royaume. Constituée de deux provinces, Oued Eddahab et Aousserd, elle occupe une position stratégique au sud, servant de pont entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne à travers la Mauritanie et entre le Maroc et l'Europe via l'océan Atlantique.

Le PIB de la région s'est établi à 15,64 milliards de DH en 2022 alors que le PIB par habitant a atteint 80.996 DH la même année, soit environ deux fois et demie la moyenne nationale qui

s'élève à 36.284 DH, selon les derniers chiffres du Haut-Commissariat au plan (HCP). Elle enregistre également le taux de pauvreté le plus bas au niveau national (2,6%).

Notons que la région n'abrite que 0,42% de la population du Royaume. En effet, selon le dernier recensement de la population, datant de 2014, Dakhla-Oued Eddahab comptait à peine 142.955 habitants, dont 49% sont des jeunes âgés de 15 à 39 ans. En 2021, ce nombre est passé à 185.715, selon les projections du HCP. Avec un taux de croissance de 4% en moyenne annuelle, il devra atteindre plus de 264 habitants en 2030. Le taux d'urbanisation devra pour sa part passer de 74% en 2014 à 87% en 2030.

Par ailleurs, la contribution de la région au PIB national s'élève, en 2022, à 1,2%, marquant une quasi-stagnation depuis 2015 où cette part était de 1,1%. Il est à souligner également que Dakhla-Oued Eddahab, qui était à un taux de croissance de 4,4% en 2021, affiche en 2022 un maigre 0,6%, soit un taux inférieur à la moyenne

nationale qui est de 1,5%. Les ménages de la région ont dépensé, en 2022, plus de 6 milliards de DH sur leur consommation finale en biens et services, soit près de 31.316 DH par habitant (plus que la moyenne nationale qui était de 22.253 DH en 2022), tandis que la dépense de consommation finale a représenté à peu près 0,7% du total national.

S'agissant de la contribution régionale aux activités économiques nationales, Dakhla-Oued Eddahab a participé pour 1,7% à la valeur ajoutée nationale du secteur primaire en 2022 (1,9% en 2021). Cette part s'est stagnée à 1,5% pour le secteur tertiaire et à 0,5% pour les activités secondaires, contre 0,4% en 2021.

Pour ce qui est de la contribution de ces activités à la création de la richesse régionale, c'est le secteur tertiaire qui s'est taillé la part du lion avec une contribution de 67,9% au PIB de la région en 2022.

Quant aux secteurs primaire et secondaire, ils ont participé respectivement pour 14,2 et 10,4%. ●



Le Complexe Hospitalo-Universitaire Mohammed VI de Dakhla : Un projet d'excellence pour la santé et l'enseignement

Le Complexe Hospitalo-Universitaire Mohammed VI de Dakhla, fait partie des projets phares de la Fondation Mohammed VI des Sciences et de la Santé. Il vient répondre aux besoins médicaux et en formation de la région de Dakhla Oued Eddahab. Actuellement en construction, ce complexe a pour mission de promouvoir l'excellence et l'innovation dans les domaines de la médecine, de l'enseignement et de la recherche. Il promet également d'accorder une importance particulière à la qualité et à la sécurité des soins dispensés aux patients tout en s'engageant en faveur du développement durable et de l'équité en matière de santé.

Un campus en pleine évolution

Le campus de l'Université Mohammed VI des Sciences et de la Santé de Dakhla, dont l'ouverture a eu lieu le 23 septembre 2024 dans des locaux provisoires entièrement réaménagés par la Fondation Mohammed VI des Sciences et de la Santé, propose des formations innovantes à travers ses trois établissements : La Faculté Mohammed VI de Médecine de Dakhla, l'École Supérieure Mohammed VI d'Ingénieurs en Sciences de la Santé de Dakhla et la Faculté Mohammed VI des Sciences Infirmières et Professions de la Santé de Dakhla. La Faculté Mohammed VI de Médecine de Dakhla se distingue par un programme d'enseignement innovant, à l'instar des campus de Casablanca et Rabat. Ce programme intègre des méthodes d'apprentissage actives telles que l'Apprentissage Par Problème (APP) et l'Apprentissage au Raisonnement Clinique (ARC). L'objectif étant de former des médecins capables de relever les défis contemporains de la santé, en développant une réflexion approfondie et une maîtrise des pratiques médicales modernes. De son côté, l'École Supérieure Mohammed VI d'Ingénieurs en Sciences de la Santé de Dakhla joue un rôle essentiel dans la formation d'ingénieurs et techniciens spécialisés dans le domaine biomédical, en particulier la conception, l'installation et la maintenance des équipements biomédicaux. Grâce à des infrastructures pédagogiques de pointe et à un corps professoral expert, elle prépare ses étudiants aux exigences du marché, tout en offrant des classes préparatoires en sciences d'ingénierie et une filière licence en maintenance et génie biomédical. Parallèlement, la Faculté Mohammed VI des Sciences Infirmières et Professions de la Santé de Dakhla offre des formations alliant théorie, pratique et recherche, dans des disciplines telles que l'infirmier polyvalente, l'infirmier en anesthésie et réanimation, et l'infirmier au bloc opératoire. De plus, un

programme en rééducation et réhabilitation, incluant la kinésithérapie et la physiothérapie, est proposé avec des salles de simulation dédiées.

Un complexe hospitalo-universitaire à la pointe de la technologie

Le Complexe Hospitalo-Universitaire Mohammed VI de Dakhla représente une avancée majeure pour la santé au Maroc. Grâce à ses programmes de formation innovants et à ses équipements de pointe, il aspire à devenir un leader dans l'éducation et la prise en charge médicale, renforçant ainsi le système de santé national et régional.

Ce complexe comprend l'Université Mohammed VI des Sciences et de la Santé de Dakhla, qui disposera à terme d'équipements modernes adaptés à la formation de 3 000 étudiants. Parmi ces infrastructures, on trouve un centre de simulation de 1 800 m², un centre de congrès de 600 places, une résidence universitaire d'une capacité de 600 lits, ainsi que des installations sportives et de loisirs.

En matière de soins de santé, l'Hôpital Universitaire International Mohammed VI de Dakhla disposera d'une capacité de 300 lits, garantissant une prise en charge optimale des patients dans divers services. Les infrastructures comprendront des plateaux techniques modernes, incluant un service d'imagerie médicale, des blocs opératoires, ainsi que des unités de réanimation et de soins intensifs équipées des technologies les plus avancées. Les urgences comprendront des salles de soins intensifs et des lits de consultation pour adultes et enfants. L'hôpital de jour disposera de 30 lits en chirurgie et de 10 en médecine, avec un potentiel d'accueil de 226 000 patients par an en consultations externes. En matière d'hospitalisation, des lits seront disponibles pour la chirurgie, la médecine, la pédiatrie, et l'oncohématologie, tandis que des unités de réanimation seront mises en place pour assurer des soins critiques. Dans cette perspective, plusieurs projets médicaux prioritaires ont été identifiés, tels que la lutte contre les maladies chroniques et les pathologies émergentes. Le développement de centres d'excellence dans des domaines clés comme l'oncologie, la cardiologie, la neurochirurgie, et la santé maternelle et infantile est également au programme. En outre, le renforcement des services de santé mentale et de prévention constitue un axe stratégique de cette initiative.

Ce complexe répondra non seulement aux besoins de la ville de Dakhla, mais également à ceux des provinces du sud et des pays voisins. ●



UNIVERSITÉ MOHAMMED VI
DES SCIENCES ET DE LA SANTÉ
UM6SS - DAKHLA

Former et enseigner
l'excellence

um6ss.ma

UNIVERSITÉ MULTIDISCIPLINAIRE

Au service des sciences et de la santé

DAKHLA



Médecine



Sciences infirmières
et professions de la santé



Ingénierie en sciences
de la santé



- Diplômes universitaires **reconnus par l'État**
- Bourses **d'excellence** et bourses* **sociales**
- Employabilité **garantie** au sein de **l'écosystème**

* sous conditions

Scannez ce QR code et
téléchargez la brochure
qui vous convient



Tél. : +212 (0) 5 29 08 91 02

+212 (0) 5 29 03 57 67

Whatsapp : +212 (0) 7 01 07 11 20

E-mail : admission@um6ss.ma



Dakhla-Oued Eddahab : vers un leadership économique continental d'ici 2030

La région de Dakhla-Oued Eddahab dépasse le simple cadre de symbole d'unité territoriale. Cette région dynamique, avec des priorités stratégiques d'ici 2030, émerge également comme un pôle créateur de valeur, attirant les investissements et se destinant à devenir un hub commercial continental de premier ordre. Des projets structurants tels que le Port Dakhla Atlantique, la Voie express Tiznit-Dakhla et la West Africa Free Zone représentent des jalons cruciaux dans son ambition de se positionner comme un acteur économique majeur et une plateforme d'échanges incontournable entre les continents africain, européen et américain.

Dakhla-Oued Eddahab est unique, que ce soit par son histoire, son positionnement géostratégique ou par les avancées économiques et sociales significatives réalisées ces dernières années. La région adopte une vision de développement claire d'ici 2030, permettant d'exploiter au mieux son potentiel immense ainsi que les nombreuses opportunités socio-économiques qu'elle propose. Cette vision repose sur d'importants chantiers d'infrastructure et des projets d'investissement, tant publics que privés, qui lui préparent une place de choix en tant que véritable pôle économique dans un avenir proche. Aujourd'hui, la région connaît un développement fulgurant, impulsé par l'application du nouveau modèle de développement des



Provinces du Sud, initié par Sa Majesté le Roi Mohammed VI en 2015. La multitude de projets réalisés dans ce cadre a renforcé les infrastructures routières, portuaires, logistiques, industrielles, culturelles, de formation et d'assainissement.

Actuellement, plusieurs de ces projets affichent des taux de réalisation avoisinant les 90%. Les évolutions notables sur le plan économique et social reposent sur une série de projets d'envergure, dont la connexion de la région au réseau national d'électricité, un projet essentiel, achevé à 100%, qui constitue un atout fondamental dans l'attractivité du territoire.

La Voie express Tiznit-Dakhla : ouverture complète imminente

La région a également progressé significativement en matière de désenclavement, avec la réhabilitation et le renforcement d'infrastructures routières, parmi lesquelles la Voie express Tiznit-Dakhla fait figure de projet emblématique. Ce dernier, d'un investissement total dépassant 9 milliards de dirhams, affiche désormais un taux d'avancement de 97%. Près de 950 km sont déjà accessibles à la circulation et l'ensemble de la voie express de 1.055 km devrait être inauguré lors des célébrations de l'anniversaire de la Marche verte.

Le Port Dakhla pour 2029

Parallèlement, le projet du Port Dakhla Atlantique redéfinira l'avenir de la région, renforçant son rôle de plaque tournante vers l'Afrique. Selon le calendrier, cette infrastructure sera achevée d'ici 2028, avec un démarrage des opérations en 2029. Ce nouveau port, qui intégrera plusieurs activités industrielles, logistiques, administratives et de stockage, constituera la porte d'entrée de Dakhla, ouvrant ainsi de nombreuses opportunités d'investissement et positionnant la région comme un carrefour vers l'Afrique de l'Ouest et, plus largement, vers tout le continent. Avec un taux d'avancement actuel des travaux atteignant 26%, ce mégaprojet aura des répercussions importantes sur les secteurs économiques de la région, tels que la pêche, l'agriculture, le commerce, ainsi que sur les secteurs de l'énergie et de la logistique. Le complexe portuaire sera également complété par la West Africa Free Zone, une infrastructure industrialo-logistique de classe mondiale, visant à améliorer la compétitivité de la région tout en offrant une alternative attractive au transport terrestre de marchandises destinées à l'Afrique de l'Ouest. Deux autres zones logistiques seront également aménagées à Guergarate et Bir El Guendouz, renforçant encore la vocation logistique et commerciale de la région.

La station de dessalement de l'eau de mer pour 2025

Le portefeuille des projets de grande ampleur compte aussi

...

...

une station de dessalement de l'eau de mer, attendue pour 2025, qui jouera un rôle clé dans le soutien au développement du secteur agricole. Doté d'un budget de 2,5 milliards de dirhams, ce chantier, lancé en décembre 2022, s'inscrit pleinement dans le cadre du nouveau modèle de développement des Provinces du Sud. Actuellement achevée à près de 60%, la nouvelle station, située à 130 km au nord de Dakhla, est conçue pour fournir 37 millions de mètres cubes d'eau par an, dont 7 millions seront spécifiquement réservés à l'approvisionnement en eau potable pour la ville de Dakhla et ses environs. De plus, elle permettra l'irrigation de 5.000 hectares de terres agricoles au sein d'une zone désertique où les ressources hydriques sont quasi inexistantes. Le réseau d'irrigation s'étendra sur 113 kilomètres, avec un débit prévu d'un mètre cube par seconde. L'alimentation en énergie de la station sera entièrement garantie par un parc éolien adjacent, d'une capacité de près de 60 mégawatts. Ce dispositif assurera une production d'énergie renouvelable fiable, essentielle au bon fonctionnement de la station.

Le Grand Sade de Dakhla pour 2028

Dakhla s'apprête également à accueillir un grand stade, prévu pour renforcer les activités sportives et accueillir d'importants événements culturels et sportifs. Cette infrastructure, dont les travaux de construction débiteront prochainement, sera érigée sur environ 50 hectares et offrira 15.000 places, dont 4.000 couvertes. Un appel d'offres portant sur la réalisation des gros œuvres

vient d'être lancé pour un budget estimé à environ 231 millions de dirhams. Sa réalisation devrait prendre 36 mois. L'ensemble des projets en cours s'inscrit dans une vision de développement holistique, visant à valoriser les potentiels de la région dans divers secteurs, notamment l'économie bleue, le tourisme, l'agriculture, la logistique et les énergies renouvelables. Cette approche renforce la position stratégique de Dakhla-Oued Ed-dahab en tant que point d'entrée pour les investissements régionaux et continentaux.

Une Centrale d'hydrogène vert pour 2028

L'investissement dans les énergies renouvelables connaît un essor considérable, positionnant Dakhla comme l'une des régions les plus prometteuses au monde pour l'énergie propre. Avec un

potentiel éolien et solaire exceptionnel, la région s'impose comme l'une des plus ventées et ensoleillées du pays. Des projets d'envergure, comme la Centrale d'hydrogène vert «White Dunes», illustrent cette dynamique. Prévue sur une superficie de 150.000 ha, cette initiative, portée par Falcon Capital Dakhla, incarne la Vision avant-gardiste de Sa Majesté le Roi Mohammed VI pour faire du Maroc un acteur clé sur le marché mondial de l'hydrogène vert. La première phase de ce projet, avec un investissement initial évalué à 2 milliards de dollars, inclura la construction d'un parc éolien, d'un parc solaire et d'une station de dessalement, avec pour objectif de produire, dès 2028, 100.000 tonnes d'hydrogène vert, et potentiellement plus d'un million de tonnes d'ici 2050. Ainsi, la connexion de la région au réseau national de l'électricité non seu-





lement renforce la capacité énergétique locale, mais pave également la voie vers une future zone productrice, voire exportatrice, d'énergie, satisfaisant ainsi les besoins croissants de l'économie régionale.

Un nouvel aéroport pour 2030

La région prévoit de créer une plateforme aéroportuaire qui intégrera des services commerciaux, touristiques et sanitaires. Ce projet, qui s'étendra sur 50 hectares dans la commune d'El Argoub, remplacera l'aéroport actuel de Dakhla, dont la proximité avec la ville limite son extension et le développement de ses activités. Le projet en est encore à un stade préliminaire, avec un achèvement prévu d'ici 2030. L'aérocité d'El Argoub a été conçue pour allier trois objectifs majeurs : garantir un transport et une mobilité efficaces entre

l'aéroport et les zones environnantes, assurer la rentabilité des entreprises, et promouvoir une planification urbaine orientée vers le résidentiel, le développement durable et l'inclusion sociale. Cette infrastructure, centrée sur la zone logistique aéroportuaire, comprendra une vaste gamme d'éléments, incluant des zones résidentielles et touristiques qui accueilleront divers établissements hôteliers ainsi qu'un pôle de santé. Ce dernier sera constitué de centres médicaux et de bien-être, associés aux complexes hôteliers, proposant également des services de bien-être axés sur la lagune, sans oublier des centres de rééducation et de remise en forme. L'aérocité inclura aussi des installations sportives dédiées au haut niveau, des options gastronomiques, un cluster axé sur la santé et le bien-être, ainsi que des zones de shopping reliées à l'aéroport, des centres d'affaires, et des activités MICE (Meetings, Incentives, Conferences et Exhibitions) pour les entreprises du secteur, accompagnés d'espaces de restauration et de parkings.

Des projets touristiques à l'horizon 2026

Le tourisme se présente comme un pilier stratégique et un moteur économique essentiel pour la région de Dakhla-Oued Eddahab. En effet, cette région possède une richesse et une diversité touristiques exceptionnelles, offrant ainsi une véritable opportunité pour s'imposer comme une destination incontournable tant sur le plan national qu'international. Avec ses paysages époustouffants et ses expériences uniques, Dakhla-Oued Eddahab a tout pour séduire et attirer les visiteurs du monde entier. Forte de ses atouts,

la région aspire à devenir une destination touristique de classe mondiale, particulièrement prisée pour les sports nautiques. Dans cette optique, la région se dote de neuf projets ambitieux dans le cadre de la Feuille de route 2023-2026 du tourisme. Ces initiatives se concentrent sur l'optimisation des infrastructures touristiques et l'animation dynamique de la région. Parmi ces projets, un programme innovant de mise en tourisme de plusieurs plages promet de transformer le littoral en un véritable paradis pour les amateurs de sports aquatiques. De plus, la création d'une Société de développement régional (SDR) dédiée au tourisme accompagnera un plan de soutien aux entreprises du secteur, visant à diversifier l'offre et à stimuler la consommation touristique. Pour accentuer l'animation locale, une école de sport de glisse sera établie à Dakhla, exploitant pleinement le potentiel exceptionnel de la région et sa réputation internationalement reconnue comme un havre pour les passionnés de sensations fortes sur l'eau. Pour maximiser l'attractivité de Dakhla-Oued Eddahab, un plan de promotion ciblé, englobant le marketing et le développement des liaisons aériennes, sera déployé en tenant compte des spécificités locales. En outre, en raison de la richesse naturelle de son arrière-pays, un Programme de développement du tourisme rural et de nature a été intégré à cette feuille de route. Ce dernier vise à proposer des expériences touristiques variées qui viendront compléter les offres balnéaires tout en soutenant une économie touristique inclusive, générant ainsi de nouveaux emplois et des revenus durables pour la population locale. ●

Entretien avec le président du Conseil de la région de Dakhla-Oued Eddahab

Yanja El Khattat : «La Coupe du Monde 2030 aura un impact significatif et un effet d'accélération sur le calendrier d'exécution des projets régionaux»



À l'aube de la Coupe du Monde 2030, Yanja El Khattat, président du Conseil de la région de Dakhla-Oued Eddahab, met en lumière les nombreuses opportunités qu'offre cet événement pour impulser le développement local. Dans cet entretien, il partage également l'avancement du processus de régionalisation avancée dans sa région, un véritable projet de transformation en cours. C'est aussi l'occasion de présenter les grandes orientations du Plan de Développement Régional (PDR) 2022-2027, marquées par des investissements ambitieux et des projets phares qui promettent de transformer Dakhla en un hub économique et touristique. Une vision audacieuse qui s'inscrit résolument dans un avenir prometteur pour Dakhla-Oued Eddahab.

Le Matin : Quel est l'état d'avancement du processus de régionalisation avancée dans la région de Dakhla-Oued Eddahab ?

Yanja El Khattat : La régionalisation avancée de Dakhla-Oued Eddahab a connu des avancées significatives, notamment en matière de renforcement des compétences, de développement des infrastructures et de promotion économique. Nous avons mis en place des politiques incitatives pour attirer les investissements et améliorer la qualité de vie des populations. Cependant, des défis persistent, tels que l'accélération de la décentralisation et le renforcement de la gouvernance. Malgré ces enjeux, nous sommes déterminés à faire de notre région un modèle de développement durable, en misant sur la préservation de l'environnement et la participation citoyenne. Nous poursuivrons nos efforts pour transformer Dakhla-Oued Eddahab en un hub économique prospère et attractif.

Le Royaume du Maroc mène à tambours battants une stratégie de développement multidimensionnelle, notamment à l'horizon 2030. Comment la région de Dakhla Oued-Eddahab se prépare-t-elle à cette échéance ?

La Région de Dakhla-Oued Eddahab s'inscrit pleinement dans la vision 2030 du Maroc, en misant sur le développement d'infrastructures, la valorisation de ses ressources naturelles, l'attraction d'investissements et le renforcement du capital humain. Pour atteindre ces objectifs, nous collaborons avec tous les acteurs et nous relevons les défis tels que

la transformation numérique, la préservation de l'environnement et l'amélioration de la gouvernance. Nous sommes convaincus que notre région jouera un rôle clé dans la réussite de cette stratégie nationale.

Quel est le bilan actuel de votre Plan de Développement Régional (PDR) ?

Nous sommes très optimistes quant au bilan de réalisation de notre Programme de développement régional 2022-2027. Ce dernier porte une vision très ambitieuse et réaliste pour le développement de la région et l'amélioration du cadre et de la qualité de vie de ses citoyens pour une enveloppe budgétaire globale de 4,5 milliards de DH.

Le PDR 2022-2027 est réparti en 5 axes stratégiques, 25 programmes et 112 projets qui interviennent sur plusieurs secteurs à savoir :

- Axe 1 : La valorisation et le développement du capital humain à travers plusieurs programmes dont nous citons celui de la santé et la protection sociale qui tend à améliorer les services de santé régionaux.
- Axe 2 : L'amélioration de l'attractivité territoriale qui porte plusieurs projets, dont le plus important est celui de la mise à niveau urbaine et régionale qui englobe plusieurs projets, avec comme priorité la remise en beauté de la ville de Dakhla à travers la réhabilitation et l'aménagement de ses principaux axes.
- Axe 3 : Le développement économique et l'emploi qui vise à renforcer le tissu entrepreneurial et l'auto emploi des jeunes et des femmes de la région ainsi que le soutien de l'investissement.
- Axe 4 : Le développement durable et le renforcement des capacités de résilience

aux changements climatiques qui vise principalement à remédier aux problématiques liées à la préservation des ressources naturelles et à la protection de l'environnement.

- Axe 5 : le soutien de la régionalisation avancée et le renforcement des capacités des acteurs territoriaux qui concerne l'accompagnement de plusieurs entités locales afin de leur permettre de mener à bien leurs actions de développement, notamment les chambres professionnelles, les associations et les acteurs territoriaux.

Quels sont les projets phares déjà réalisés dans la région et quel est l'état d'avancement des projets en cours ?

La Région de Dakhla-Oued Eddahab est une région marocaine en plein essor écono-

mique, c'est un chantier à ciel ouvert. Sa dynamique territoriale avance à un rythme remarquable, chose qui pourrait être mesurée par les projets phares qui sont en train de voir le jour sur son territoire.

En effet, quelques projets qui s'inscrivent dans le nouveau modèle de développement des provinces du sud, lancé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI à l'occasion du 40e anniversaire de la Marche verte, ont été achevés. Il s'agit du grand projet de raccordement de Dakhla au réseau électrique national ayant mobilisé un montant global d'environ 2,4 milliards de dirhams, financé à hauteur 536 millions de dirhams par la région de Dakhla-Oued Eddahab et qui a pour objectif de renforcer la sécurité d'alimentation en énergie électrique des provinces du sud.

Il y a aussi le projet de la voie expresse Tiznit-Dakhla qui consiste au dédoublement et à l'élargissement de la Route Nationale n°1 sur 1055 km. Ce projet a mobilisé un investissement global d'environ 10 milliards de dirhams. Il a pour objectifs de favoriser la connectivité interrégionale entre Dakhla Oued Eddahab et le reste du Royaume.

D'autres projets sont en cours de réalisation dont le Nouveau Port de Dakhla Atlantique qui devrait être livré à la fin de l'année 2028 pour un investissement de 12,6 milliards de dirhams. L'avancement des travaux de construction s'annonce bien et peut être estimé à environ 30%.

On peut citer également le projet de mise en place d'une station de dessalement de l'eau de mer, doté d'une enveloppe

...



.../...

budgetaire de 2,5 milliards de dirhams, qui servira à l'irrigation de 5000 Ha de terrains agricoles, mais aussi au renforcement de l'approvisionnement de la ville de Dakhla en eau potable. Le projet est actuellement achevé à 57%.

Ajoutons à cela le programme de mise à niveau urbaine et de réhabilitation des infrastructures et équipements de la région pour la période 2022-2025, pour un montant global de 1,18 milliard de dirhams, dont 693 millions de DH seront consacrés au renforcement des infrastructures de base de la ville de Dakhla, à savoir : l'aménagement des principales artères et routes, des parcs et des équipements des zones industrielles de la ville de Dakhla. Ce programme a aussi pour objectif de développer les principaux CRE de la région, tels que Bir gandouz et Guerarate, à travers la réalisation de plusieurs projets de renforcement du réseau routier, électrique et d'eau potable.

Quel impact l'organisation de la Coupe du Monde 2030 aura-t-elle sur le calendrier d'exécution des projets régionaux ?

L'organisation de la Coupe du Monde 2030 au Maroc aura un impact significatif et un effet d'accélération sur le calendrier d'exécution des projets régionaux, notamment dans la région de Dakhla-Oued Eddahab.

Voici quelques impacts clés :

- Accélération des investissements : L'événement sportif mondial nécessitera des investissements massifs dans les infrastructures (stades, transports, hôtellerie), ce qui stimu-

lera considérablement les projets régionaux déjà en cours.

- Priorisation des projets : Les projets ayant un lien direct avec l'organisation de la Coupe du Monde seront priorités, accélérant ainsi leur réalisation.

- Nouveaux projets : De nouveaux projets verront le jour pour répondre aux besoins spécifiques de l'événement, tels que des centres de formation, des zones d'entraînement et des infrastructures touristiques.

- Synergies avec d'autres projets : L'organisation de la Coupe du Monde permettra de créer des synergies avec d'autres projets régionaux, optimisant ainsi les ressources et les délais.

Quels chantiers clés la région prévoit-elle de prioriser en vue de 2030 ? Pouvez-vous préciser les grands projets qui figurent sur la feuille de route ?

La région de Dakhla-Oued Eddahab a élaboré une feuille de route ambitieuse pour les années à venir, visant à transformer le territoire en un pôle économique dynamique et une destination touristique de premier plan. Les chantiers clés que la région prévoit de prioriser d'ici 2030 sont les suivants :

- Le développement des infrastructures :

- o Le grand port de Dakhla-Atlantique : Ce projet phare permettra de renforcer la position de Dakhla comme plateforme logistique régionale et d'accélérer le développement économique.

- o Le réseau routier et aéroportuaire : L'amélioration de la connectivité est essentielle pour attirer les investissements

et faciliter les échanges.

- o Les infrastructures touristiques : La construction d'hôtels, de complexes touristiques et d'équipements sportifs répondra à la demande croissante du tourisme.

- La valorisation des ressources naturelles :

- o La pêche : Le développement d'une pêche durable et la valorisation des produits de la mer sont au cœur des priorités.

- o L'agriculture : L'extension des surfaces cultivées et la modernisation des techniques agricoles permettront d'assurer la sécurité alimentaire et de développer de nouvelles filières.

- o Les énergies renouvelables : Le potentiel éolien et solaire de la région sera exploité pour produire de l'énergie propre et réduire la dépendance énergétique.

- Le développement du capital humain :

- o La formation professionnelle : Des programmes de formation seront mis en place pour répondre aux besoins du marché du travail et favoriser l'employabilité des jeunes.

- o L'enseignement supérieur : Le développement de l'enseignement supérieur permettra de former les futurs cadres de la région.

- La promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat :

- o Les pôles technologiques : La création de pôles technologiques favorisera l'émergence de startups et de nouvelles entreprises.

- o Les incubateurs d'entreprises : Ces structures accompagneront les porteurs de projets dans le développement de leurs activités.

Ces grands projets s'inscrivent

dans une dynamique de développement durable, visant à concilier croissance économique, préservation de l'environnement et amélioration du bien-être des populations. En résumé, la région de Dakhla-Oued Eddahab est en pleine mutation et ambitionne de devenir un modèle de développement en Afrique.

Comment la région de Dakhla-Oued Eddahab entend-elle maximiser les bénéfices économiques et sociaux découlant de la Coupe du Monde ? Quelles stratégies sont envisagées pour stimuler le développement local ?

La région de Dakhla-Oued Eddahab prévoit de maximiser les bénéfices de la Coupe du Monde 2030 en adoptant une stratégie multidimensionnelle en lien avec les différents chantiers mentionnés précédemment. Concernant les infrastructures, la région va engager des fonds considérables dans les transports, l'énergie et les équipements touristiques. Ces efforts visent à améliorer la connectivité ainsi que l'attractivité de la région.

Sur le plan du tourisme, la région entend promouvoir activement Dakhla-Oued Eddahab comme une destination touristique de premier plan en diversifiant son offre afin d'attirer un large public.

Parallèlement, il sera essentiel de mettre en place des programmes de formation adaptés aux besoins du marché du travail. Ces initiatives viseront à créer des emplois pour les jeunes, en leur offrant les compétences nécessaires pour



s'intégrer dans le monde professionnel.

Le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) locales sera également une priorité. L'objectif est de permettre à ces entreprises de participer activement à la dynamique économique générée par l'événement, stimulant ainsi l'économie locale.

Dans le cadre de la gouvernance et du développement durable, la région s'engage à mettre en place une gouvernance efficace ainsi qu'une démarche de développement durable afin d'assurer un impact positif à long terme sur la communauté locale et l'environnement.

Concernant les stratégies pour stimuler le développement local, elles sont variées et incluent plusieurs approches significatives. Tout d'abord, les partenariats public-privé qui constituent un élément crucial pour la mobilisation des investissements nécessaires et l'accélération de la mise en œuvre des projets. Nous misons aussi sur l'attraction d'investissements

étrangers à travers la création d'un environnement attractif pour les investisseurs. Cela implique de mettre en place des conditions favorables qui incitent les entreprises à s'implanter et à se développer sur le territoire local.

La promotion de l'innovation est également une stratégie incontournable qui implique le développement de nouvelles activités économiques et la création d'emplois de qualité. Enfin, la coopération internationale est un atout précieux. Elle permet de bénéficier de l'expérience et de l'expertise des partenaires internationaux. En partageant des connaissances et des bonnes pratiques, les collectivités locales peuvent renforcer leurs initiatives et améliorer leurs projets de développement. Ainsi, ces différentes stratégies, prises ensemble, créent un cadre propice à un développement local durable et inclusif.

Quelles initiatives sont prévues pour promouvoir Dakhla-

...

.....

Oued Eddahab pendant et après la Coupe du Monde ?

Pour promouvoir Dakhla-Oued Eddahab pendant et après la Coupe du Monde, de nombreuses initiatives sont envisagées. Des campagnes de communication à grande échelle seront lancées pour mettre en valeur les atouts touristiques de la région, notamment ses paysages uniques, ses activités nautiques et son riche patrimoine culturel. Des événements culturels et sportifs seront organisés tout au long de l'année pour maintenir l'engouement autour de la région.

Par ailleurs, des projets spécifiques ciblent les investisseurs, avec la création de zones économiques spéciales offrant des incitations fiscales et douanières attractives. Des infrastructures touristiques haut de gamme seront développées pour répondre à une demande croissante. L'objectif est de faire de Dakhla-Oued Eddahab une destination touristique de référence en Afrique et d'attirer des investissements durables dans divers secteurs économiques.

Quels sont les secteurs économiques que vous envisagez de dynamiser spécifiquement dans le cadre de cette stratégie de développement ?

Dans le cadre de la stratégie de développement de Dakhla-Oued Eddahab, plusieurs secteurs économiques clés ont été identifiés pour être dynamisés, afin de diversifier l'économie régionale et de réduire la dépendance à un seul secteur. Voici quelques exemples :

- Énergies renouvelables : avec

un fort potentiel éolien et solaire, la région vise à devenir un leader dans la production d'énergie propre, attirant ainsi des investissements étrangers et créant de nouveaux emplois.

- Pêche et aquaculture : la région mise sur le développement d'une pêche durable, la valorisation des produits de la mer et la promotion de l'aquaculture pour sécuriser l'approvisionnement en produits halieutiques et générer des revenus supplémentaires.

- Tourisme : la région ambitionne de transformer Dakhla en une destination touristique de renommée internationale, et ce en développant une offre diversifiée (balnéaire, sportive, culturelle) et en améliorant les infrastructures hôtelières.

- Agriculture : la région parie sur la modernisation des techniques agricoles, le développement de l'agro-industrie et la promotion de l'agriculture biologique pour assurer la sécurité alimentaire et valoriser les produits locaux.

- Logistique : Le port de Dakhla-Atlantique, une fois achevé, fera de la région un hub logistique majeur pour l'Afrique de l'Ouest, favorisant les échanges commerciaux et industriels.

- Industries manufacturières : des efforts sont menés pour le développement de zones industrielles destinées à attirer des entreprises dans des secteurs à forte valeur ajoutée, tels que l'agroalimentaire, la plasturgie ou les matériaux de construction.

Quelle place est accordée à la durabilité et à l'environnement

dans le développement sectoriel de Dakhla-Oued Eddahab et quelles initiatives sont prises pour promouvoir un développement respectueux de l'environnement ?

La préservation de l'environnement et de la durabilité constitue un enjeu majeur pour notre région de par la vulnérabilité de son écosystème naturel. En effet, en tant que Conseil régional, nous sommes conscients de l'importance que revêt la valorisation et la protection du potentiel naturel et de ce fait nous avons consacré tout un axe d'intervention dans notre Programme de développement régional 2022-2027. Il s'agit de l'Axe 4 intitulé «Développement durable et renforcement des capacités de résilience aux changements climatiques», lequel vise principalement à remédier aux problématiques liées à la préservation des ressources naturelles et à la protection de l'environnement à travers la mise en place de plusieurs actions dont nous citons :

- Le programme de réutilisation des eaux usées pour l'irrigation des espaces verts pour un montant 35 millions de DH, qui sera réalisé dans le cadre du Programme national d'assainissement mutualisé (PNAM), en partenariat avec l'Agence du bassin hydraulique et la commune de Dakhla.
- La réduction des aspects du stress hydrique et la sensibilisation à la préservation et protection des ressources en eau pour un montant de 12 millions de DH.
- La mise à niveau et le développement de la réserve naturelle de Essafya pour un montant de 6.99 millions de DH. ●



La banque de demain dès aujourd'hui



Carte World

Voyagez en toute sérénité

avec la carte World de CIH BANK

- Un accès illimité à plus de 1300 salons d'aéroports du programme Dragon Pass
- Des offres exclusives et réductions allant jusqu'à 60% chez le Bicester Village Shopping Collection
- Des réductions allant jusqu'à 30% sur les réservations d'hôtel
- Une assurance voyage en cas de perte/retard de bagage ou annulation de vol
- Une assurance médicale couvrant les soins médicaux et aide d'urgence



Et pleins d'autres avantages à découvrir en scannant



MAZAGAN

BEACH & GOLF RESORT MOROCCO

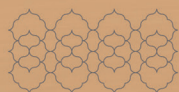


SÉJOUR AU SOLEIL

Profitez jusqu'à 20% de remises sur votre séjour et soins spa ainsi que 10% sur une sélection d'activités sportives.*

Petit déjeuner inclus

*Equitation, Trampoline, Quad, Paintball, Tyrolienne, Laser game



INFOS / RESA : 0523 388 080